BnF Gallica

Université de Paris. Faculté de droit. La Responsabilité civile de l'hôtelier , thèse pour le doctorat présentée... par [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Gajac, Roger. Université de Paris. Faculté de droit. La Responsabilité civile de l'hôtelier , thèse pour le doctorat présentée... par Roger Gajac.... 1936.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

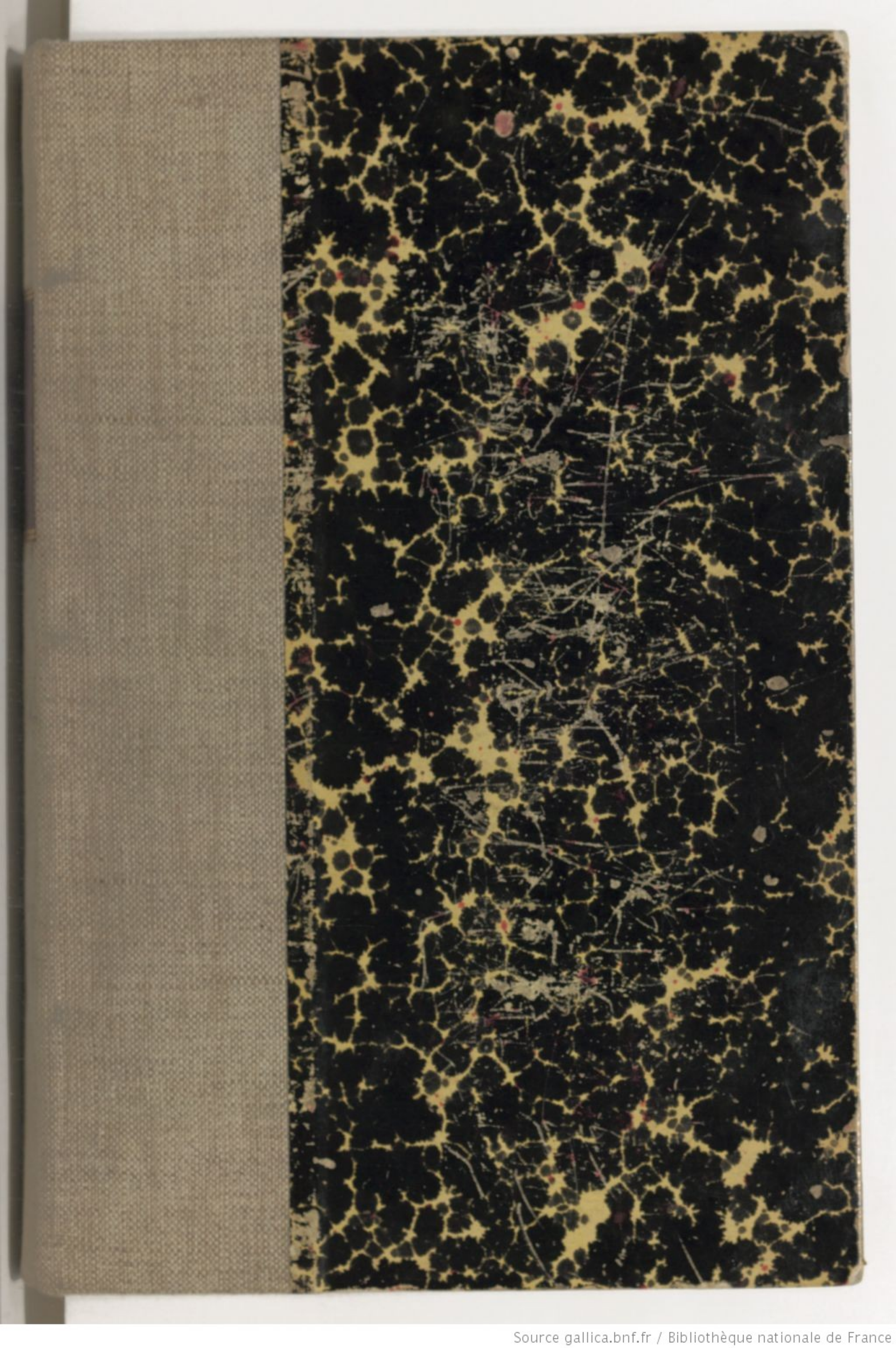
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisationcommerciale@bnf.fr.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Responsabilité Civile de l'Hôtelier

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1936, à 13 h. 30

PAR

ROGER GAJAC

PRÉSIDENT : M. G. RIPERT, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. J. de la MORANDIÈRE, Professeur.
M. AMIAUD, Professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES
—
1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Responsabilité Civile de l'Hôtelier

8°F
39053

D. L.
12552 17-12-36

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Responsabilité Civile de l'Hôtelier

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1936, à 13 h. 30

PAR

ROGER GAJAC

PRÉSIDENT : M. G. RIPERT, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. J. de la MORANDIÈRE, Professeur.
M. AMIAUD, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES
—
1936

INTRODUCTION

Il est de tradition, dans les monographies consacrées au droit hôtelier, de présenter comme les éléments d'un contrat particulier, distinct des cadres classiques tracés par le droit positif, les obligations réciproques de tenancier d'hôtel et du voyageur. Telle fut, semble-t-il, l'opinion de Domat, puisqu'un passage souvent invoqué de ses *Lois Civiles* nous révèle qu'entre l'aubergiste et sa clientèle une « convention » se forme, qui astreint l'une des parties à s'acquitter au bénéfice de l'autre, en échange d'une rétribution, des prestations et services d'usage (1). A vrai dire, il est au moins douteux que ce texte de jurisconsulte de l'Ancien Droit ait revêtu, dans son esprit, la signification qu'on lui assigne, et le terme « convention », qui désigne tout accord de volontés, est beaucoup trop général pour ne pas prêter à l'équivoque. Plus réelle est la consécration que l'opinion envisagée a reçue dans l'une des modernes législations européennes, le Code civil portugais de 1887, dont l'art. 1484 nous propose la définition suivante : « le contrat d' « albergaria » est celui par lequel une personne s'engage à nourrir et loger, ou à loger seulement une autre personne moyennant une rémunération déterminée par la convention ou par l'usage. Ce contrat résulte des faits, sans qu'une con-

(1) Lois civiles 1, 16, 1°. « Il se forme une convention entre l'hôtellerie et le voyageur par laquelle l'hôtelier s'engage envers ce dernier de le loger, de le nourrir, de garder ses hardes, chevaux et autres équipages — et le voyageur, de son côté, à payer la dépense. »

vention expresse soit nécessaire, lorsque celui qui loge est aubergiste de son état » (1).

Quelle que soit la valeur probante de ces textes, il n'en est pas moins certain que les rédacteurs du C. Civ. français pour qui l'œuvre de Domat a constitué une source abondante d'inspiration, n'ont jamais fait la plus discrète allusion à l'exclusion de la « convention d'hôtellerie » du cadre des contrats nommés. Ils n'ont même pas jugé nécessaire d'éclairer, par quelques dispositions d'ensemble, les multiples rapports juridiques qui peuvent avoir pour origine, dans le domaine du droit privé, l'exercice de l'entreprise hôtelière. Ils se sont bornés à réglementer de façon succincte, et conformément à la tradition, les obligations et la responsabilité qu'impose à l'aubergiste la sécurité des effets du voyageur : question logiquement accessoire, mais d'importance pratique considérable, puisqu'une abondante jurisprudence et une histoire législative assez agitée n'en ont pas épuisé l'intérêt.

Ce silence de notre législation positive n'a pas empêché la majorité des auteurs de persister dans l'opinion commune. « C'est bien, a-t-on dit, la caractéristique des contrats synallagmatiques que cette réciprocité indivisible de droits et d'obligations naissant d'un même fait », c'est-à-dire, en l'espèce, de l'entrée du voyageur dans l'hôtel : et la multiplicité des rapports juridiques ne saurait constituer un obstacle « dirimant » à l'indépendance de la convention dont ils apparaissent comme les éléments constitutifs (2).

On a fait à cette explication le grief de ressusciter, sans

---

(1) C. C. Portugais II, 2, 4, 6, articles 1119-1123.
(2) Rul, *Le Contrat d'Hôtellerie*, pp. 33-34. Paris 1906.

aucun motif, la catégorie romaine des contrats innomés (1) ; l'objection n'est pas pertinente, puisque, pour ne prendre qu'un exemple certain, le contrat d'assurances terrestres a longtemps existé, dans la pratique, avant de recevoir, avec la loi de 1930, une consécration officielle. On lui a reproché, de même, de répondre « à une conception archaïque des conditions économiques de l'hôtellerie moderne. Vouloir englober sous l'appellation de « contrat d'hôtellerie » les multiples rapports de droit qui naissent à l'occasion de l'exercice d'une industrie ne se distinguant pas des autres, serait, il nous semble, persister dans cette idée fausse que l'industrie hôtelière mérite un statut juridique spécial » (2).

Il conviendrait, dès lors, de renoncer à toute appellation d'ensemble et de considérer l'entreprise hôtelière comme pouvant donner lieu, simultanément ou non, aux diverses conventions suivantes :

1° un louage de choses, dans la mesure où l'hôtelier met à la disposition de ses hôtes de passage des chambres ou des appartements avec leurs accessoires.

2° Une prestation de services, qu'il apparait fort difficile de rattacher à un contrat préexistant ; il ne saurait être question, en toute hypothèse, de faire appel à la notion de mandat, ce contrat ne concernant en aucune manière l'exécution des actes matériels.

3° Une convention de fournitures de denrées, lorsque l'hôtelier cumule avec sa fonction normale celle de restaurateur.

Enfin 4° une convention de garde, rattachée par les articles 1932 et s. C. Civ. à un contrat de dépôt nécessaire et

---

(1) Lévy, *Rapports juridiques de l'hôtelier et du voyageur*, p. 80 et s. Paris 1913.

(2) Gauthier, *L'Hôtellerie*, étude économique. Paris 1931.

traditionnellement désignée sous l'appellation de « Dépôt d'hôtellerie ».

L'âpreté relative à ces controverses ne doit pas nous dissimuler la faiblesse de leur importance pratique. Si, en effet, les partisans de l'opinion consacrée par le législateur portugais prétendaient faire de cette opinion une source d'application concrètes, la discussion reprendrait toute son importance et les objections soulevées toute leur valeur. Un auteur, dont la thèse est du reste parfaitement isolée, prenant prétexte de l'existence indépendante de la « convention d'hôtellerie », avait proposé de soumettre cette convention, sur le terrain des preuves, à un régime exceptionnel, adapté aux nécessités pratiques. Une telle attitude est, de toute évidence, insoutenable. Il ne saurait être question de résoudre, à la lumière d'une construction purement formelle, des problèmes qui trouvent leur solution dans les textes du droit positif. Les prestations réciproques de l'hôtelier et de sa clientèle font l'objet de dispositions générales ou dérogatoires au droit commun, mais toujours expresses ; on ne saurait admettre qu'à moins de stipulation effective, ces prestations obéissent, en notre matière, à d'autres prescriptions que celles qui les régissent habituellement. Dès lors, une telle controverse relève de la plus fâcheuse logomachie. Dégagés du fanatisme des précisions terminologiques, lorsqu'elles sont dépourvues de toute répercussion concrète, nous ferons appel, tour à tour, selon les nécessités de cette étude, au terme « convention d'hôtellerie » pour désigner un ensemble de relations juridiques, ou à l'expression « louage de choses », afin d'évoquer, autour d'une idée précise, un certain nombre d'obligations déterminées.

Il est d'ailleurs intéressant de noter combien les adversaires du « contrat d'hôtellerie », dans leur appréhension

de ramener à l'unité les divers éléments qui le composent, ont été conduits à donner de ces élémentss une classification artificielle et sommaire. Ils se bornent à faire l'énumération alors que, de toute évidence, une hiérarchie s'impose. Il n'est rien de si critiquable et de si arbitraire que de situer sur un même plan le louage de choses, élément prépondérant et souvent unique, et le « dépôt d'hôtellerie, qui revêt nécessairement un caractère accessoire, puisqu'il ne peut avoir une existence indépendante, aux termes d'une interprétation jurisprudentielle conforme au texte de la loi.

C'est en ce sens que l'on a quelquefois proposé de considérer les responsabilités issues de ce dépôt comme le corollaire normal de toute convention de louage d'immeubles et des obligations du veilleur, « tenu de la surveillance des locaux et responsable, en conséquence, du trouble de fait » (1). Conception qui n'est pas dépourvue d'exactitude dans le domaine particulier des relations d'hôtellerie, mais qu'il serait, semble-t-il, hasardeux de généraliser.

Dans cette étude des responsabilités de l'hôtelier, limitée au droit civil, nous jugeons préférable de nous en tenir à une distinction traditionnelle des responsabilités issues des obligations intéressant la personne du voyageur, et de celles qui ont pour origine les devoirs imposés par le dépôt d'hôtellerie, distinction qui, pour l'harmonie générale, n'est peut-être pas à l'abri de tout reproche, mais qui présente l'avantage d'être plus claire, et de séparer nettement l'étendue des principes généraux de celle des dispositions exceptionnelles.

Issues d'obligations multiples, ayant fait l'objet, de la part des rédacteurs du Code civil, dans la mesure, restreinte

---

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Le contrat de louage*, n° 1183.

à vrai dire, où elles ont appelé leur attention, d'une réglementation nettement exorbitante du droit commun, ces responsabilités de l'hôtelier sont évidemment fort rigoureuses, et l'on peut se demander si elles comportent, à l'égard de ceux qui sont appelés à en bénéficier, des contre-parties aussi étendues et aussi efficaces. Il est à noter que le législateur, en instituant, dans un texte récent, le délit de grivèlerie (1), a, par une disposition formelle, exclu notre hypothèse de ses prévisions. En revanche l'hôtelier jouit traditionnellement d'un privilège dont l'importance se trouve être précisément fonction de celle des responsabilités qu'il assume, puisqu'aux yeux de la loi les effets du voyageur font simultanément l'objet d'un contrat de dépôt, générateur d'obligations, et d'une convention implicite de gage, productive de garantie, ce qui, par parenthèse, ne laisse pas d'être assez contradictoire (2).

La sécurité de l'hôtelier, et par là sa situation économique, dépend, par conséquent, de la solvabilité extérieure de ses hôtes de passage. C'est ce qui confère une certaine importance à un problème jadis fort débattu, actuellement bien aplani, qu'il n'est pas sans intérêt d'examiner à cette place, car il se rattache étroitement à celui des responsabilités de l'aubergiste, dont il constitue en quelque sorte la préface : l'hôtelier peut-il, à son gré, accorder ou refuser l'accès de son établissement à des individus qu'il juge ou non indésirables ? (3).

La première branche de cette alternative ne soulève aucune difficulté, et des textes formels, relevant du droit administratif, font défense aux tenanciers d'hôtels ou de loge-

---

(1) Art. 401 Code Pénal.
(2) Art. 2102-5° C. Civil et loi du 31 mars 1896.
(3) V. Mazeaud, *Traité de la Responsabilité*, n° 537.

ments garnis de donner asile à certaines catégories de personnes. Il n'en est pas de même de la seconde, et la question de la légitimité du droit de refus a suscité des controverses doctrinales et de décisions contradictoires, sans doute parce que l'on s'obstinait à faire intervenir dans le débat des considérations qui n'offraient avec lui que les rapports les plus lointains. Proclamer l'illégitimité du droit de refus, c'est s'inspirer, suivant les hypothèses, de principes très dissemblables ; c'est parfois considérer l'aubergiste comme tenu, en raison de sa fonction économique, d'une sorte de service d'utilité publique. C'est aussi, parfois, si l'on se place sur le terrain plus modeste de la technique juridique, admettre que la pollicitation incluse dans le fait de l'ouverture de son établissement présente un caractère de précision suffisant pour revêtir une portée obligatoire.

C'est de la première de ces inspirations que procède une disposition célèbre, l'art. 19 de la déclaration du 20 janvier 1563, promulguée sous Charles IX (1), qui déniait à l'aubergiste tout droit de refus vis-à-vis de sa clientèle, et dont on s'est longtemps demandé s'il convenait de la considérer comme implicitement maintenue en vigueur par l'art. 484 de notre législation répressive. Un arrêt de la Chambre Criminelle du 2 juillet 1857, suivi d'un grand nombre de décisions semblables, a proclamé que « l'ordonnance du 20 janvier 1563 avait pour objet principal de pourvoir à l'excessive augmentation des prix demandés par les hôteliers et d'autoriser les officiers publics à fixer un tarif qui permit aux voyageurs de se soustraire à leurs exigences ; que la défense faite par l'article 19 de refuser de recevoir sans cause légitime les voyageurs se rattachait à

---

(1) **Merlin**, *Répertoire alphabétique des questions de droit*. V. Hôtelier.

l'objet de l'ordonnance et y était inséré comme moyen d'en assurer l'exécution » ; qu'en conséquence « les prescriptions de cette nature (étaient) inconciliables avec les dispositions de la loi de 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie... » (1).

Le véritable débat s'élève sur le terrain du droit civil, et il importe, à ce sujet, de faire soigneusement abstraction de toute considération analogue à celle dont procède la déclaration précitée ; il est certain que l'industrie hôtelière n'est pas plus que toute autre d'ordre public. Peu importe, à l'inverse, la rigueur des responsabilités que les textes positifs font peser sur l'aubergiste ; il s'agit de dégager objectivement les tendances de notre législation et non point d'y introduire plus d'équilibre et d'harmonie. Rechercher si l'hôtelier, abusant de son droit de refus, peut être assigné en responsabilité par la victime supposée d'un préjudice matériel ou moral, cela revient tout simplement à se demander si le droit commun de la pollicitation, appliqué à notre hypothèse, implique ou non une solution négative.

Une ancienne décision de jurisprudence avait admis que la responsabilité d'un directeur de Casino pouvait être engagée par l'exercice de son droit de refus, « attendu que le fait d'être exclu implique une sorte de suspicion du caractère le plus pénible » (2). Les motifs sont, on le voit, des plus généraux, et il semble, d'autre part, que l'offre de contracter implicitement formulée par l'hôtelier ne soit ni plus ferme, ni plus déterminée, ni plus précise que celle dont l'arrêt invoqué sanctionnait la violation. On peut donc

---

(1) D. 57.1.736. V. également Cass. 4 août 1846 (D. 46.4:355), 3 octobre 1857 (S. 58.1.80), 18 juillet 1862 (D. 62.1.485), 19 décembre 1882 (D. 83.1.57).

(2) Arrêt précité du 4 août 1846.

se demander si la pollicitation publique et l'offre du voyageur de payer la rétribution demandée ne suffisent pas à la perfection du contrat.

La solution affirmative a compté autrefois un grand nombre de partisans, dont Merlin, qui, dans son Répertoire, revendiquait pour tout homme qui n'était pas « de la classe de ceux auxquels la loi défend de donner asile » (plus exactement « défend que l'on donne asile ») le droit, pour son argent, de s'y introduire et héberger » (1) ; elle avait reçu un accueil favorable dans diverses législations étrangères ; enfin elle paraissait conforme à l'équité, qui fait apparaître les caprices comme injustifiables, et aux principes juridiques qui doivent être identiques pour l'hôtelier et pout tout contractant éventuel, auteur d'une offre générale portée à la connaissance du public.

En réalité la décision jurisprudentielle précitée, malgré la généralité de ses motifs, ne sanctionnait la responsabilité du défendeur que parce que son adversaire remplissait, à l'évidence, les conditions implicitement requises pour la perfection du contrat ; ce que la jurisprudence désapprouvait, c'était le refus abusif, fait par caprice et sans motif valable. Ajoutons que, dans notre hypothèse, même une distinction de portée aussi restreinte nous parait superflue. Dans l'arrêt que nous envisageons, à supposer que les motifs en soient fondés, le tribunal, en visant, « le caractère pénible » de la suspicion impliquée par l'exercice du droit de refus, faisait allusion, de toute évidence, aux circonstances dans lesquelles ce droit s'était exercé, et notamment à la publicité qui, dans un établissemnet de la nature de celui qui avait été le théâtre des événements incriminés, de-

(1) Merlin, *op. cit.*, p. 500.

vait nécessairement accompagner cet exercice, et lui conférer, par cela même, un caractère délictueux au sens de l'article 1382 du C. Civil. Ne négligeons pas non plus de prendre en considération les règles particulières qui ne peuvent manquer de présider à l'exploitation d'établissements investis d'un monopole. L'absence, dans notre hypothèse, de ces particularités, exclut toute possibilité de distinction.

Quant à l'objection que recèle la situation faite au commerçant ou au voiturier (1), il est facile de répondre que ces derniers n'ont pas à subir, « à la différence de l'hôtelier, les conséquences de l'immoralité et de la malhonnêteté des contractrants. Peu leur importent à qui ils vendent, s'ils touchent le prix convenu. Certains hôteliers doivent leur réputation et leur vogue à ce qu'ils ne reçoivent que des personnes de bonne compagnie. Comment risquer de compromettre leur prospérité, en les forçant à accueillir des gens grossiers et tapageurs ? » (2)

On fait valoir, parfois, que l'industrie hôtelière est régie par une législation spéciale. Mais cette législation « qui impose à l'hôtelier une responsabilité exceptionnelle, ne lui laisse pas moins le droit, commun à tous, de refuser sa porte à quiconque ne lui inspire pas confiance... Il n'y a point de responsabilité quand il n'y a point de liberté » (3).

Certains auteurs, tout en se proclamant partisans de cette liberté, ajoutent néanmoins que « s'il n'y avait, dans la commune, qu'une seule auberge, ou si, parmi plusieurs auberges, une seule avait des places libres et que l'hospita-

---

(1) V. cep. un arrêt de la Chambre criminelle (11 janvier 1889. P. F. 89.1.187) qui a admis, en faveur d'un commerçant, la légitimité du droit de refus.

(2) Lacan, *Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur*, p. 224. Parfois obligation légale : art. 475, § 12 C. Pén. et décret du 18 juin 1811. Art. 1111.

(3) Ferré, *Le Code de l'hôtelier*, pp. 147-148.

lité y fût réclamée par un voyageur qui serait forcé de s'arrêter, soit par son état de besoin, de fatigue ou de maladie, soit par le mauvais temps ou l'obscurité de la nuit, l'aubergiste ne pourrait lui refuser l'entrée de sa maison. En pareil cas, et dans quelques autres analogues, une raison d'humanité ferait fléchir la règle ordinaire » (1).

Nous avouons ne pas apercevoir le fondement d'une telle distinction. Tout le problème est de savoir si, étant donnés les caractères particuliers de l'entreprise hôtelière, les règles générales de la pollicitation légitiment ou condamnent le droit de refus. Quant aux considérations d'humanité, elles sont étrangères au débat et relèvent de la législation administrative ou répressive.

La jurisprudence est depuis longtemps en ce sens. « L'hôtelier, dit une décision du Trbunal civil de la Seine, est maitre absolu chez lui, où il est libre de ne pas admettre le spersonns qui lui samblent suspectes » (2).

Les partisans de l'opinion contraire reconnaissent, du reste, pour la plupart, la légitimité du droit de refus, lorsque le client éventuel est notoirement insupportable ou insolvable, lorsque ses bagages sont insuffisants, ou lorsqu'il est atteint d'une maladie contagieuse susceptible de mettre en œuvre l'obligation de garantie que les principes généraux imposent à l'hôtelier (3). Qui ne voit que ces circonstances sont précisément les seules qui puissent inciter l'hôtelier à exciper de sa liberté d'appréciation ? En dehors de ces hypothèses, tout refus est pratiquement inconcevable, et l'on

---

(1) Agnel et Carré, *Code manuel des propriétaires et locataires de maisons, hôteliers, aubergistes et logeurs*, n° 1004.

(2) Tr. Civ. Seine, 23 mars 1892 (D. P. 94.2.132) et 25 novembre 1892 (G. P. 12 décembre 1892). Nice, 2 janvier 1893 (S. 93.2.198). *Contra*: Toullier, *Le droit civil suivant l'ordre du Code*. Paris 1920, p. 43.

(3) Tr. Civ. Seine, 4 février 1892 (« La Loi » 13 février 1892) et 30 juin 1893 (Pandectes Fr. 94-2-36).

comprend sans peine que des restrictions aussi généreuses apportées à l'apparente rigueur des principes aient relégué le problème que nous examinons dans le domaine des hypothèses d'école. Les règles générales du droit, les règles de la pollicitation exigent, en notre matière, que la liberté de l'hôtelier ne souffre point d'entraves. Il est possible, et même vraisemblable que cette liberté n'ait qu'une existence provisoire. On ne peut nier qu'elle soit conforme à l'esprit de notre droit et de nos institutions.

Les responsabilités de l'hôtelier, quelles que soient les sûretés qui en constituent la contre-partie, n'en sont pas moins fort rigoureuses, d'autant que la jurisprudence, avec une obstination et une unité de vue remarquables, paraît s'être complue à les aggraver. Non contente d'imposer à l'hôtelier, par une interprétation assez désinvolte de ses intentions, un engagement général de sécurité corporelle qui constitue, dans le domaine des obligations personnelles, l'équivalent en étendue et en nature du devoir de sécurité relatif aux effets matériels et inclu dans les articles 1952 et s. du Code civil, elle a, par un détour des plus contestables, rendu pratiquement lettre-morte une importante restriction apportée à sa responsabilité par la législation postérieure au Code civil. Les motifs d'une telle attitude sont, au reste, faciles à concevoir : les tribunaux n'ont pas cru devoir, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, se tenir sur le plan exclusif de la technique juridique ou de l'analyse psychologique. Ils se sont arrogé une mission de protection des contractants isolés vis-à-vis d'entreprises puissantes, unies par des intérêts communs et souvent investies d'un monopole de fait. Peut-être cet état d'esprit répond-il à une conception un peu surannée des conditions économiques de l'industrie hôtelière. Il faut reconnaître,

pour être pleinement équitable, que le « sens commercial » dont témoignèrent, en période de prospérité, certains représentants, heureusement fort rares, de cette corporation, faisait paraître bien anodines les mesures de protection les plus extrêmes.

Nous reviendrons sur ce point lorsque, délaissant l'examen des textes positifs, nous aborderons celui des problèmes législatifs que posent les responsabilités de l'hôtelier, dans le domaine particulier du dépôt d'hôtellerie, puisque c'est dans ce domaine que les revendications des groupements corporatifs se sont élevées avec le plus de vigueur. Il n'est pas indifférent d'en dire quelques mots au moment d'examiner dans le détail ces responsabilités multiples et diverses. Les défenseurs de l'industrie hôtelière, plus précisément les partisans d'un allègement des obligations qu'elle assume, se bornent en général à souligner, sans aller plus avant, les caractères archaïques de nos institutions. Ils en invoquent l'origine très-ancienne pour insister, ce qui ne leur parait faire aucun doute, sur leur désaccord avec une situation économique évoluée. Il est permis de considérer une telle attitude comme un peu sommaire. Si les responsabilités visées par notre législation ont répondu, à d'autres époques, à des motifs aujourd'hui dépassés, il n'en résulte aucunement qu'elles aient perdu avec eux toute leur raison d'être, et que d'autres motifs ne puissent être invoqués en leur faveur.

Si, comme le dit M. Huguenet, « le législateur moderne a maintenu, à l'égard de l'aubergiste, une responsabilité exorbitante, ce n'est pas parce qu'il le soupçonne, comme jadis les Romains », de complicité avec les voleurs, « mais parce qu'il prend pitié du voyageur qui ne connait ni les lieux, ni les usages, ni les risques, et qui a besoin de trou-

ver dans l'hôtelier l'assureur qui lui permettra de dormir dans un lit d'hôtel aussi tranquillement qu'il aurait dormi dans son propre lit » (1).

La réglementation rigoureuse des obligations d'un contractant n'est, à aucun degré, un signe de réprobation, la manifestation d'une confiance réduite accordée par le législateur. L'obligation de sécurité est de l'essence du contrat d'hôtellerie. Les recueils de jurisprudence témoignent de la fréquence des hypothèses pratiques où cette obligation et la responsabilité exceptionnelle qui en découle trouvent l'occasion de s'appliquer : en serait-il autrement que la même solution s'imposerait, car la rigueur de la répression ou l'étendue de la réparation ne doivent nullement s'inspirer de la multiplicité des dommages.

Les groupements hôteliers ont manifesté à diverses reprises la volonté de revenir, sur ce point, à ce qu'ils considèrent comme le droit commun, la règle normale de responsabilité contractuelle ; ils souhaitent que cette responsabilité ne puisse être mise en œuvre, à leur encontre, sans la démonstration préalable d'une faute effective. Il nous semble qu'une telle solution constituerait moins un progrès qu'une régression. Nous concevons fort bien qu'en matière de responsabilité il soit impossible de faire abstraction de toute considération subjective. « Il ne faudrait pourtant pas négliger, par le désir de revenir aux conceptions anciennes, et un mépris injustifié des nouvelles, le travail de ces trente dernières années... Ce serait méconnaître le progrès que des recherches juridiques plus poussées ont apporté à l'étude de la responsabilité... Ce progrès a consisté, par l'analyse des conceptions et la recherche des

---

(1) Poitiers, 14 janvier 1925 (S. 25.2.25), note.

causes, à marquer les conventions de l'obligation morale qui défend de causer injustement un dommage à autrui » (1).

L'analyse du contrat d'hôtellerie, l'interprétation équitable de la volonté des contractants, postulent, sans aucun doute, des solutions analogues, dans leur principe, aux solutions actuelles. Il ne faut pas, *à priori*, qualifier d'inexacte l'idée que « l'industrie hôtelière mérite un statut juridique spécial » (2). Toute industrie, quelle qu'elle soit, exige, au contraire, ce statut particulier, que le progrès des institutions juridiques consiste précisément à dégager par une différenciation qui s'inspire d'une telle interprétation et d'une telle analyse. Il faut retenir notamment que « la responsabilité professionnelle doit être sanctionnée avec plus de rigueur que la responsabilité ordinaire » et que « les manquements aux obligations professionnelles entraînent, pour leur auteur, la nécessité absolue de réparer le préjudice causé aux tiers » (3).

Il n'est pas dit, au demeurant, qu'en revendiquant un statut moins rigoureux, les hôteliers ne se soient pas mépris sur leurs véritables intérêts : il est des circonstances où les avantages accordés à l'un des contractants, loin de lui être favorables, se retournent au contraire contre lui. Lors des travaux préparatoires du Code civil, l'un des rapporteurs n'avait pas craint d'affirmer que la responsabilité des aubergistes, « qui peut paraître si rigoureuse », était peut-être « l'une des bases les plus solides de leur prospérité » (4). En restreignant à l'excès leurs obligations dans un domaine

---

(1) Ripert, *La Règle morale dans les obligations civiles*, 3e éd. 1935, p. 236.
(2) Gauthier, *loc. cit.*
(3) Bonnecase, *Droit maritime*, 435 et 440.
(4) Favard. Séance du 23 ventôse an IX. Fenet, t. XIV.

où elles s'imposent avec tant d'évidence, que l'examen des précédents historiques et celui des législations étrangères témoignent de leur universalité et de leur persistance, les hôteliers courent le risque, en décourageant leur clientèle, de s'aliéner le plus clair des avantages qu'une réforme leur aura valus.

Les dispositions actuelles de notre droit, dans le domaine du dépôt d'hôtellerie, et les solutions jurisprudentielles, dans celui des responsabilités personnelles, appellent des modifications de détail, qu'une législation récente a du reste entrepris de réaliser, avec des fortunes diverses, et qui répondent aux conditions nouvelles. Quant à s'exonérer d'une façon pure et simple des obligations qu'elles imposent, on nous permettra de rester sceptiques en ce qui concerne l'efficacité et la légitimité des efforts dépensés à cet égard.

TITRE I

Responsabilités issues des obligations intéressant la personne du voyageur.

Dans la mesure où elles concernent la personne même du voyageur, les obligations de l'hôtelier et les responsabilités qui en découlent n'ont pas été l'objet des prévisions expresses du législateur, et il convient d'en rechercher le principe dans les dispositions traitant du louage de choses ou de la prestation de services. Ce sera l'objet du premier chapitre de cette étude. Nous consacrerons ensuite, dans un intérêt de clarté, une division spéciale à l'examen d'un problème infiniment plus intéressant au point de vue doctrinal : celui de l'obligation de sécurité corporelle, mise à la charge de l'hôtelier par une théorie jurisprudentielle qui suscite encore les plus sérieuses controverses.

CHAPITRE PREMIER

Louage de choses et prestations de services.

C'est, nous le savons, aux articles 1719 et suivants du Code civil qu'il convient de se reporter, lorsqu'on se propose de définir les devoirs assumés et les responsapilités encourues par l'hôtelier qui, explicitement ou implicitement, s'oblige à mettre à la disposition, exclusive ou non, du voyageur, une partie plus ou moins étendue de son établissement. Le problème de la responsabilité proprement dite ne soulevant, dans ce domaine, aucune difficulté d'ordre technique, cette étude doit nécessairement se limiter à la détermination pure et simple des obligations de l'aubergiste et des sanctions qu'elles comportent. Aussi convient-il de ne pas s'étendre outre mesure sur des questions dont l'exposé, dépourvu de toute importance théorique et de tout caractère spécifique, ne peut manquer de devenir rapidement fastidieux.

Il est beaucoup plus intéressant de rechercher quelles sont, en cette matière, les tendances exprimées par les décisions de justice, la sévérité plus ou moins grande avec laquelle elles ont cru devoir sanctionner les responsabilités de l'hôtelier. On peut déplorer que les recueils de jurisprudence, si explicites dès qu'il s'agit du dépôt d'hôtellerie, soient sur ce point d'une exceptionnelle indigence, et ne nous fournissent, quant à l'orientation actuelle des tribunaux, que les indications les plus sommaires.

Aux termes de l'art. 1719 C. civ. : « Le bailleur est obligé,

par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière : 1° de délivrer au preneur la chose louée ; 2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ; 3° d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail ». Dans quelle mesure ces trois obligations : délivrance, entretien et garantie, sont-elles applicables à l'hôtelier ?

Cette transposition sera, naturellement, plus ou moins précise selon la durée du séjour du voyageur. Les caractères spécifiques de la convention d'hôtellerie apparaissent avec les séjours de durée limitée, qui constituent l'hypothèse la plus normale. Dans le cas contraire, moins pratique, la jurisprudence tend à faire prédominer les règles du bail, parfois à l'encontre des prévisions les moins contestables du législateur : c'est ainsi qu'elle refuse, fort arbitrairement, de faire bénéficier des dispositions intéressant le dépôt d'hôtellerie les individus qui séjournent à l'hôtel autrement qu'au titre « temporaire et passager » (1).

Il semble, d'autre part, que l'on doive mettre en œuvre l'obligation de garantie (à laquelle il convient de réserver une place prépondérante, car elle s'apparente d'une manière plus étroite au problème de la responsabilité), avec plus de ménagements à l'encontre de l'hôtelier qu'à l'égard du bailleur de droit commun, les hôtes de passage devant légitimement s'attendre à jouir d'un confort et d'une tranquillité moins étendus que ceux qu'ils sont en droit d'exiger dans un appartement occupé de façon permanente.

Il est d'ailleurs extrêmement malaisé de concevoir, en matière d'hôtellerie, l'application de ce devoir de garantie, ou de l'obligation d'entretien qui n'en est, à vrai dire,

---

(1) Voir *supra* II, 3, 2.

qu'un corollaire, sinon dans l'hypothèse la moins caractéristique, celle des séjours de longue durée.

C'est ce qui justifie dans une certaine mesure que l'obligation de délivrance, qui semble ne présenter aucune difficulté, ait cependant donné lieu, dans la pratique, à la jurisprudence la plus abondante. Elle fait, en effet, l'objet de violations répétées, dans des circonstances toujours analogues. Lorsqu'il y a lieu de redouter une affluence exceptionnelle de voyageurs, il arrive fréquemment que les parties s'accordent à l'avance sur la durée et les conditions générales d'un séjour à venir, et que l'hôtelier, par imprévoyance ou pour un motif indépendant de sa volonté, ne puisse, au moment d'exécuter la prestation promise, faire face à ses engagements. La jurisprudence a sanctionné ces manquements avec une rigueur parfois excessive (1), car elle ne comporte aucune contre-partie réelle à l'égard du voyageur qui, de son côté, s'avise de ne donner aucune suite à des accords consentis cependant sur sa demande expresse. Sans doute les décisions de justice ne se font-elles pas faute de proclamer que si « l'hôtelier qui a promis, à l'avance, des chambres pour un séjour d'une certaine durée, ne peut en disposer sans engager sa responsabilité » (2), il faut, par une juste réciprocité, exiger du voyageur un respect tout aussi scrupuleux de ses devoirs. On relève quelques déci-

---

(1) Tr. Com. Seine, 25 mars 1924 (G. P. 24.2.99 et *Bulletin du Syndicat général de l'industrie hôtelière*, août 1924) : « Attendu que ... c'est sans motif valable que l'Hôtel M... s'est soustrait, comme il l'a fait, à l'exécution de ses obligations..... Attendu, d'autre part, que s'il est exact que l'Hôtel M... se soit employé à chercher un autre logement pour (le demandeur), la défenderesse ne peut faire grief à (celui-ci) de n'avoir pas accepté la proposition qui lui était faite à cet égard... » Voir dans le bulletin précité un article de M. Jorishomme, avocat-conseil du Syndicat général de l'Industrie hôtelière. Dans le même sens : Cass. 3 mai 1919 (C. P. 18-19.1.785)' Nice, 23 juillet 1924 (Bulletin S. G. I. H., décembre 1924), etc.

(2) Mamers, 16 juin 1925 (G. P. 25.2.419).

sions en ce sens. Il n'en est pas moins certain que de telles affirmations n'ont, le plus fréquemment, que la portée d'un vœu platonique, et que les voyageurs envisagent l'inexécution de leurs promesses avec d'autant plus d'insouciance qu'elles ne sont appuyées d'aucun versement symbolique, et que l'éloignement de leur domicile, leur anonymat, et souvent leur insolvabilité les mettent à l'abri des poursuites (1).

Les défenseurs de l'industrie hôtelière ne manquent pas de faire ressortir « l'iniquité et le non sens » que représente, pour reprendre la formule de M. Josserand, « l'exécution habituellement unilatérale d'un contrat synallagmatique » (2).

Il va sans dire que l'hôtelier assigné en responsabilité aura toujours la ressource d'établir l'existence d'une circonstance exonérative, car fortuit, force majeure ou faute personnelle de son co-contractant : hypothèse plus théorique que réelle, si l'on se refuse à voir un événement de ce genre dans l'affluence inusitée de voyageurs, selon la conception qu'une récente jurisprudence, brisant avec une longue tradition, tend à faire prévaloir en matière de transport (3).

Les conditions dans lesquelles doit s'exécuter l'obligation de délivrance pour satisfaire aux prescriptions légales sont suffisamment précisées par l'article 1720, qui astreint le bailleur à « délivrer la chose louée en bon état de réparations de toute espèce ». Il est évidemment impossible de formuler sur ce point des règles plus précises ; tout dépend

---

(1) V. cep. Mamers, précité, et Chambéry, 23 mars 1927 (S. 27.2.70).

(2) Josserand, *Cours de Droit civil positif français*. T. II, p. 13.

(3) Il va sans dire qu'aucune assimilation n'est rationnellement admissible entre les deux hypothèses. V. décision précitée du 25 mars 1924 : « Attendu que l'affluence de voyageurs au cours de la saison estivale ne constitue pas un événement qui ne pouvait être prévu... »

de l'analyse des contrats et de l'appréciation souveraine des juges du fond.

Quant aux sanctions que cette obligation comporte, leur caractère et leur étendue varient avec la gravité de la faute commise, et l'on distingue traditionnellement trois hypothèses :

Ou bien il y a eu absence complète de délivrance (c'est le cas le plus normal), et la résiliation s'impose, assortie de dommages-intérêts dans la mesure où l'inexécution n'est pas imputable à une circonstance imprévisible (1) ;

Ou bien la délivrance a été tardive (on peut supposer (2) ce qui est assez pratique, que la même chambre d'hôtel ou d'auberge a été affectée par inadvertance au logement simultané de deux voyageurs) et, dans ce cas, les décisions à prendre et les sanctions à appliquer relèvent de l'appréciation des tribunaux.

Ou, enfin, la délivrance s'est faite à l'époque convenue, mais la chambre ou l'appartement n'est pas, en dépit des prescriptions légales, « en bon état de réparations de toute espèce » (3) (hypothèse à la vérité un peu théorique, étant données les conditions particulières dans lesquelles prennent naissance les conventions d'hôtellerie et la brièveté ordinaire de leur exécution) ; dans ce dernier cas, aux sanctions de droit commun, résiliation et dommages-intérêts, il convient d'ajouter un nombre indéterminé de mesures particulières, injonction du tribunal et, plus pratiquement, réduction du loyer ou du prix convenu. Rappelons à ce propos que la question de savoir si le voyageur bénéficie, dans

---

(1) Jugement précité : résiliation et 4.000 francs de dommcages-intérêts.

(2) Laurent, *Précis de Droit civil*, t. XXV, n° 106. Guillouard, *Traité du contrat de louage*, t. I, n° 100. Cass. 19 mai 1857 (D. 57.1.327).

(3) Baudry et Wahl, *op. cit.*, n° 274.

cette dernière hypothèse, d'un droit de rétention, fait l'objet de controverses entre les auteurs et divise encore, semble-t-il, la jurisprudence (1).

Les condamnations pécuniaires prononcées contre l'hôtelier sont tout naturellement soumises aux distinctions établies par les articles 1149 et suivants du Code civil, entre les répercussions du dol, de la faute légère et de la faute lourde. On ne saurait se prononcer avec la même certitude sur la nécessité ou l'inutilité d'une mise en demeure, la doctrine présentant, sur ce point, les mêmes confusions que la jurisprudence.

L'obligation d'entretien ne soulève pas les mêmes difficultés (2). Il est du reste assez malaisé, pour les motifs énoncés précédemment, d'en concevoir l'application dans les relations issues de l'entreprise hôtelière. Il suffit de rappeler que l'article 1720 al. 2 précise son étendue en mettant à la charge du bailleur, « pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives ». Faut-il admettre, au nombre des sanctions qui tendent à en assurer l'observation, et qui sont, en principe, celles du droit commun (résiliation du contrat, allocation de dommages-intérêts, ou réduction du prix convenu), l'exécution forcée par décision de justice ? C'est l'opinion de quelques auteurs et d'un certain nombre de décisions de jurisprudence (3).

Quant à la question de savoir jusqu'à quel point le preneur peut se trouver dans la nécessité de supporter les troubles inhérents à l'exécution des travaux mis à la charge

---

(1) Negat. Guillouard, *op. cit.*, n° 222 et Cass. 13 déc. 1880 (D. 81.1.37).
(2) Baudry et Wahl, n° 323.
(3) Affirm. Caen, 26 juin 1830 et Lyon, 12 février 1867 (S. 67.2.94). *Contra :* Aubry et Rau, t. II, p. 366.

de l'aubergiste, elle n'est que l'un des aspects d'un problème plus général, ayant trait à la détermination du trouble de jouissance et du contenu de l'obligation de garantie.

C'est là la plus importante, et en même temps la plus complexe des trois obligations imposées au bailleur. Elle entre en jeu, on le sait, dès qu'un événement, quelle qu'en soit la nature, survenant au cours de l'exécution du contrat, met obstacle à la jouissance normale du preneur. Les événements de ce genre, qui revêtent naturellement les caractères les plus divers, peuvent procéder, si nous reprenons la classification traditionnelle, d'un fait personnel du bailleur, de l'activité des tiers, ou d'un vice propre de l'immeuble qui fait l'objet du contrat.

Le devoir de garantie du fait personnel met en œuvre la responsabilité du bailleur, et par suite de l'hôtelier dont l'activité matérielle ou juridique (c'est là son caractère essentiel) trouble la jouissance du locataire ou du voyageur. Son application la plus intéressante réside dans la disposition de l'article 1723 qui fait défense au débiteur de « modifier, pendant le bail, la forme de la chose louée ». Les décisions jurisprudentielles nous en offrent d'assez fréquents exemples. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Nancy a considéré comme un trouble apporté à la jouissance du voyageur, et comme une source de responsabilité à l'égard de l'aubergiste, le fait pour ce dernier de procéder, en bordure de son établissement, à l'édification d'une palissade, alors que la convention d'hôtellerie était en cours d'exécution (1). Plus récemment, une décision émanant du Tribunal de Paix de Paris a attaché les mêmes conséquences juridiques à l'acte d''un hôtelier coupable d'avoir substitué

---

(1) Nancy, 10 mars 1894 (P. F. 95.2.138).

à un accessoire de l'immeuble un autre accessoire de même nature, mais d'utilité plus restreinte (1).

Peut-être les tribunaux ont-ils usé, ici encore, sans ménagements excessifs, des sanctions et des moyens de contrainte que le législateur mettait à leur disposition. Il semble, à la lecture des arrêts et des jugements, que les événements de force majeure, et même l'absence totale de préjudice (2) ne constituent pas, aux yeux de notre jurisprudence, une cause valable d'exonération pour l'hôtelier coupable d'avoir altéré, même dans une mesure extrêmement restreinte, la physionomie primitive du bien loué. Cette interprétation rigoureuse, approuvée par certains auteurs, est du reste contraire à la tradition de notre ancien droit, tradition qui, s'il faut en croire Pothier (3), refusait d'assimiler à des troubles de jouissance générateurs de garantie, les transformations de peu d'importance, justifiées par un intérêt sérieux et ne causant qu'une gêne minime.

Il existe, remarquons-le, à la prohibition légale, un tempérament prévu par le législateur lui-même et répondant à d'évidentes nécessités pratiques, tempérament qui fait l'objet de l'article 1724 ainsi conçu : « Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée ». Et la loi ajoute que les travaux, même rigoureusement nécessaires, ne sauraient se prolonger au-delà de

---

(1) Paris, (Paix), 16 janvier 1928 (La Loi : 21 janvier 1928).

(2) Cass. 8 novembre 1859 (60.1.455). V. cep. Seine, 23 octobre 1933 (D. H. sommaire, p. 26).

(3) Pothier, *Contrat de louage*, n° 75. En ce sens, Laurent, *op. cit.*, t. XXV, n° 144. Guillouard, n° 150. Aubry et Rau, *Cours de Dr. civ. Fr.*, t. IV, p. 366.

quarante jours (ce qui, dans notre hypothèse, présente un caractère bien théorique) sans créer à la charge du bailleur une obligation de réparation sous la forme d'un allègement du prix convenu, et même, si le logement est devenu inhabitable, sans entraîner la résiliation du contrat. Le silence gardé par le preneur (ou le voyageur) durant l'exécution des travaux n'est pas considéré, selon l'opinion générale, comme une renonciation tacite à ses droits.

Il est, du reste, unanimement reconnu que l'obligation de garantie (toujours envisagée sous son premier aspect) n'existe qu'à défaut de stipulation contraire, et qu'il dépend entièrement de la volonté des parties de l'atténuer ou de l'exclure. Dans le domaine particulier des conventions issues de l'entreprise hôtelière, il s'agit là, on le conçoit aisément, d'une simple hypothèse d'école. Il ne saurait être question pratiquement de conventions formelles d'irresponsabilité, puisque les conventions passées entre hôtelier et voyageurs ne font qu'exceptionnellement l'objet de stipulations écrites ; quant aux clauses manuscrites ou imprimées que les hôteliers et aubergistes ont coutume d'afficher dans les chambres ou dans les lieux de réunions de leurs établissements, elles sont dépourvues, aux termes d'une jurisprudence constante et que nous retrouverons, de toute efficacité juridique. On peut d'ailleurs se demander si la clause qui exonèrerait l'hôtelier, d'une manière absolue, de son obligation de garantie et des conséquences fâcheuses de son activité personnelle, serait, au cas exceptionnel où les parties la produiraient devant eux, validée par les tribunaux. L'affirmative est extrêmement douteuse, car une clause de cette nature confèrerait à son bénéficiaire la liberté d'expulser purement et simplement ses hôtes de passage,

sans porter atteinte aux stipulations littérales du contrat (1).

La disposition de l'article 1723 constitue l'application essentielle de l'obligation de garantie issue d'un fait personnel du preneur. Mais cette application n'est pas unique, et l'on peut citer, en dehors de cette hypothèse, parmi les troubles de jouissance générateurs de responsabilité, l'admission par l'hôtelier, dans son établissement, d'individus s'adonnant à des occupations moralement ou matériellement gênantes ou préjudiciables. Notons une fois de plus que le défendeur doit légitimement bénéficier, à ce point de vue, d'une tolérance sensiblement plus étendue que celles dont peut exciper le bailleur de droit commun, et cela pour des motifs sur lesquels il est superflu de revenir.

Notons également que le trouble de jouissance imputable à l'activité propre de l'aubergiste peut se rapporter, non plus à la partie de l'immeuble affectée à l'usage exclusif du demandeur, mais à une dépendance de l'établissement, faisant l'objet d'une utilisation commune. Il serait, semble-t-il, rationnel de faire fléchir, dans ce cas particulier, la rigueur des principes, et d'appliquer de façon moins stricte les prescriptions légales. Les auteurs et la jurisprudence semblent assez divisées sur ce point (2).

L'obligation qui s'impose à l'hôtelier de faire jouir paisiblement son co-contractant l'astreint à réparer, dans leurs conséquences, non seulement les troubles émanant de lui-même, mais encore ceux qui ont pour origine l'activité d'une personne quelconque. La réglementation de ce second aspect du devoir de garantie réside toute entière, on le sait, dans une distinction traditionnelle des troubles de fait et des troubles de droit, objet de l'article 1725 du Code civil.

---

(1) En ce sens, Baudry et Wahl, n° 455. *Contra :* Guillouard, n° 130.
(2) En ce sens, Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 477.

« Le bailleur n'est pas, aux termes de cette disposition, tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voie de fait à sa jouissance, sauf au premier à les poursuivre en son nom personnel ». En d'autres termes, et si l'on fait abstraction des hypothèses assez exceptionnelles où le trouble de fait n'est que la dégénérescence d'un trouble de droit, et de celles, non moins théoriques, où se révèle une participation indivisible de l'hôtelier au trouble de fait issu de l'activité d'un tiers, le préjudice né de cette activité ne peut mettre en œuvre que la responsabilité de son auteur, et seulement, bien entendu, sous la forme d'un recours délictuel (1). Ces dispositions trouvent rarement, dans notre matière, l'occasion de s'appliquer.

Il n'en est pas de même du troisième élément de l'obligation de garantie, dont la détermination figure à l'article 1721, 1er alinéa, selon lequel « il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail ». L'interprétation de ce texte a suscité jadis une controverse, que le cadre et l'objet de cet ouvrage ne nous permettent pas de rapporter en détail, et qui semble au demeurant bien aplanie. Alors qu'un certain nombre d'auteurs (2), reprenant la distinction de Pothier, limitaient l'application de l'article 1721 aux vices ou défauts susceptibles d'opposer un obstacle insurmontable à l'utilisation du bien loué, à l'exclusion de ceux qui rendaient simplement cet usage plus incommode, une fraction notable de la doctrine (3) se refusait à toute interprétation, et proclamait que

---

(1) V. Baudry et Wahl, n° 526. Mâcon, 25 juillet 1912 (*Gazette des Tribunaux*, 28 octobre 1912) et Lille, 13 janvier 1903 (D. 1903.2.120).

(2) Pothier, n° 110. Troplong, n° 146. Guillouard, n° 117. Baudry et Wahl, n° 430.

(3) Laurent, t. XXV, n° 115.

les défauts de toute nature, révélés par l'usage de l'immeuble, suffisaient, quelque fûssent leur importance et leurs effets, à légitimer l'exercice d'un recours en garantie. Cette dernière conception, conforme selon toute vraisemblance aux intentions du législateur (1), offrait le grave inconvénient de donner libre carrière à l'esprit de chicane qui trouve, on le sait, dans les relations de propriétaire à locataires, son terrain de prédilection.

La jurisprudence est fixée depuis de longues années dans le sens d'une opinion intermédiaire, selon laquelle le critérium d'application de l'article 1721, 1er al. réside dans l'impossibilité d'une utilisation normale de l'immeuble (2). La détermination de cet usage normal relève bien entendu de l'interprétation exclusive des juges du fait, et il va sans dire que les principes de cette interprétation doivent être, dans l'hypothèse particulière des relations d'hôtellerie, entièrement distincts de ceux que postule la convention de louage de droit commun. Il est certain, par exemple, que tels vices du bien loué, qui n'entrent nullement en considération lorsqu'on apprécie la responsabilité du bailleur d'immeuble, imposent, au contraire, l'application d'une sanction, à l'encontre de l'hôtelier tenu, de par sa situation particulière, d'une surveillance plus minufieuse. Il est non moins vrai que la destination de l'hôtel, qui, ne l'oublions pas, est celle d'un fonds de commerce, doit inciter les tribunaux à sanctionner avec plus de modération certaines atteintes

---

(1) La définition de Pothier se rapportait aux « vices qui empêchent entièrement l'usage du bien loué ». Les rédacteurs du Code civil ont supprimé le mot « entièrement ».

(2) Cass., 4 décembre 1900 (S. 1902.1.37). En ce sens, Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 1686. Huc, *Droit civil*, t. V, n° 293.

portées à la sécurité ou à la tranquillité des hôtes de passage.

Les applications de l'article 1721 al. 1er sont, en matière de conventions d'hôtellerie, extrêmement fréquentes. L'obligation de garantie issue des vices du bien loué constitue, avec l'obligation de délivrance, lorsque celle-ci fait l'objet d'une inexécution complète, l'origine de la presque totalité des difficultés pratiques nées des relations d'hôtellerie et de la majeure partie des décisions de jurisprudence, (si l'on n'envisage, bien entendu, que le domaine des obligations personnelles). On peut relever, parmi les causes de troubles les plus fréquemment sanctionnées, et sans insister plus longuement sur des questions dépourvues d'importance théorique, la présence dans la chambre ou l'appartement mis à la disposition du voyageur d'animaux indésirables (1), les émanations désagréables ou nocives (2), qu'elles proviennent de l'établissement lui-même ou du dehors, et quand bien même il ne serait en aucune manière au pouvoir de l'hôtelier d'y mettre un terme, l'insalubrité, la construction défectueuse des cloisons ne permettant pas un isolement suffisant (3) etc... Encore convient-il de faire des distinctions, et de noter que tel inconvénient qui, dans un hôtel de premier ordre, serait considéré comme déterminant une gêne intolérable, paraîtra beaucoup plus normal et ne soulèvera aucune émotion dans certains établissements dont la clientèle n'exige qu'un confort rudimentaire. Il importe de tenir compte, dans la mise en œuvre de la responsabilité, de la qualité des personnes et de celle de l'établissement où

---

(1) Amiens, 1er août 1889 (S. 89.2.39). Pau, 26 février 1894 (D. 95.2.23).

(2) Caen, 13 juillet 1885 (S. 86.2.31). Seine, 4 février 1882 (La Loi, 13 février 1882).

(3) Caen, 1er mars 1867 (S. 69.2.132).

s'est révélé le fait qui légitime l'exercice du recours en garantie.

Le fonctionnement de ce recours fait l'objet de l'article 1721, al. 2, qui astreint le bailleur à indemniser le preneur des « pertes » qui résultent pour lui des vices du bien loué. On voit que le législateur ne prévoit aucune distinction entre les vices connus du défendeur, et ceux qu'il n'était pas à même de connaître lors de la conclusion du contrat (1). La jurisprudence l'admet, malgré quelques décisions discordantes, et, du reste, l'alinéa 1er de l'article 1724, dont le texte que nous envisageons ne fait, en somme, que sanctionner les prescriptions, est absolument formel en ce sens.

L'indemnisation du défendeur, à laquelle le texte précité fait allusion, n'exclut pas, remarquons-le, les autres sanctions résultant des dispositions générales, notamment la résiliation du contrat (de droit selon certains auteurs (2)) et la réduction du loyer. Toutes ces contestations n'ont du reste, dans notre matière, qu'une importance théorique, les difficultés pratiques se résolvant (les recueils de jurisprudence en témoignent) avec beaucoup plus de simplicité.

Comme toutes les obligations imposées à l'hôtelier par des dispositions légales interprétatives, l'obligation de garantie, sous son troisième aspect, peut également faire l'objet de conventions exonératives ou limitatives valables aux yeux de la jurisprudence. Il est intéressant de le faire observer, car cette exonération qui, pratiquement, ne découle jamais d'une convention formelle, résulte implicitement, dans la doctrine des tribunaux, de la simple connaissance des in-

---

(1) Peu importe également que les vices soient antérieurs ou postérieurs à l'entrée en jouissance. (Cep. *contra* : Angers, 28 juin 1898. Rec. Angers 98.369) et qu'ils viennent du bailleur ou d'un tiers. (Paris, 12 juillet 1893. G. P. 93.2.21). Planiol, *op. cit.*, II, 1687).

(2) En ce sens, Baudry et Wahl, 455. *Contra* : Guillouard, 123.

convénients du bien loué acquise par le voyageur lors de son entrée en jouissance. C'est ainsi que la vétusté des lieux, l'insuffisance des cloisons, l'humidité évidente, ou la construction défectueuse d'un escalier peuvent être considérés, en général, comme des défauts apparents, qui n'engagent la responsabilité de l'hôtelier que dans l'hypothèse, assez théorique, où le voyageur pouvait compter sur leur disparition. La preuve d'une circonstance libératoire de cette nature (comme le serait celle d'un cas fortuit ou d'une faute personnelle du demandeur) incombe, bien entendu, à l'hôtelier, l'ignorance de son co-contractant devant être présumée, et plus nettement encore dans les conventions d'hôtellerie que dans le contrat de bail de droit commun. C'est ainsi qu'une décision récente a cru discerner un juste motif de résiliation dans le trouble causé au client d'un hôtel par la proximité d'une voie ferrée, dont l'existence était cependant, selon toute vraisemblance, connue de lui (1).

Nous n'avons envisagé jusqu'alors que les obligations et les responsabilités qu'impose à l'aubergiste sa qualité de bailleur d'immeuble. Celles qu'il assume lorsqu'il s'oblige à mettre à la disposition de ses hôtes de passage, en même temps que la chambre ou l'appartement, les divers accessoires qui le garnissent selon l'usage (objets d'ameublement et de toilette, etc.), ne présentent pas les mêmes difficultés. Le nombre et l'importance de ces accessoires ne peut être l'objet d'aucune détermination précise et relève d l'appréciation des juges.

Il faut en dire autant des prestations diverses que les

---

(1) Seine, 6 juin 1932 (G. P. 32.2.387). A en croire cette décision, le fait, pour le voyageur, de retenir sa chambre à l'avance, par correspondance ou par téléphone, ne constituerait qu'une sorte d' « avant-contrat », la conclusion définitive étant subordonnée à une prétendue « condition d'agrément ».

conventions d'hôtellerie imposent à l'hôtelier, dans la mesure où elles renferment un louage de services, prestations que l'on a parfois, assez curieusement, rattachées à un contrat de mandat, alors qu'elles se rapportent à une activité exclusivement matérielle.

De ces prestations, dont le nombre et la nature varient selon les établissements envisagés, la seule qui mérite quelques développements, car elle peut être la source d'une responsabilité assez lourde, concerne la remise au voyageur du courrier et des actes de procédure parvenus à son adresse (1). « L'hôtelier, dit une décision de la Cour de Montpellier (2), a qualité pour recevoir la copie d'un exploit ». Il faut ajouter que la remise d'actes de cette nature, une fois consentie, ne constitue pas une simple faculté, mais une obligation rigoureuse, génératrice, au cas d'inexécution, d'une responsabilité très étendue.

Signalons aussi, sans prétendre attacher à cette constatation une grande importance doctrinale, qu'une décision de justice (3), à vrai dire assez isolée, a refusé de mettre à la charge de l'aubergiste l'entretien des chaussures de ses hôtes de passage, « attendu, dit ce jugement, que les articles 1952 et 1953 du Code civil dictent, d'une façon impérative, que les aubergistes et hôteliers sont responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, le dépôt de ces sortes d'objets devant être regardé comme un dépôt nécessaire... Attendu que... si l'hôtelier n'est pas dans l'obligation de faire cirer les chaussures des voyageurs déposées dans les couloirs de l'hôtel.. ». La solution, on le voit, n'est consacrée que d'une manière implicite.

---

(1) Nancy, 7 juillet 1849 (S. 1850.2.52). Seine, 7 mai 1869 (S. 69.2.236).
(2) Montpellier, 30 novembre 1903 (D. P. 04.2.232).
(3) Tr. de paix de Cette, 21 août 1918 (Lacan, *op. cit.*, p. 232).

Notons enfin que l'article 1758 du Code civil, aux termes duquel : « le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année quand il a été fait à tant par an ; au mois, s'il a été fait tant par mois, et au jour, s'il a été fait à tant par jour », est applicable aux conventions d'hôtellerie (1), et que l'hôtelier ne peut, sans engager sa responsabilité, expulser le voyageur avant l'expiration du terme convenu ou présumé (2) ; les clauses affichées dans les chambres ou les lieux de réunion de son établissement seraient impuissantes, conformément au droit commun, à lui conférer une telle faculté (3).

A défaut d'accords sur la durée du séjour, un congé même prématuré au gré du voyageur est au contraire toujours possible ; il n'en serait autrement que si l'on persistait avec certains auteurs à revêtir les conventions d'hôtellerie d'un caractère d'ordre public, et à dénier à l'hôtelier le droit de s'inspirer, dans la conclusion ou la résolution de ses contrats, des plus légitimes réserves. Une décision émanant du Tribunal de Nice (4) a refusé de consacrer cette interprétation.

« Attendu, dit le jugement, qu'il est de doctrine et de jurisprudence qu'un maître d'hôtel est libre de recevoir ou de refuser toute personne qui se présente pour descendre chez lui, et qu'il est également libre de congédier quand il lui plaît, et sans motiver sa décision, toute personne descendue dans son hôtel, à moins d'accords sur la durée du séjour ;

---

(1) Baudry et Wahl, n° 1222.

(2) Il est d'usage, à Paris et dans les grandes villes, de signifier le congé à l'hôtelier 12 heures avant l'expiration du terme convenu, si la location est au jour, quatre jours avant cette expiration, si la location est à la semaine, quinze jours, si elle est au mois.

(3) Nice, 2 janvier 1893 (S. 93.2.198).

« Attendu, dans l'espèce, qu'il résulte des débats que c'est pour des motifs de convenance personnels, que le tribunal n'a pas à examiner, que le défendeur a congédié la demanderesse ; qu'en agissant ainsi, il n'a fait qu'user d'un droit consacré au profit de tous les marchands par la loi de 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie... ».

CHAPITRE II

L'obligation de sécurité.

La détermination de la nature juridique de l'obligation de sécurité corporelle, lorsque cette obligation apparaît dans les relations de deux personnes liées entre elles par un contrat, n'aurait probablement jamais suscité, en doctrine, les multiples controverses qu'elle soulève, si la jurisprudence n'avait édifié, à ce sujet, une construction dont il importe d'esquisser la formation et d'apprécier la valeur et l'intérêt, puisqu'un certain nombre d'arrêts, non sans confusion tout d'abord, mais avec une fermeté croissante, ont cru devoir en faire application au cas particulier qui nous occupe.

Cette théorie jurisprudentielle, qualifiable à bon droit de prétorienne, puisqu'elle ne s'autorise d'aucune prescription légale, s'inspire, comme toutes celles que les tribunaux ont élaborées de toutes pièces en d'autres domaines, de motifs exclusifs d'utilité pratique. Dans les contrats dont l'exécution peut constituer pour l'une des parties une source de préjudices corporels, la jurisprudence, désireuse d'alléger, au bénéfice de la victime, le fardeau probatoire, s'est efforcée d'intégrer dans le cadre contractuel l'obligation générale de sécurité incluse dans l'article 1382 du Code civil. La responsabilité conventionnelle possédant, en effet, sur la responsabilité légale, l'avantage essentiel, mais non unique, de pouvoir être mise en œuvre sans la démonstration préalable de la faute commise par l'auteur du dommage, il est assez naturel que les tribunaux, en présence

d'un accident corporel dont il leur paraissait équitable d'assurer la prompte et complète réparation, aient songé à en rechercher l'origine dans la violation d'un engagement implicite, générateur de responsabilité conventionnelle à la charge du débiteur de sécurité. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'apprécier si cette construction n'était pas un peu prématurée, et si elle n'a pas perdu, avec l'apparition de la responsabilité du fait des choses, le plus clair de son intérêt pratique.

C'est dans le domaine du contrat de travail, et pour des motifs aisés à concevoir, que quelques décisions de justice (1) et un certain nombre d'auteurs, notamment un jurisconsulte belge, M. Saintelette (2), ont mis en avant, pour la première fois, cet élargissement du champ conventionnel, afin d'assortir d'un engagement de sécurité général et précis les obligations du chef d'entreprise. Cette tentative n'a connu aucun succès dans l'ensemble de la jurisprudence, et la législation relative aux accidents du travail, faisant application de la théorie du risque professionnel, est venue la dépouiller de presque toute son utilité primitive. Il n'en est pas moins curieux de noter que si la solution proposée avait reçu, devant nos tribunaux, un accueil plus favorable, la loi du 9 avril 1898, et les lois multiples qui l'ont suivie et complétée, eûssent peut-être paru moins nécessaires ou moins urgentes.

Si pour des raisons de principe et non d'opportunité (une décision de la Cour de Cassation (3) rendue dans une espèce où, par exception, la législation nouvelle n'était pas applicable est venue récemment le confirmer), la jurisprudence

---

(1) Requêtes, 2 décembre 1884 (D. 85.1.15).
(2) « Responsabilité et garantie ».
(3) 27 février 1929 (S. 29.1.297).

a refusé d'inclure dans le louage de services un devoir implicite de sécurité personnelle, la thèse contractuelle devait trouver avec le transport de personnes « son champ d'application le plus favorable et le plus fécond ». Si l'on néglige quelques discordances, d'ailleurs inévitables et plus apparentes que réelles, on peut affirmer que les tribunaux ont fait montre, dans ce domaine, d'une complète unité de vues, et depuis la décision de principe du 21 novembre 1911 (1), où la solution nouvelle n'était qu'implicitement consacrée à l'occasion d'une clause attributive de compétence, jusqu'à ces dernières années, une suite ininterrompue d'arrêts (2) est venue affirmer la nature conventionnelle de la responsabilité mise en œuvre à la suite des atteintes portées à l'intégrité physique du voyageur.

« La présomption instituée par l'article 1384, 1er alinéa, dit un arrêt de la Chambre civile (3), ne peut être invoquée contre le gardien d'une automobile par ceux qui ont pris place dans cette voiture, soit en vertu d'un contrat, soit par un acte de courtoisie purement bénévole, les premiers trouvant leur protection dans les stipulations expresses ou implicites du contrat... ». Ainsi donc, non seulement la Cour Suprême proclame le caractère conventionnel de la responsabilité, mais, témoignant d'un formalisme qui concorde assez mal avec ses intentions premières, elle dénie à la victime du dommage le droit de se prévaloir, dans l'exercice de son recours, d'un autre fondement que l'engagement implicite

---

(1) S. 1912.1.73.

(2) Cass. 27 janvier 1913 (S. 13.1.177) ; 27 juillet 1923 (D. 20.1.5, note Ripert) ; 18 décembre 1928 (G. P. 29.1.177) ; 1er août 1929 (D. 30.1.25, note Josserand) et tous les arrêts cités par M. Josserand : « Les transports en service intérieur et en service international », 2e éd. 1926. V. Vasilin : La portée de la responsabilité contractuelle du fait d'autrui dans le transport de personnes. Thèse, Paris 1925. Mazeaud, *Traité de la Responsabilité*, n° 154.

(3) 27 mars 1928 (D. 28.1.145, note Ripert).

dans la violation duquel résiderait, à l'en croire, l'origine du préjudice qu'elle a subi.

Les applications de la théorie ainsi élaborée par la jurisprudence ne se sont pas limitées au transport des personnes. Un arrêt de la Cour de Lyon a fait prévaloir une solution analogue dans l'intérêt d'un individu victime d'un accident survenu au cours d'une leçon d'équitation (1), et il serait vain de prétendre énumérer toutes les décisions de justice qui, dans une hypothèse voisine, celle du « contrat de divertissement par manège forain », ont mis à la charge du tenancier de l'attraction foraine une obligation précise de sécurité (2). Citons encore, sans insister davantage, le contrat d'éducation (3), lorsqu'il s'accompagne d'un devoir d'entretien et de surveillance, et peut-être, mais la question est beaucoup plus douteuse, le contrat de vente (4) portant sur des objets préjudiciables à la sécurité de l'acheteur. Un arrêt de la Cour Suprême du Canada (5) s'est prononcé sur ce dernier point en faveur de la responsabilité délictuelle.

Telle est la genèse de cette jurisprudence. Elle procède, on le voit, moins d'une interprétation concrète de la volonté des contractants, que d'une analyse abstraite et générale des contrats. L'exclusion formelle du contrat de travail le démontre à l'évidence. On n'en est que plus surpris de la

---

(1) 21 octobre 1922 (D. P. 24.2.51).

(2) Nancy, 26 juin 1925 et Paris, 22 février 1926 (D. P. 1927.2.25) et la note de M. Lalou). Grenoble, 27 février 1928 (D. H. 1928.343) ; Lyon, 17 décembre 1928 (D. P. 29.2.17 et la note de M. Josserand) ; Douai, 6 décembre 1933 (D. H. Somm., 1934, p. 23) ; Amiens, 20 mars 1935 (D. H. 1935.306). En ce sens, Mazeaud, *op. cit.*, n° 158. *Contra :* Lalou, *Responsabilité civile*, n° 134.

(3) Riom, 18 juillet 1928 (Rec. G. P. 28, 2e sem. 2.784). *Contra :* Mazeaud, n° 157.

(4) *Contra :* Mazeaud, n° 160.

(5) 11 octobre 1921 (cité par M. Demogue, *Rev. trim. Droit civil*, 1923, p. 645).

voir appliquée, avec une fermeté qu'il est impossible de méconnaître, dans le domaine du contrat de louage et de la convention d'hôtellerie.

Dans le contrat de bail, tout d'abord, nous pouvons constater qu'un certain nombre de décisions fort anciennes discernaient déjà, parmi les obligations du bailleur, un engagement implicite de sécurité personnelle, non sans témoigner d'une grande confusion quant à la nature véritable de cet engagement (1). La jurisprudence s'est depuis lors affermie, et par une évolution analogue à celle qui s'est produite à l'occasion du transport de personnes et que révèle l'arrêt précité de la Chambre Civile, elle tend à reconnaître à la responsabilité ainsi dégagée un fondement contractuel exclusif. C'est ce qui ressort notamment d'une décision récente de la Cour d'Appel de Poitiers (2) où nous relevons les motifs suivants :

« Attendu qu'... il est aujourd'hui généralement admis en jurisprudence, notamment par la Cour de Cassation, Chambre Civile, qu'entre les parties des articles 1382 et suivants sont sans application lorsqu'il s'agit d'une faute commise dans l'exécution d'un contrat ;

« Attendu qu'il en est ainsi lorsque le bailleur, en ne faisant pas les réparations nécessaires, néglige de donner à ses locataires la sécurité à laquelle ils ont droit... ».

Quant aux conventions d'hôtellerie, il semble que la tendance des tribunaux à « transposer le problème de la responsabilité de l'ordre délictuel dans l'ordre contractuel », si nous négligeons quelques manifestations sporadiques re-

---

(1) Paris, 8 février 1896 (S. 99.2.215) ; Béziers, 23 juin 1898 (G. P. 98.2.363) ; Aix, 21 janvier 1681 (G. P; 82.2.75) ; Seine, 21 juillet 1892 (G. P. 92.2.39).

(2) 5 février 1933 (D. H. 1933-61). De même : Lyon, 23 octobre 1925 (D. H. Somm., 1926, n° 1696) ; Rouen, 27 juin 1928 (D. H. 1928.570).

montant à une époque assez lointaine (1), se soit affirmée, pour la première fois, à leur égard, avec une netteté particulière, dans un arrêt de la Cour de Lyon (2), mettant au nombre des « devoirs essentiels de l'hôtelier », l'obligation « d'assurer la sécurité absolue des voyageurs qui se confient à ses soins ». Plus récemment, sur pourvoi formé contre un jugement émanant du Tribunal de Colmar, la Cour de Cassation a rendu un arrêt (3) où nous lisons notamment : « Attendu que, de ces constatations, la Cour d'Appel a pu déduire qu'en ne prenant pas les précautions nécessaires pour assurer, la nuit, la sécurité de ses hôtes de passage, et en ne les avertissant pas du danger qu'ils pouvaient courir, la veuve M..., avait commis une faute engageant sa responsabilité... »:

Encore que cette décision se borne à faire application à l'hypothèse envisagée des principes relatifs à la faute délictuelle ou quasi-délictuelle », il semble bien qu'en « visant ainsi une obligation de sécurité, et en la mettant en œuvre au profit des hôtes, c'est-à-dire des personnes qui ont traité avec l'hôtelier », la Chambre des Requêtes se réfère, « encore qu'elle ne s'en explique pas nettement, à une obligation de sécurité issue du contrat » (4).

Cette confusion de la jurisprudence, dont l'arrêt qui vient d'être évoqué nous présente un exemple singulièrement net, s'explique si l'on veut bien prendre en considération les conditions particulières dans lesquelles les tribunaux se

---

(1) Nice, 20 juin 1912 (G. Tr., 6 novembre 1912) ; Cass., 10 février 1913 (D. P. 1913.1.110).

(2) 24 juin 1920 (D. P. 1922.2.40).

(3) 9 novembre 1927 (*Revue Alsacienne-Lorraine*, 1925, p. 319).

(4) Cass. 18 décembre 1929 (D. H. 1929, p. 17). *Id.* Tr. Paix Paris, 29 juin 1927 (« La Loi », 11 août 1927). Il s'agissait d'une action intentée par un voyageur blessé par une pierre lancée à travers un vasistas non grillagé.

(5) Josserand, note sous Lyon, 17 décembre 1928 précité.

trouvent saisis des actions en responsabilité. Il arrive en effet, très fréquemment, qu'un demandeur, victime d'un dommage dont l'origine paraît se rattacher à l'exécution d'un contrat, n'en persiste pas moins à se placer, dans son recours, sur le terrain de la responsabilité légale, parfois sans intention bien définie, le plus souvent dans l'espoir de bénéficier, pour des motifs sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, d'une indemnisation plus complète. Dès l'instant que, de son côté, le défendeur néglige de soulever l'inapplicabilité des dispositions intéressant la responsabilité de droit commun, et d'alléguer qu'il s'agit en l'occurence de la violation d'un engagement conventionnel, les tribunaux, désireux de ne pas provoquer, en s'inspirant d'un point de vue exagérément formaliste, des lenteurs et des frais excessifs, se bornent à faire application, dans le jugement où l'arrêt, des principes dont les deux parties ont implicitement revendiqués l'application.

Ce qui rend en effet des plus confuses cette conception de la responsabilité volontaire issue d'un dommage corporel, c'est qu'elle implique, pour revêtir une importance qui ne soit pas purement virtuelle, la solution négative d'un autre problème sous-jacent, juridiquement très complexe, et, dans le domaine particulier des relations d'hôtellerie, lourd de répercussions concrètes : le problème du cumul, ou plus exactement du concours des responsabilités contractuelle et délictuelle (1). La thèse selon laquelle le demandeur, victime de la violation d'un engagement conventionnel peut, à son gré, et selon les avantages qu'ils recèlent, faire prévaloir, dans son action, le point de vue délictuel ou conventionnel, a soulevé, en doctrine, les plus sérieuses divergences, et n'a

---

(1) Cf. *supra* II, 3, 1, C.

jamais bénéficié en jurisprudence, où elle a souvent prévalu, d'une approbation sans réserve. C'est parce que cette conception semble jouir à l'heure actuelle des faveurs de la Chambre des Requêtes que l'arrêt envisagé, tout en proclamant l'existence à la charge du défendeur d'une obligation de sécurité de nature conventionnelle (c'est du moins ce qui semble résulter de ses motifs), n'en invoque pas moins, de la façon la plus formelle, les textes relatifs à la responsabilité de droit commun. Et si la décision visée tout à l'heure et se référant au transport de personnes s'inspire d'une conception plus formaliste, c'est parce qu'elle émane, au contraire, de la Chambre civile, traditionnellement hostile au principe du cumul.

C'est à un point de vue analogue que se réfère la décision la plus récente rendue en notre matière, un arrêt de la Cour d'Appel d'Orléans du 24 mars 1934 (1) qu'il importe de citer en détail, car il peut être considéré comme exprimant les tendances actuelles de la jurisprudence.

« Attendu, dit cet arrêt, que le tribunal civil de Blois, tout en rejetant l'application à la cause de l'article 1384 du Code civil en raison du rôle purement passif de l'escalier dans lequel C... s'est blessé, a admis la responsabilité de M... en s'appuyant sur l'article 1383 du même Code.

« Mais attendu que C... était lié à M... par un contrat d'hôtellerie qui impose à l'hôtelier, entre autres obligations, celle de protéger le voyageur contre les risques inhérents à sa circulation normale dans l'hôtel ; qu'en laissant s'engager C... dans une cour, non éclairée directement, qui donnait accès à la chambre réservée à son hôte de passage, et en négligeant de prendre les mesures de précaution indis-

(1) G. P. 34.1.835.

pensables pour éviter à celui-ci de s'engager dans l'escalier où il est tombé, M... a méconnu l'une des obligations qui lui incombaient en vertu du contrat ; que c'est l'inexécution d'une obligation contractuelle qui est à l'origine du préjudice dont C... demande réparation ; qu'il s'ensuit que ce dernier est mal fondé à se prévaloir des dispositions des articles 1382 et s. du Code civil, qui sont sans application lorsqu'il s'agit d'une faute commise dans l'inexécution d'une obligation résultant d'un contrat ;

« Attendu que C... a donné pour base à son action les articles précités du Code civil, en invoquant ainsi exclusivement la faute ou la présomption de faute quasi-délictuelle de M... ; qu'il n'appartient pas au tribunal de changer la cause de l'action dont il est saisi ; que la demande de C... ne peut donc être accueillie en l'état... ».

Il semble que la jurisprudence, en rejetant de façon aussi déterminée la théorie de la responsabilité alternative au gré du demandeur victime de l'inexécution d'une obligation contractuelle, se soit préoccupée de conférer une importance en quelque sorte artificielle, à sa thèse de la responsabilité volontaire issue d'un préjudice corporel, thèse dont l'importance pratique avait considérablement décru avec l'apparition de la responsabilité du fait des choses et des présomptions de faute instituées, en cette matière, par l'interprétation des tribunaux.

On conçoit que les partisans de la responsabilité objective se soient émus de ce « travail de refoulement », dans le domaine contractuel, de rapports obligatoires qui, auparavant, relevaient de la responsabilité du fait des choses, ce « palladium » de la théorie du risque. Mais ces auteurs ne sont pas les seuls à souligner l'insuffisance juridique et la médiocre valeur pratique d'une conception dont on peut dire,

avec M. Josserand, que si elle continue à bénéficier, dans la jurisprudence, d'une faveur de moins en moins explicable, elle « a vu son crédit s'affaiblir continuellement auprès de la doctrine » (1).

Pratiquement tout d'abord, on peut dire que si une telle conception procède d'une intention louable, puisqu'elle se propose d'alléger, dans l'intérêt de la victime du dommage, l'importance du fardeau probatoire, en fait celle-ci ne s'en trouve favorisée « que par rapport à la situation qui lui serait faite par la responsabilité délictuelle de droit commun, telle qu'elle est fixée par les articles 1382 et suivants du Code civil ». Dans tout le domaine de la responsabilité du fait des choses et des présomptions de faute instituées, soit par des dispositions expresses (article 1385), soit par l'interprétation jurisprudentielle, il est impossible de concevoir l'intérêt que peut présenter, pour le contractant victime d'un préjudice corporel, la liberté que la jurisprudence lui confère d'exercer son recours sur le terrain conventionnel. Les seules hypothèses où il en serait différemment sont celles où, le dommage s'étant réalisé sans l'intervention d'une chose matérielle, ou conformément aux prévisions de l'article 1386 du Code civil, il conviendrait de mettre en œuvre l'action délictuelle de droit commun (2), subordonnée à la démonstration d'une faute effective, ou la présomption édictée par le législateur au cas de chute d'un bâtiment,

---

(1) Josserand, *Les transports en service interne et en service international*, n° 887. Partisans de l'obligation de sécurité dans les transports : Sainteletie, *Responsabilité de garantie*. Lyon-Caen et Renault : *Dr. Commercial*, n° 709. Boutaud, *Clauses de non responsabilité*, n° 74 et s. Esmein, note Sirey, 1900.2.87. Contre l'obligation de sécurité : *Josserand*, ouvrages cités, et Ripert, note sous cassation, 17 février 1928 (D. 29.1.129). MM. Mazeaud (*Traité de la responsabilité*) approuvent la jurisprudence en matière de transports (n° 154), de jeux forains (n° 158) et d'hôtellerie (161), mais non en matière de contrat d'éducation (157) ou de vente (160).

(2) Mazeaud, n° 397.

présomption qui, on le sait, ne confère à la victime, sur le terrain probatoire, qu'une exonération incomplète. Il suffit de parcourir les recueils de jurisprudence pour se convaincre que ces deux aspects de la responsabilité légale n'ont qu'un champ très limité d'application. L'interprétation des tribunaux, en poussant la notion du « fait de la chose » jusqu'à ses plus extrêmes et parfois ses moins légitimes conséquences, a restreint de façon considérable, au bénéfice de l'article 1384, 1er alinéa, le domaine de la responsabilité délictuelle de droit commun.

Non seulement d'ailleurs la théorie contractuelle ne présente pour la victime du dommage, sur le terrain des preuves, qu'une utilité des plus contestables, mais elle se révèle, sur celui de la réparation, moins favorable encore que celle qui prévaut chez la majorité des auteurs. Il existe en effet, à ce point de vue, entre les deux ordres de responsabilité, un certain nombre de différences techniques qui, d'une manière générale, soit à l'avantage de la responsabilité de droit commun. C'est ainsi que l'article 1150 du Code civil, aux termes duquel le demandeur en responsabilité contractuelle ne peut prétendre qu'aux dommages et intérêts prévus ou prévisibles lors de la conclusion du contrat, dès l'instant que l'inexécution n'a pas pour origine un dol de son co-contractant, ne permet pas aux tribunaux d'assurer à la victime du dommage une indemnisation intégrale, alors que l'indemnité délictuelle, qui n'obéit pas dans sa mesure aux mêmes restrictions, leur laisse le loisir d'assurer la réparation du préjudice jusqu'en ses conséquences les plus lointaines et les moins prévisibles.

C'est ainsi encore, mais la question est beaucoup plus douteuse, que le dommage moral n'est pas pris en considération, aux termes d'une jurisprudence d'ailleurs assez con-

fuse (1), dans la détermination des dommages et intérêts contractuels, alors qu'en matière délictuelle une doctrine d'une fermeté croissante s'efforce d'en assurer la réparation, avec un libéralisme qui n'est pas toujours exempt d'inconvénients.

Sur le terrain des principes, la thèse jurisprudentielle apparaît encore moins défendable, s'il est possible, que sur celui des applications concrètes. Sans doute les décisions de justice favorables aux conceptions nouvelles ne manquent-elles pas de proclamer leur respect de la volonté des parties, et une analyse superficielle nous porterait à croire qu'en effet de telles conceptions ne peuvent qu'assurer à cette volonté « toute son efficacité et toute sa plénitude ». « Dans notre droit moderne, dit l'un de leurs partisans, toutes les conventions sont de bonne foi et produisent tous les effets que les parties ont voulu y rattacher ; elles doivent être interprétées non pas strictement comme la stipulation romaine, mais équitablement, humainement ; et l'obligation de sécurité, qu'on prétend y rattacher, est tellement inhérente au transport de personnes que si une compagnie de chemins de fer voulait insérer, dans son cahier des charges, une clause destinée à l'affranchir, ... cette clause ne recevrait pas l'approbation des pouvoirs publics » (2).

Qui ne voit qu'en réalité de tels arguments ne font que résoudre la question par la question ? Nous concevons fort bien que les conventions des parties soient, par ceux qui ont mission d'en préciser l'étendue, assorties d'engagements implicites (3), ces engagements ne seraient-ils que ceux qu'impose l'application des dispositions légales interpréta-

---

(1) Paris, 21 mars 1873 (D. 74.1.360).
(2) Boutaud, *loc. cit.*
(3) Mazeaud, n° 492.

tives, et que la volonté manifestée dans le contrat fasse l'objet, au nom de l'obligation de bonne foi, exprimée en l'article 1135 du Code civil, d'une interprétation « équitable et humaine ». Nous admettrons qu'en d'autres termes, pour reprendre la formule d'un arrêt de la Cour Suprême, « le cadre de la gestion » soit tracé « et par la convention et par loi » (1) ? Mais la construction édifiée sur l'obligation de sécurité personnelle n'est respectueuse de la volonté des parties qu'en apparence. « Prêter à l'un des contractants l'intention d'assumer, vis-à-vis de ses clients, d'une façon précise, une obligation absolue de sécurité, c'est, comme le fait observer M. Josserand ,entrer dans le domaine des suppositions gratuites, et faire de l'arbitraire juridique. Sans doute dépendrait-il des pouvoirs publics de lui imposer un si lourd fardeau, mais jamais il ne s'en chargera spontanément, de gaîté de cœur, contractuellement, pas plus que le chirurgien n'entend s'engager tacitement à restituer lui-même, sain et sauf, le client qui a recours à son habileté opératoire » (2).

Au reste, « c'est vainement que l'on chercherait, dans les arrêts de la Cour de Cassation ou dans ceux des Cours d'Appel, la justification juridique du nouveau système », ou du moins cette justification tient toute entière » dans cette affirmation purement gratuite « que le contrat... recèle en lui-même, implicitement, une obligation de sécurité générale et absolue, ce qui est évidemment... substituer un axiome à une démonstration » (3).

La thèse contractuelle serait-elle d'ailleurs admissible (et il n'est rien de si discutable qu'une telle affirmation) dans

---

(1) Cass. 26 janvier 1910 (D. 10.1.110).
(2) Josserand, *Les Transports*, n° 887.
(3) Josserand, *op. cit.*, n° 894.

le domaine du transport de personnes ou de l'entreprise de divertissement forain, qu'elle n'en demeurait pas moins suprêmement illogique dans celui du contrat de bail ou de la convention d'hôtellerie. Si l'on peut, en effet, à l'extrême rigueur, concevoir qu'il soit d'une interprétation correcte de la volonté des parties d'assortir (et encore conviendrait-il de ne pas généraliser à l'excès) les engagements principaux du transporteur ou du tenancier de l'obligation implicite d'assurer, dans toute la mesure du possible, l'intégrité physique de leur clientèle, puisqu'il s'agit alors de contrats considérés comme essentiellement dangereux, dont l'exécution peut être légitimement subordonnée, par l'une au moins des parties contractantes, à la certitude qu'elle ne constituera, pour elle, la source d'aucun préjudice corporel, comme peut-on raisonnablement soutenir qu'il en soit de même d'une convention dont l'objet est d'assurer, pendant un temps plus ou moins prolongé, le logement et la nourriture d'un voyageur, et, occasionnellement, la surveillance de ses bagages et de ses effets ?

Les hypothèses pratiques où la jurisprudence s'est trouvée, à la suite d'une convention d'hôtellerie, en présence d'un dommage corporel dont on lui demandait d'assurer la réparation sont en réalité (les recueils d'arrêts en témoignent) si exceptionnelles, que l'on peut à bon droit se demander s'il était bien nécessaire de faire appel, sous le prétexte de sauvegarder les intérêts de l'une des parties, à une conception juridiquement si contestable, dans un domaine où elle ne pouvait avoir qu'un champ aussi limité d'application.

Devons-nous conclure avec M. Josserand que toute responsabilité, quelle qu'en soit l'origine, ayant pour fondement un préjudice corporel, doit être rigoureusement exclue du

terrain contractuel ? C'est peut-être une conclusion trop absolue, et nous admettrons, dans une certaine mesure, la nature conventionnelle de la responsabilité mise en œuvre à la suite d'un dommage physique. Nous l'admettrons dans la mesure où ce dommage résultera de la violation, non pas d'un engagement hypothétique de sécurité personnelle, mais d'une obligation précise imposée à l'hôtelier par des textes positifs. L'article 1720 du Code civil astreint le bailleur à « délivrer » la chambre ou l'appartement qu'il met à la disposition du voyageur « en bon état de réparations de toute espèce », et l'art. 1721, 2e alinéa, dispose que « s'il résulte des vices (du bien loué) quelque perte pour le preneur, le bailleur sera tenu de l'indemniser ». Il est parfaitement juridique et conforme à l'intention des parties que l'inexécution de l'une ou de l'autre de ces obligations soit génératrice, à la charge de l'hôtelier, d'une responsabilité de nature conventionnelle, s'il en résulte, au détriment de son hôte de passage, un préjudice, soit pécuniaire, soit physique.

Proclamer l'hôtelier responsable, et responsable contractuellement, comme s'est crue autorisée à le faire la décision précitée de la Cou rd'Appel d'Orléans, parce qu'un de ses locataires provisoires a été victime, dans un escalier dépendant de son établissement, d'un accident purement fortuit, sous le prétexte que cet hôtelier aurait, par cela même, méconnu une obligation générale et absolue de sécurité personnelle, implicitement consentie, c'est interpréter de la manière la plus arbitraire la volonté des parties contractantes. Mais si, pour reprendre le même exemple, l'accident du voyageur pouvait être attribué avec certitude à la construction défectueuse, ou, selon la terminologie du Code civil, au vice ou au défaut de réparations de l'escalier qui devait

en être le théâtre, il est, nous semble-t-il, parfaitement rationnel que la responsabilité mise en œuvre, étant issue de la violation d'un contrat, soit une responsabilité contractuelle.

C'est en vertu d'une semblable interprétation que le chef d'entreprise, irresponsable contractuellement, au dire de la jurisprudence, des accidents corporels survenus à ceux qui travaillent sous ses ordres, le sera cependant, exceptionnellement, lorsqu'il aura méconnu une obligation précise, lorsque, par exemple, il aura fourni à l'un de ses contractants une nourriture avariée, alors que la convention l'obligeait de toute évidence à lui fournir une nourritre saine.

Il ne faut pas objecter que la situation faite à la victime, sur le terrain probatoire, par une telle conception, n'est pas plus favorable que celle qui résulterait de l'application des règles de la responsabilité de droit commun. La preuve que nous exigeons d'elle n'est pas la preuve d'une faute précise, mais celle de l'inexécution d'un contrat, qui lui incombe en vertu de principes généraux. Et du reste notre préoccupation n'est pas de rechercher les principes d'une législation idéale, mais d'interpréter objectivement et correctement la pensée du législateur et l'esprit des textes positifs.

La conception jurisprudentielle (et ce n'est par là un de ses moindres inconvénients) ne conduit-elle pas, comme on l'a fait observer, à valider les conventions par lesquelles le débiteur de sécurité se déclarerait (dans la mesure restreinte où les tribunaux lui reconnaissent une telle faculté) irresponsable des conséquences de la violation de son obligation ? « Comme on le sait, notre jurisprudence, qui assigne à la responsabilité délictuelle un caractère d'ordre public..., admet que la responsabilité contractuelle soit conditionnée, atténuée et même évincée par une clause formelle,

en ce sens. Ce que le contrat a fait, une clause contraire peut le défaire. Dès lors, ne faut-il pas faire sortir effet à la cause par laquelle le transporteur, le tenancier de jeux forains ou l'hôtelier ne répondraient pas des accidents survenus aux voyageurs, aux clients ou aux hôtes ? ... Si la responsabilité du voiturier, hôtelier, tenancier est d'ordre contractuel, si elle a été découverte, sous cette forme, par la Cour de Cassation, il serait surprenant qu'elle se présentât sous l'aspect d'une véritable institution d'ordre public, elle doit pouvoir être basée dans sa source qui est le contrat » (1).

En fait la question n'offre qu'un intérêt des plus restreints puisque notre jurisprudence, sans aller jusqu'à dénier toute valeur aux conventions d'irresponsabilité, ne leur reconnaît qu'une efficacité limitée au renversement de la charge de la preuve ; puisqu'en d'autres termes elle semble admettre que la responsabilité contractuelle exclue par une clause formelle laisse subsister une responsabilité délictuelle d'ordre public, en sorte que cette exclusion n'a d'autre conséquence que de faire peser sur la victime du dommage le fardeau probatoire que les règles du droit commun contractuel mettaient à la charge de son auteur présumé. Il en serait toutefois autrement des conventions dont l'effet se limite à une atténuation de la responsabilité, conventions dont la jurisprudence reconnaît la pleine validité dès l'instant qu'elles ne constituent pas des renonciations déguisées.

Dans le cas particulier du transport de personnes, la convention exonérant le transporteur de son obligation contractuelle de sécurité serait fort probablement déclarée nulle, a-t-on fait observer, non pas pour des raisons de principe,

---

(1) Josserand, note sous Lyon, 17 décembre 1928, précitée.

« car elle n'autorise aucune atteinte volontaire qui, seule, serait illicite, mais parce que la jurisprudence, établissant une concordance parfaite entre le transport de personnes et de choses, appliquerait la loi Rabier » (1).

Cette particularité ne pouvant être invoquée pour l'obligation de sécurité incluse dans la convention d'hôtellerie, il semble que cette obligation ne revête aucun caractère impératif, et qu'il dépende, dans une certaine mesure, de la volonté des parties, de la conditionner ou de l'exclure... On conçoit qu'il n'existe pas, sur ce point, d'exemple pratique, les conventions d'hôtellerie ne faisant qu'exceptionnellement l'objet de stipulations écrites, et les hôteliers n'ayant pas coutume, surtout dans le domaine des accidents corporels, de supprimer ou de réduire leur responsabilité autrement que par des affiches apposées dans les chambres ou les dépendances de l'hôtel, et dépourvues, aux yeux de la jurisprudence, de toute efficacité.

Un arrêt de la Cour de Cassation, du 27 janvier 1928 (2), qui admet le caractère supplétif de la responsabilité contractuelle, proclame que, « pour l'application de la présomption édictée par l'article 1344, al. 1er, la loi ne distingue pas suivant que la victime est un tiers, une personne liée avec le gardien de la chose par un contrat ». En faut-il conclure, par un raisonnement *à contrario*, que l'obligation de sécurité est laissée à la discrétion des parties, qui auraient toute latitude pour « régler » par contrat la responsabilité conventionnelle du fait des choses ? Telle n'est certainement pas l'opinion de la jurisprudence et il est certain qu'en dépit des apparences elle se refuserait à valider la conven-

---

(1) Dufrand, *Les conventions d'irresponsabilité*, 1932, n° 21. V. Cass., 27 juillet 1926 (D. 26.1.5, note Ripert).

(2) D. 29.1.129. Comp. Cass. 21 juin 1928 (G. P. 28.2.406) et Cass. 22 janvier 1930 (S. 31.1.96).

tion portant atteinte à l'obligation de sécurité personnelle. Comme le fait observer M. Ripert dans la note qui fait suite à cet arrêt : « Au fond responsabilité contractuelle et responsabilité légale sont bien proches l'une de l'autre. Quand on admet, dans certains contrats, l'existence d'une obligation de sécurité à la charge de l'une des parties, ce n'est pas par une interprétation particulière de la volonté concrète des contractants mais par une analyse du type abstrait de contrat, et des obligations qu'il comporte normalement. On admettra cette obligation quand il y aura emploi d'une chose dangereuse en vertu d'un contrat » (1).

Notons, pour terminer, que la construction édifiée par la jurisprudence française en matière de sécurité corporelle a également prévalu dans un certain nombre de législations et de jurisprudence étrangères. La loi belge du 23 août 1891 consacre, dans le domaine des accidents personnels, la responsabilité légale du transporteur. Un arrêt célèbre, en droit international privé, émanant de la Chambre des Lords, fait allusion à l' « obligation générale » qui incombe à l'aubergiste « de prendre les soins nécessaires pour la sécurité de ses hôtes », mais en limite le champ d'application aux dépendances de l'hôtel « qui doivent être raisonnablement utilisées » (2).

Il va sans dire qu'aux yeux de la jurisprudence française l'hôtelier a également toute liberté pour renverser la présomption de négligence qui pèse sur lui, en administrant la preuve d'une faute personnelle de la victime ou de tout autre événement revêtu, aux yeux de la loi, d'un caractère libératoire.

---

(1) Note Ripert, arrêt précité. V. également sur ce point : H. Mazeaud, *Responsabilité contractuelle et délictuelle*. Revue trim. 1929, p. 551 et s.

(2) 26 mars 1886. *Journal de Droit Intern. Privé*, 1887, p. 643.

Il est à noter que, dans le domaine du transport de personnes, la jurisprudence a longtemps reconnu l'existence d'un fait exonératif spécial, le fait du tiers, même dépourvu des conditions requises par la loi, c'est-à-dire même non imprévisible, insurmontable. La résistance de cours d'appel a fini par déterminer la Cour de Cassation à modifier sa doctrine (1). Dans la convention d'hôtellerie, l'extrême insuffisance de la jurisprudence ne nous permet malheureusement pas de faire état des mêmes éléments d'appréciation.

---

(1) Requêtes, 1er août 1929 (D. 30.1.5, note Josserand); Orléans, 21 mai 1924 (D. 25.2.28, note Roger); Cass. 9 janvier 1929 (G. P. 29.1.245, note Léon Mazeaud).

TITRE II

Responsabilité issue du Dépôt d'Hôtellerie.

Introduction. — Historique.

Le dépôt d'hôtellerie, dont la réglementation figure sous la rubrique : « Du dépôt nécessaire », fait l'objet des trois dispositions suivantes :

« Art. 1952. Les aubergistes et hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

« Art. 1953. Ils sont responsables du vol au dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait, ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtelier, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature non réellement déposés entre les mains des aubergistes et hôteliers.

« Art. 1954. Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure ».

Ainsi donc le législateur considère comme faisant l'objet d'un dépôt, et d'un dépôt nécessaire, les effets (nous aurons l'occasion de préciser la portée exacte de cette expression) qui accompagnent le voyageur et pénètrent avec lui dans l'hôtel. Ce qui ne l'empêche pas, au cours des dispositions suivantes, de soumettre ce dépôt à un régime nettement exorbitant du droit commun ; si bien que l'on peut

se demander jusqu'à quel point une telle appellation est justifiée.

Le dépôt ordinaire est régi par les articles 1918 et suivants du Code civil. Il se forme, aux termes de l'article 1919, « par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée », et il fait naître, à la charge du dépositaire exclusivement, puisqu'il revêt un caractère unilatéral ou synallagmatique imparfait, deux obligations essentielles qui concernent, l'une la garde, l'autre la restitution de l'objet déposé.

« Le dépositaire, dit l'article 1921, doit apporter à la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » Cette responsabilité envisagée *in concreto* constitue une dérogation au principe général formulé par l'article 1137 du Code civil selon lequel : « L'obligation de veiller à la convention de la chose soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille » ; et ce texte poursuit : « Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats dont les effets à cet égard sont expliqués sous les titres qui les concernent ». La convention de dépôt est précisément l'un des contrats auxquels cette disposition se réfère pour envisager, à leur égard, l'instauration d'un régime de responsabilité plus bienveillant ou plus sévère que le régime de droit commun.

Il en est toutefois différemment, et la responsabilité est alors, conformément à la règle commune, envisagée *in abstracto*, dans quatre hypothèses énumérées à l'article 1928 : si le dépositaire s'est offert à recevoir l'objet du dépôt, s'il a stipulé un salaire, si le contrat est passé dans son intérêt exclusif et enfin, ce qui n'est que l'application du droit commun, si une clause formelle modifie, en ce sens, le régime normal de la responsabilité.

On s'est demandé (la question n'offre à notre point de vue qu'un intérêt très limité) si le dépositaire dont la gestion révèle une diligence supérieure à celle du « bonus pater-familias » dont l'activité constitue, aux yeux du législateur, le criterium de la correction juridique, peut être tenu d'agir de même à l'égard de l'objet du dépôt. Il semble plus rationnel de résoudre la question par l'affirmative.

Quant à l'obligation de restituer, ses limites sont suffisamment précisées par l'article 1933 aux termes duquel « le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution ; les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant ». Cette prescription n'est qu'un corollaire de la précédente, de même que l'obligation de restituer, il n'est pas sans intérêt de le noter, n'est que l'accessoire du devoir de surveillance.

Le dépôt nécessaire, c'est-à-dire, selon la définition du Code civil, celui « qui a été forcé par quelque accident », tel que « ruine, tumulte ou naufrage » est caractérisé, en principe, par le fait que le déposant s'est trouvé, lors du contrat, « dans la situation qu'on désigne sous le nom « d'état de nécessité », situation l'obligeant à une attitude qu'il ne se proposait pas de prendre, parce que toute autre attitude serait pour lui la source d'un grave préjudice ». Nous disons : en principe, car, si une telle acception est conforme à l'intention du législateur, en fait on peut constater, « dans beaucoup de décisions récentes, une tendance à élargir le champ légal du dépôt nécessaire... Ces décisions ont prétendu trouver un dépôt de ce genre dans celui qu'une personne fait, de ses effets, en entrant à l'hospice,

entre les mains du directeur (1) — dans celui d'objets nécessaires à ses travaux faits par un entrepreneur sur le lieu de la construction (2), — dans le fait pour un malade, entrant en consultation chez un médecin, de déposer ses vêtements dans l'antichambre ; dans celui, pour un joueur, de laisser ses vêtements de ville dans le vestiaire d'un terrain de sport etc... » (3).

On voit que la distinction des deux catégories de dépôt ne laisse pas d'être parfois assez confuse. Son intérêt est d'ailleurs des plus modestes, puisqu'il réside uniquement dans une réglementation plus ou moins rigoureuse du régime probatoire. « La règle ci-dessus, stipule en effet l'article 1348 C. civil (sur la nécessité de la preuve écrite), reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui.

« Cette seconde s'applique aux dépôts nécessaires... et à ceux faits par les voyageurs logeant dans une hôtellerie ».

On peut donc affirmer avec certitude que l'assimilation établie par les rédacteurs du Code civil du dépôt d'hôtellerie à un dépôt nécessaire a eu pour unique objet de rendre, à son égard, la preuve testimoniale indéfiniment recevable. Il résulte en effet de l'article 1931 que, exception faite de cette réglementation distincte du régime probatoire, « le dépôt nécessaire est régi... par toutes les règles précédemment énoncées ».

Les règles du dépôt, sous ses deux aspects, étant désormais connues, il est possible d'apprécier en quoi les dispo-

---

(1) Lyon, 23 juillet 1897 (D. 97.2.343).
(2) Montpellier, 4 février 1909 (D. 09.2.75).
(3) Seine, 29 décembre 1931 (D. H. 1932.3). Planiol et Ripert, *Traité de Droit civ. français*, t. XI, n° 457-458. Baudry et Wahl, *Société, dépôt et prêt*, n° 1188.

sitions relatives au dépôt d'hôtellerie dérogent au droit commun de ce contrat.

Il est unanimement reconnu, en doctrine, que l'hôtelier a été soumis, par les rédacteurs du Code civil, à un traitement exceptionnellement rigoureux. L'accord est moins absolu sur le point de savoir en quoi réside le caractère défavorable de ce traitement. Est-ce dans la détermination du contenu de l'obligation ? Est-ce dans le fondement technique de la responsabilité proprement dite ?

Il ressortirait, à en croire la majorité des auteurs, de certaines expressions employées par les textes de loi ; de l'expression « Force majeure » qui figure à l'article 1054, et de celle « d'étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », que l'on relève dans la disposition précédente. On en conclut généralement que l'hôtelier a été chargé, par dérogation au droit commun de la responsabilité, non seulement de ses fautes effectives, mais des simples cas fortuits, la loi n'ayant pas jugé nécessaire de les faire figurer expressément, comme elle l'a fait aux textes de principe, dans l'énumération des événements libératoires (1) ; et l'on ajoute que c'est par une semblable dérogation aux principes généraux que l'hôtelier a été proclamé responsable de tiers dont l'activité ne devrait pas figurer, normalement, au nombre de celles dont il doit répondre. Ainsi la mise en œuvre de la responsabilité se trouverait-elle, à son égard, exceptionnellement simplifiée (2). Nous aurons l'occasion d'apprécier l'exactitude de ces observations.

Il nous paraît, quant à nous, difficilement contestable que l'étendue de la responsabilité de l'hôtelier, sinon son fonc-

---

(1) V. *supra* II, 1, 3, D. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. XI, n° 475.
(2) V. *supra* II, 1, 3, B. Planiol et Ripert, *loc. cit.*

tionnement technique, a été l'objet d'une réglementation exorbitante, parce qu'en réalité les obligations de l'hôtelier sont plus rigoureuses, plus précises, que celles du dépositaire de droit commun. Alors que celui-ci, même dans l'hypothèse du dépôt nécessaire, répond, nous venons de le voir, de sa faute appréciée *in concreto*, l'hôtelier a été soumis par l'article 1934 C. civ. à une présomption de responsabilité qui ne cède que devant la preuve d'un fait exonératif que cette disposition qualifie de « force majeure » ; tandis qu'en d'autres termes le dépositaire ordinaire (en prenant ce mot dans un sens large) n'est astreint qu'à une obligation générale d'activité et de vigilance, si bien que le fardeau probatoire, dans le contrat de dépôt de droit commun, repose tout entier sur la victime du dommage, dans la convention d'hôtellerie, au contraire, l'hôtelier tenu d'un engagement précis est, au cas d'inexécution, présumé responsable, et doit, conformément aux principes généraux, administrer la preuve d'une circonstance libératoire.

Cette particularité dans l'organisation des prestations respectives de l'aubergiste et du dépositaire de droit commun est loin, remarquons-le, d'être reconnue par tous les auteurs ; elle ne s'accorde nullement, d'autre part, avec les conceptions actuelles de la jurisprudence. Il est, bien au contraire, traditionnel d'affirmer que tout dépositaire, quelqu'il soit, est grevé, à défaut de restitution, d'une présomption de responsabilité qui ne cède que devant la preuve d'une cause imprévisible ou d'une faute personnelle de l'autre contractant, ces circonstances étant simplement appréciées avec une sévérité inégale selon la nature du dépôt. Nous ne pourrions, sans dépasser les limites de cet ouvrage, entrer dans le détail de la controverse que soulève

la détermination du rôle et de la portée respectifs des dispositions qui régissent le fondement de la responsabilité contractuelle. Mais une telle affirmation nous semble méconnaître la volonté des rédacteurs du Code civil, et procéder d'une confusion, d'ailleurs fréquente, entre deux problèmes étroitement apparentés, mais essentiellement distincts, dont l'un concerne la détermination du contenu du contrat, et l'autre la mise en œuvre de la responsabilité (1). En proclamant dans l'article 1137, que « l'obligation de veiller à la conservation de la chose soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille », et surtout en ajoutant, dans le deuxième alinéa du même article, que « cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats dont les effets à cet égard sont expliqués sous les titres qui les concernent », le législateur a nettement affirmé son intention de soumettre des obligations d'activité, de vigilance, de prudence, et parmi elles l'obligation du dépositaire, non pas à un régime exorbitant du droit commun, mais au régime que postule, rationnellement, l'analyse de ces obligations.

Aucun des systèmes proposés pour résoudre l'apparente contradiction de textes dont l'un institue une présomption de faute qui ne cède que devant la preuve d'un événement libératoire, et dont l'autre se réfère à la démonstration effective d'une faute, ne présente les mêmes avantages que cette distinction si simple, issue de la tradition historique la plus lointaine, et accueillie par la doctrine moderne, des obligations de moyen et des obligations

---

(1) V. Cassin, *Cours de Droit civil approfondi. Les conséquences de l'inexécution des obligations*, Paris 1935. Mazeaud, *Traité de la responsabilité*, n° 1115 et note S. 28.1.145. Durand, *Les conventions d'irresponsabilité*, n° 55.6.7. Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. VI, n° 377.

de résultat. Le dépositaire de droit commun, impuissant à restituer l'objet du contrat, ne saurait être astreint, pour dégager sa responsabilité, à faire la preuve d'une circonstance exonérative. Dès l'instant qu'il n'a commis dans la garde du bien déposé aucune faute entrant dans les prévisions de l'article 1927, sa libération est définitive, son obligation est exécutée, puisqu'elle était, non pas de donner, mais de faire, non pas de restituer, mais essentiellement de ne commettre aucune faute.

L'hôtelier, responsable jusqu'à preuve d'un événement de force majeure, est donc soumis à un régime nettement défavorable. Le dépôt de droit commun engendre une obligation de surveillance, le dépôt d'hôtellerie un devoir de sauvegarde ; le dépositaire est un gardien, l'hôtelier est presque un assureur.

A cette différence convient-il d'en ajouter une autre, de portée plus générale, concernant le caractère de « nécessité » du dépôt d'hôtellerie. Le dépôt d'hôtellerie, en d'autres termes, est-il vraiment nécessaire ? On trouverait à l'heure actuelle bien peu d'auteurs disposés à approuver sans réserve les expressions du législateur. Les défenseurs de l'industrie hôtelière, qui envisageraient avec faveur le bouleversement complet des principes qui régissent la responsabilité de l'hôtelier en matière civile, ont élevé, contre cette terminologie, qui résume, à leurs yeux, tout le déplorable archaïsme de notre législation, des critiques particulièrement sévères. « Comment pourrait-on sérieusement soutenir, a-t-on dit, que le fait de descendre dans un hôtel constitue un événement imprévu ? Ce serait, au contraire, le fait de coucher à la belle étoile qui revêtirait un tel caractère ! » (1) En fait, ajoute-t-on, « les guides, les agences,

(1) Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*. Bordeaux, 1930, p. 22.

les compagnies de chemin de fer et de navigation, le contrôle personnel et nécessaire d'innombrables voyageurs vous édifient complètement sur le genre, le prix, la situation, la sécurité des hôtels où vous devez descendre. Et s'il subsiste encore quelques exceptions, elles ne sont réellement pas suffisantes pour justifier une règle aussi rigoureuse » (1).

Ces objections ne sont sans doute pas sans valeur. Peut-être ceux qui les font valoir ont-ils le tort d'attacher aux paroles du législateur une portée plus grande que celle qu'il entendait, selon toute vraisemblance, leur conférer. La qualification de « dépôt nécessaire », appliquée au contrat particulier qui nous occupe, n'a aucunement, à ses yeux, le caractère d'une profession de foi. Elle s'explique par le désir des rédacteurs du Code civil de justifier à l'aide d'une appellation précise le régime particulier qu'ils entendaient, conformément à la tradition, appliquer, sur le terrain des preuves, aux conventions d'hôtellerie, et en même temps par l'usage souvent malencontreux d'inclure tout rapport juridique nouveau dans le cadre des conventions préexistantes. C'est ce qui résulte nettement des expressions très imprécises dont le législateur se sert, lorsqu'il affirme, par exemple, que le dépôt d'hôtellerie doit être « regardé » comme un dépôt nécessaire, ou que le régime de la preuve testimoniale admise sans restriction s'applique « aux dépôts nécessaires *et* à ceux faits par les voyageurs logeant dans une hôtellerie ».

Nous n'en persistons pas moins à penser que les motifs qui justifiaient autrefois une telle qualification sont loin d'avoir complètement disparu. Insister, comme on le fait, sur l'entière liberté avec laquelle le touriste moderne fait

---

(1) Ferré, *Le Code de l'hôtelier*, p. 172.

choix de son hôtel « après s'être entouré de tous les renseignements nécessaires » et le comparer au voyageur qui « jadis cheminait le long des routes ou qu'une diligence transportait cahin-caha, au gré des relais » (1), c'est, nous semble-t-il, dénier tout caractère de nécessité au contrat d'hôtellerie, mais non point au dépôt lui-même, qui n'est que l'un de ses éléments constitutifs. Ce dépôt, en effet, est toujours, dans une certaine mesure, nécessaire, puisqu'il demeure l'accessoire obligé d'une convention principale. Il ne s'agit pas là d'une justification de circonstance, destinée à infuser artificiellement une vigueur nouvelle à des conceptions dont les siècles ont épuisé tout l'intérêt. Nous n'avons pas le culte des précisions verbales au point de nous mettre en peine de défendre celles qui ont séduit les rédacteurs du Code civil. Mais les jurisconsultes de l'ancien droit ne se référaient pas à un autre point de vue, lorsqu'ils parlaient de dépôts effectués « sans choix de la personne du dépositaire » et dont l'hôtelier se charge « par suite de son état d'aubergiste » (2).

Les critiques qui se sont élevées contre les termes de la loi nous semblent procéder d'une analyse incomplète de la volonté du législateur, et d'une conception erronée du « dépôt nécessaire ». Peut-être aussi les expressions employées par les dispositions légales ne sont-elles pas à l'abri de tout reproche. Ce qui caractérise essentiellement le dépôt nécessaire, c'est qu'il s'opère dans des conditions telles qu'il serait irrationnel de maintenir, à son égard, l'exigence d'une preuve littérale. On admet généralement que le dépôt des effets du voyageur s'effectue dans de telles conditions, mais on énonce simplement, en lui déniant tout caractère de

---

(1) Lacan, *Guide jur. et prat. de l'hôtelier et du voyageur*, p. 284.
(2) Pothier, *Œuvres annotées*, éd. Bugnet, t. V, ch. 3, par. 2.

nécessité, que l'exclusion de la preuve écrite se justifie, en ce qui le concerne, par l'usage général dans les relations d'hôtellerie de ne jamais dresser de stipulations littérales. Or pourquoi un tel usage s'est-il imposé, sinon parce que le dépôt revêt un caractère de nécessité et parce que la personne du dépositaire n'est pas choisie, mais s'impose au voyageur qui veut jouir, selon la formule d'une décision de jurisprudence, « de la commodité d'avoir sous la main, dans l'hôtel où il loge, son cheval (ou) ses bagages... » (1).

Si le voyageur exerçait un choix effectif sur le dépositaire de ses bagages, on concevrait que les parties se missent d'accord pour préconstituer une preuve littérale du dépôt. C'est parce qu'un tel choix est pratiquement impossible, et que l'hôtelier se trouve être « nécessairement » dépositaire, que l'exigence d'une preuve écrite devient plus malaisée à maintenir.

Quoiqu'il en soit, la majorité des auteurs n'en persiste pas moins à condamner l'assimilation établie par les rédacteurs du Code civil et même, non contents de dénier au dépôt d'hôtellerie le caractère de nécessité dont le législateur a cru devoir le revêtir, les auteurs se résignent mal, pour la plupart, à y voir un véritable dépôt (2). Il semble qu'en effet, dans ce cas particulier, la condition essentielle du dépôt, la « tradition » exigée par l'article 1919, ne soit pas remplie, puisque les effets du voyageur, non seulement ne sont pas remis effectivement entre les mains de l'aubergiste, mais demeurent à la disposition exclusive de leur

---

(1) Riom, 31 mars 1906 (*Gaz. Trib.* 06.2.128). On a parfois considéré le dépôt nécessaire comme un quasi-contrat. V. Baudry et Wahl, *op. cit. Travaux préparatoires du Code* (Fenet, XIV, p. 507). Troplong, p. 208.

(2) Baudry et Wahl, n° 1185 et s. Planiol et Ripert, n° 475. Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*, p. 24.

propriétaire, aux termes d'une interprétation unanime et d'ailleurs traditionnelle des dispositions de la loi.

En fait une telle analyse nous paraît procéder d'une conception trop étroite des éléments constitutifs du contrat de dépôt. Il n'est même pas nécessaire, nous semble-t-il, de faire appel, pour la combattre, à la validité d'une simple tradition feinte (1), formellement envisagée par l'article 1919. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire, pour qu'une tradition mérite d'être qualifiée de réelle, qu'elle s'opère de la main à la main, au sens propre du terme. Dès l'instant que les effets du voyageur ont été introduits dans l'hôtel, c'est-à-dire dans un établissement dont l'étendue, si vaste soit-elle, est forcément limitée ; dès l'instant que l'hôtelier est à même d'exercer sur ces effets une surveillance effective ; dès l'instant qu'enfin ils ne peuvent quitter l'hôtel sans qu'aussitôt prennent fin l'obligation de sauvegarde et la responsabilité dont ils faisaient l'objet, la tradition réelle nous paraît pleinement réalisée, puisqu'un dépositaire, si consciencieux soit-il, ne saurait conserver l'objet du dépôt entre ses mains, pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Il y a, nous semble-t-il, dans les critiques que nous envisageons, un déplacement de la question. Ce qui caractérise fondamentalement le contrat de dépôt, d'une manière générale, ce n'est pas son élément matériel, la remise de l'objet entre les mains du dépositaire, la « tradition » visée à l'article 1919, élément qui nous paraît réalisé dès lors que le déposant est à même d'exercer, sur un champ limité, une surveillance efficace ; c'est, au contraire, son élément intellectuel, l'intention des contractants d'exercer ou de mettre

---

(1) Bernis, *loc. cit.*

en œuvre un devoir de surveillance. Cet « animus », pour reprendre une expression employée dans une hypothèse très voisine, résulte parfois d'une convention expresse ; il est, le plus souvent, inféré par la jurisprudence ou le législateur à la suite d'une interprétation de la volonté des parties ou d'une analyse abstraite des conventions. Il en est ainsi dans le cas qui nous occupe. Ce raisonnement a été très clairement développé dans une note de M. Planiol dont on ne paraît pas avoir discerné toute la portée (1).

Ce que l'on peut reprocher, à plus juste titre, aux rédacteurs du Code civil, c'est d'avoir fait de l'hôtelier, non seulement un dépositaire, mais un gagiste, ce qui est évidemment assez contradictoire (2).

Une proposition de loi soumise depuis quelques années à l'approbation du Parlement, sans modifier dans une mesure considérable les règles traditionnelles de la responsabilité de l'hôtelier, a renoncé à faire appel à une qualification particulière et se borne à préciser, sans les définir, les obligations que les textes du Code rattachaient à une convention de dépôt nécessaire (3). Il n'y a, de toute évidence, aucun inconvénient à écarter une dénomination dont l'existence s'explique uniquement par le fait que les rédacteurs du Code civil, n'ayant pas cru devoir définir dans son ensemble le contrat d'hôtellerie, ont voulu, à l'exemple de notre ancien droit, rattacher à une forme contractuelle précise le seul élément de ce contrat dont ils aient entrepris la réglementation.

Celle-ci étant entièrement dominée par la tradition historique, il n'est pas sans intérêt d'examiner brièvement la

---

(1) Marseille, 26 février 1904 (D. P. 1905.2.183). V. *supra*.
(2) Planiol et Ripert, n° 476.
(3) V. *supra*, t. II, ch. IV.

formation et le développement progressif du système actuel.

C'est en droit romain qu'il convient d'en rechercher l'origine (1). Bien que la civilisation romaine ait été l'initiatrice de l'hospitalité professionnelle, il ne semble pas qu'elle ait amené sa création à un degré de perfection bien enviable, et les textes qui nous sont parvenus témoignent de la considération réduite dont elle jouissait auprès des pouvoirs établis. Le terme dont les qualifiait, la réglementation étroite dont ils furent l'objet, nous révèlent qu'en réalité les aubergistes de Rome joignaient à leurs fonctions traditionnelles celle d'accueillir et de favoriser les débordements de toute espèce. Ce défaut de spécialisation allait bien entendu de pair avec une grande ingéniosité commerciale, illustrée par les enseignes apposées sur les établissements, et dont un certain nombre nous ont été transmises dans leur texte : « Mercurius hic lucrum promittit, Appolo salutem, Septimanus hospitium eum prandio. Qui venerit, melius utetur post. Hopes ubi maneas prospice » (2).

Ajouté au confort rudimentaire des auberges romaines et au recrutement très particulier de leur clientèle, le défaut de moralité de leurs tenanciers ne pouvait manquer de faire apparaître, aux regards du législateur, la nécessité d'une réglementation spéciale, plus rigoureuse que celle du droit commun, destinée à sauvegarder contre les tentatives de soustraction qui devaient être alors des plus fréquentes, l'intégrité des vêtements et des bagages du voyageur. Il semble cependant qu'une période assez longue, dont les limites sont du reste fort mal connues, ait précédé l'apparition des réformes prétoriennes issues de l'insuffisance manifeste des principes généraux.

---

(1) V. sur ce point : Michalon, *La responsabilité des hôteliers*. Thèse Paris 1908 et H. Vincent, « *Res recepta* », thèse Montpellier 1924.

(2) Orelli, *Inscript. Latin.*, II, 4, 329. Enseigne de Lyon.

Quels recours le droit antérieur mettait-il à la disposition de la victime ? Dans quelles conditions ces recours étaient-ils applicables à notre hypothèse ? C'était, semble-t-il (1), avec les actions contractuelles issues du louage et du dépôt, l'action publicienne ou en revendication, et un nombre indéterminé d'actions pénales. Quant au second problème, il apparait des plus confus, étant donnée l'incertitude qui précise encore à la détermination des caractères primitifs de ces multiples recours, et de leurs dates respectives d'apparition.

Il est peu probable que l'action « fiduciae » ait précédé, dans ce domaine, l'action issue du contrat de dépôt, puisqu'elle supposait le prononcé d'une formule solennelle et une tradition réelle de l'objet qui ne sont pas, de toute évidence, d'un usage courant dans les relations d'hôtellerie. Quant à l' « actio locati conducti », dont la forme originaire fait du reste l'objet de controverses, il ne semble pas que la solennité, quelle qu'elle fût, qui parait l'avoir caractérisée à ses débuts, ait été bien favorable à une utilisation pratique. Il est donc vraisemblable qu'avant l'apparition des formes contractuelles plus évoluées la responsabilité personnelle de l'aubergiste ne fut aucunement sanctionnée, puisque les actions pénales auxquelles nous venons de faire allusion (actio furti ou legis Aquiliae), de même que l'action en revendication, n'étaient recevables que contre l'auteur du dommage ; et il semble également que les actions réipersécutoires précitées, qui autorisaient une mise en cause directe de l'aubergiste, n'apparurent sous une forme vraiment pratique, la seule admissible en notre hypothèse, qu'à une époque où la création du « receptum » prétorien les

---

(1) Girard, *Manuel*, p. 507.

avait par avance dépouillées, dans ce domaine, de toute valeur concrète. Il ne semble pas en effet (la question est d'ailleurs douteuse) que les recours de droit commun aient pu, dans la mesure où ils offraient plus d'avantages (indemnité du double ou du triple dans les actions pénales) être mis en œuvre par la victime du dommage concurremment à l'action prétorienne.

C'est au préteur qu'il appartenait, en effet, en cette matière comme en beaucoup d'autres, de combler à un double titre les lacunes de la législation civile, par l'admission d'un droit plus rigoureux assorti d'une action plus souple. La réglementation du « receptum » figure au titre IX du IV[e] livre du Digeste, sous la rubrique : « Nautae, caupones, stabularii ut recepta restituant » ; et le principe en est posé par le paragraphe 1[er] dans les termes suivants :

« Ulpianus libro quarto decimo ad edictum. Ait pretor : nautae, caupones, stabularii, quod cujusque salvum fore reciperint, nisi restituant, in eosjudicium dabo. Maxima utilitas ejus edicti, quia necesse est plerumque eorum fides sequi, et res custodiae eorum committere ». Le préteur dit : « Les maîtres de navire, les aubergistes, les tenanciers d'écurie restitueront ce qu'ils se seront engagés à rendre en bon état, sinon je donnerai une action contre eux. Très grande est l'utilité de cet édit, car il est souvent nécessaire de se confier à eux, et de leur laisser des objets en garde » (1).

Notons immédiatement que ces dispositions avaient une portée très restreinte et n'étaient en aucune manière susceptible d'extension à d'autres catégories de personnes que celles dont elles sanctionnaient expressément le défaut de vigilance : « Caupones, autem, et stabularios, neque eos

---

(1) IV, 9, 8, 1.

accipiemus qui cauponam vel stabularium exercent, institoresve eorum. Coeterum, si qui opera mediastini fungitur, non continetur ut puta, atriarii et facarii et similes » (1).

L'action issue du receptum était une action in factum ; sa formule a été reconstituée par Lenel dans le cas particulier du maître de navire (2) mais il est facile de la transposer dans les deux autres hypothèses. Elle pouvait être intentée, non seulement contre l'aubergiste lui-même, ce qui va de soi, mais également contre son héritier, aux termes d'un texte d'Ulpien (3) : Hic autem reipersecutionem... et ideo et in heredem et perpetuo dabitur ». Le fils de famille et l'esclave pouvaient de même, selon le même auteur, être assignés par l'action « adjectitiae qualitatis », à la condition toutefois que leur activité fût couverte par l'assentiment du chef de famille. Le défaut de consentement limitait leurs obligations au niveau du pécule profectice (4).

La responsabilité était-elle surbonnée dans son existence à la conclusion d'une convention formelle de dépôt ? C'est ce qui paraît résulter, au premier abord, du terme « reciperint », qui figure dans le texte de principe, et dont la traduction rigoureuse semble bien impliquer l'existence d'une clause formelle, d'un engagement précis de restitution. Un second texte est encore plus probant à cet égard, puisqu'il affirme, sans ambiguïté, la liberté pour l'aubergiste de ne prendre aucun engagement quant à la restitution des effets : « est in eorum arbitro ne quem reci-

---

(1) IV, 9, 1, 5.

(2) Lenel, *Edit perpétuel*, 164-11. « Titius judex esto. Si paret N. N. cum navem exerceret A. A. res de quibus agitur salvas fore recipisse neque restituisse, quanti ea res erit, tantam pecuniam, judex N. N. A. A. condemna. S. N. P. A. ». Ulpien, IV, 9, 8, 1 : « Ex hoc edicto in factum actio profiscitur ».

(3) IV, 9, 3, 4 pr.

(4) IV, 9, 3, 3.

piant... » (1). Il est réellement surprenant que cette disposition ait été également invoquée par les tenants de l'interprétation extensive, car on aperçoit malaisément l'appui qu'ils prétendent y découvrir. Il est vrai que leurs assertions sont, semble-t-il, corroborées par un autre passage dans lequel Ulpien, s'efforçant de définir la portée exacte du terme « recipere », se demande s'il est nécessaire que la garde des effets ait été expressément confiée pour qu'il en résulte une obligation de rendre, et le jurisconsulte ajoute qu'à son sens le maître du navire est tenu de rendre « tout ce qui a été introduit dans le vaisseau », abstraction faite, par conséquent, de toute stipulation particulière (2). Le texte est aussi peu équivoque que possible. Cependant il n'exprime qu'un point de vue personnel et se rapporte exclusivement à l'une des trois catégories d'individus soumis aux prescriptions de l'Edit. On ne saurait méconnaître, d'autre part, que la conception la plus restrictive est en même temps la plus conforme aux principes généraux de la législation romaine.

L'aubergiste ne répondait pas seulement de son propre fait, mais aussi, selon un passage de Gaius (3), de l'activité des autres voyageurs également logés dans son auberge. On ne saurait en être surpris, l'intérêt essentiel du receptum et du recours qu'il autorisait étant précisément d'épargner, par l'institution d'une responsabilité indirecte, les poursuites onéreuses et aléatoires dirigées contre l'auteur du dommage, en laissant à la victime la liberté d'invoquer plus simplement la négligence personnelle de son co-contractant. Il semble toutefois qu'une distinction tradi-

---

(1) Les enseignes romaines portaient souvent « Sarcinæ salvæ erunt » : les marchandises seront sauves.

(2) IV, 9, 1, 8.

(3) IV, 9, 2, 1. Libro quinto ad edictum provinciale.

tionnelle, un instant reprise, puis délaissée par la jurisprudence moderne, ait tendu à exclure des prévisions légales les voyageurs logés à titre temporaire. C'est du moins ce qui résulte, à première vue, de dispositions dont il est malaisé d'apprécier avec certitude si elles ont une portée générale (1). Les mêmes confusions se retrouvent lorsqu'on cherche à préciser l'étendue des obligations assumées du fait de l'activité dommageable des domestiques et préposés de l'aubergiste. Les Institutes de Justinien attribuent, semble-t-il, à cette branche de la responsabilité, une date de formation plus ancienne (2). Il est en effet assez vraisemblable que le législateur romain, avant de faire peser sur l'aubergiste les conséquences de l'activité préjudiciable d'individus qui lui étaient étrangers, ce qui suppose une certaine spiritualisation du droit, a songé, tout d'abord, à limiter l'étendue de ses devoirs à la réparation des dommages causés par ceux dont il s'était assuré les services.

Le champ d'application de la responsabilité, quant aux effets dont elle assurait la sauvegarde, et aux actes dommageables dont elle permettait la réparation, faisait l'objet, comme dans notre législation actuelle, de dispositions très générales. Le devoir de surveillance couvrait, selon Ulpien, « toutes choses reçues marchandises ou autres » (3) et, au dire de Gaius, les règles posées à l'occasion du vol s'entendaient également du simple dommage, même non intentionnel (4).

L'action née du receptum pouvait être exercée par tout voyageur, quel qu'il fût, même logé gratuitement (5) ; son

---

(1) IV, 9, 6, 3. Paul : « Pro his qui habitandi causa in caupona sunt ».
(2) Institutes IV, 5, 3. Ulpien IV, 9, 7, 1.
(3) IV, 9, 1, 6, Ulpien.
(4) IV, 9, 5, 1, Gaius.
(5) IV, 9, 6, pr. Paul.

exercice n'était aucunement subordonné à la démonstration d'une faute commise par l'aubergiste, car la responsabilité était de droit et entrait en jeu « etiam si sive culpa... damnum datum est » (1). C'était là, en effet, avec son caractère oblique, l'un des deux avantages essentiels du recours prétorien et l'un des motifs de son apparition.

Telles étaient, dans leurs grandes lignes, les institutions du droit romain. Les principes ainsi dégagés, sous l'empire des nécessités pratiques, par le droit honoraire et l'interprétation des jurisconsultes, devaient s'appliquer, sans altération essentielle, et surtout sans divergence notable entre les provinces dont les législations procédaient d'inspirations différentes, sur toute l'étendue du territoire français. Il faut rechercher l'origine de cette exceptionnelle unité de législation dans le fait que, l'hospitalité professionnelle ne figurant pas au nombre des traditions germaniques, la réglementation de l'industrie nouvelle, progressivement généralisée, dut se faire par un appel exclusif aux sources écrites du droit. Lorsque, par la suite, l'ordonnance de 1667 vint édicter, en cette matière, certaines règles de procédure, son application s'en trouva considérablement simplifiée.

Les conditions économiques de l'hôtellerie étaient, au reste, demeurées à peu près identiques. Si les hôteliers de l'Ancien Droit pouvaient justifier d'un progrès sensible sur le terrain de la moralité, leurs établissements prêtaient aux mêmes critiques sur celui de la sécurité et du confort, et, sans aller jusqu'à prétendre que les auberges de l'ancienne France, dont Arthur Young nous a brossé le pittoresque tableau, constituaient de véritables coupe-gorges, on peut

---

(1) IV, 9, 3, 1, Ulpien.

affirmer avec certitude que la clientèle qui s'y pressait n'était pas toujours des plus choisies. D'où la réglementation étroite et, pour l'époque, très minutieuse dont elles furent l'objet. On relève notamment, parmi les mesures multiples d'ordre administratif ou civil qui furent prises à leur égard, une ordonnance de Charles VI, du 26 novembre 1407 (1), prescrivant que les hôteliers « ne logent en leurs hôtels aucunes gens... sans le faire assavoir, par chacun jour, à vous, notre dit prévôt, ou à votre lieutenant » ; un édit d'octobre 1450, complété à diverses reprises, faisant défense aux aubergistes d'abandonner leurs établissements ou d'en interdire l'accès à qui que ce fût, sous peine de confiscation (2) ; et, enfin, deux déclarations de Charles IX (3), ordonnant l'inscription obligatoire des prix sur la porte principale de l'auberge et soumettant l'ouverture de ces établissements à la nécessité d'une autorisation préalable du juge de police, cette dernière prescription étant sanctionnée par la suite, aux termes d'un édit de Louis XIV, d'une amende de 100 livres.

Mais c'est à l'hypothèse particulière qui nous occupe que se réfère la décision, semble-t-il, la plus ancienne, puisque, dès le temps de Saint-Louis, défense fut faite aux aubergistes d'ouvrir les portes de leurs hôtels, sans s'assurer au préalable qu'aucun détournement n'avait été commis pendant la nuit (4).

Si la responsabilité de l'aubergiste née de son devoir de sauvegarde remonte, on le voit, à une époque fort ancienne,

---

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois de* 1420 *à* 1789. Ordonnances par dates.

(2) Merlin, *Recueil alphabétique des questions de droit*. V. hôtelier.

(3) Merlin, *id*.

(4) Denisard, *Collection de décisions nouvelles de jurisprudence*, 7e éd. 1771. V. Aubergiste, § 3, n° 2, et v. hôtelier, p. 640, *in fine*.

et si les motifs de cette responsabilité furent, durant tout notre ancien droit, compris et exprimés de façon indentique (1), il semble, cependant, que l'on ne se détermina qu'assez tard à en discerner l'origine dans une convention implicite de dépôt nécessaire. C'est, selon toute vraisemblance, l'ordonnance de 1667 qui fit la première allusion à cette conception nouvelle, dans l'article 4 de son titre II, ainsi conçu : « N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour dépôts faits, en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte et de l'hôtesse... ». Il résulte en effet d'un passage emprunté à un jurisconsulte de l'époque que c'est cette ordonnance qui mit « au nombre des dépôts nécessaires celui fait par un voyageur logeant dans une hôtellerie, parce qu'il est fait par une espèce de nécessité, et sans choix de la personne du dépositaire » (2).

De même, selon Pothier : « Le dépôt d'hôtellerie est celui qu'un voyageur fait chez un aubergiste chez qui il va loger, pendant le temps du séjour qu'il y doit faire » (3).

C'était, dans notre ancien droit, une question fort controversée que celle de savoir si la responsabilité éventuelle de l'aubergiste était subordonnée à la conclusion d'une convention formelle de dépôt. Il est extrêmement difficile, nous l'avons vu, de déterminer avec certitude les conceptions qui ont prévalu dans la législation romaine, et les jurisconsultes sont partagés. Nos anciens auteurs ne l'étaient pas moins. S'il faut en croire Pierre de Fontaines, le premier

---

(1) « S'en ne lor feist rendre, matiere lor fust donnée d'être compagnons à larons contre ce qu'ils reçoivent en lor garde... L'en doit mestre grand soin de refrener la deloiausté des osteliers ». Pierre de Fontaine, *Etablissements de Saint Louis*, ch. XX, *in pr.*

(2) Danty sur Boiceau, *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, ch. III, n° 21.

(3) Pothier, t. V, ch. III, § 2, 79.

en date de nos auteurs de pratique, et ses « Etablissements de Saint-Louis » (1) : « Il ne convient mie demander si les choses qui sont mises es ostels... sont baillies au mestre de l'ostel... car se eles n'i sont, si apert-il qu'eles li soient baillies, dés qu'eles sont mises en son ostel... ». De même, pour Charondas le Charon (2), « les hôtes sont tenus de répondre des biens déposés en leur garde, encore qu'ils ne leur soient expressément bailles en garde ». A une époque plus récente, Dauty, dans son « Traité de la preuve par témoins en matière civile », faisait prévaloir une conception analogue (3) : « Pour rendre l'hôtelier responsable des marchandises ou hardes des voituriers et voyageurs, selon nos mœurs, on a jugé qu'il n'était pas nécessaire qu'elles lui aient été expressément données en garde, ni qu'il les ait vues ou qu'il sache qu'elles sont entrées dans son hôtellerie... Il suffit qu'il y ait preuve (par témoins) qu'elles ont été apportées (dans l'hôtel) ».

Mais la thèse inverse, selon laquelle la simple introduction des effets était impuissante à créer l'obligation de sauvegarde, comptait également des partisans résolus. Beaumanoir, dont les affirmations n'ont du reste qu'une portée restreinte, proclame, dans sa « Coutume de Beauvaisis » (4) que les hôteliers ne sont pas nécessairement « tenus à rendre les cozes perdues », et qu'il faut, pour cela, « qu'eles lor soient baillies en commande ». Et au dire de Pothier, « le dépôt n'est pas censé intervenu par cela seul que le voyageur a apporté les effets dans l'auberge, au su et au vu

---

(1) Pierre de Fontaines, XX, 2.

(2) Charondas le Charon, *Observations mémorables du Dr. Français*, éd. 1624. V. Hôtel, pp.529-531.

(3) Danty, *op. cit.*, n° 21. En ce sens : le Preste, *Questions notables de Droit*, p. 48. Bouteillier, *Somme rural*, revu par Charondas le Charon, p. 373.

(4) Arrêt du 22 janvier 1675 commenté.

de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas expressément remis en garde » (1).

Il semble que la conception la plus extensive, mieux fondée en droit, ait fini par l'emporter dans l'ensemble de la jurisprudence. Deux arrêts du Parlement de Paris, du 21 juin 1718 (2) et du 22 février 1750 (3) et un arrêt du Parlement de Flandre du 3 mai 1695 (4), consacrent l'opinion de Danty et de Charondas le Charon, en proclamant l'aubergiste responsable de détournements commis dans la chambre même du voyageur, sans qu'aucune convention formelle, aucun dépôt effectif soient intervenus, et alors que l'hôtelier ignorait vraisemblablement jusqu'à l'existence des objets confiés à ses soins.

Il est vrai qu'au dire de Pothier, qui invoque en sens contraire un arrêt du Parlement de Provence rendu le 3 février 1697, les décisions précitées ne sont pas décisives et « ne peuvent détruire les principes du droit que nous avons tirées des lois romaines » (5). Il faut d'ailleurs convenir que les lois romaines sont pour le moins contradictoires, et que d'autre part la mesure prise à l'époque de Saint-Louis, et prescrivant aux aubergistes de s'informer le matin, auprès de leur clientèle, des détournements commis pendant la nuit, paraît impliquer nettement l'adoption de principes contraires. Sans doute l'ordonnance de 1667 (6) parle-t-elle d' « effets remis entre les mains de l'hôte », mais il importe de ne pas prendre de telles expressions à la lettre. L'attitude des rédacteurs du Code civil, conforme, se-

---

(1) Dépôt, *loc. cit.*, 79 et s.
(2) Merlin, *Répertoire*. V. Hôtelier.
(3) Curasson, *Traité de la Compétence des juges de paix*, n° 217.
(4) Merlin. V. Hôtelier.
(5) *Loc. cit.*
(6) XX, 4.

lon toute vraisemblance, à la tradition historique, est assez concluante à cet égard.

A quels effets et en quels lieux s'étendaient l'obligation et la responsabilité de l'aubergiste ? Les expressions employées par nos anciens auteurs sont, sur ce point, absolument générales. Les hôteliers répondent, selon Pierre de Fontaines (1), « de toutes les cozes qui sont mises en l'hôtel » et, selon Charondas le Charon des « biens déposés en leur garde ». Si Danty s'exprime en des termes plus restrictifs « marchandises et hardes », Claude Serres (« Les institutions du Droit Français ») (2) et Denisart parlent d' « effets », sans faire aucune distinction. La jurisprudence était nettement orientée en ce sens et divers arrêts avaient tour à tour étendu l'explication de la règle à des vols de vêtements, de bagages, de pistolets (arrêt précité du Parlement de Flandre), et de marchandises, commis dans une cour (arrêt du Parlement de Rouen du 29 juin 1616) (3) ou dans une étable (Parlement de Toulouse, 27 février 1584 (4). Les tribunaux, on le voit, ne limitaient pas la responsabilité aux dommages survenus dans les chambres de l'auberge ; ils admettaient, dans une large mesure, que les obligations de l'aubergiste s'étendaient aux dépendances, et même, s'il faut en croire Pierre de Fontaines, au voisinage de son établissement « Mesme est tenu de l'ostelier, s'il reçoit les cozes hors de son hebergerie » (5).

On peut toutefois se demander si l'obligation de sécurité

---

(1) XX, 4.

(2) *Les institutions du droit français, suivant l'ordre de celles des justiciers, accommodées à la jurisprudence moderne et aux nouvelles ordonnances*, III, 15.

(3) Merlin, *Répertoire*, V. Hôtelier.

(4) Maynard, *Notables et singulières questions de Droit écrit jugées au Parlement de Toulouse*, L. 33, n° 8.

(5) XX, 8. En ce sens, P. de Paris, 15 août 1582 (Charondas le Charon, 530).

concernait également les objets précieux ou les bijoux du voyageur. Les conceptions de nos anciens auteurs étant, nous venons de le voir, aussi générales que possible, et la loi ne faisant aucune distinction, il eût été, semble-t-il, arbitraire d'exclure de son application une catégorie d'effets qui, abstraction faite de sa valeur, ne se signale par aucun caractère particulier. La jurisprudence paraît cependant s'être orientée vers une attitude contraire, et le Parlement de Paris, dans un arrêt du 7 décembre 1700 (1), cité par Denisart, avait notamment refusé de sanctionner la responsabilité d'un aubergiste à la suite d'un détournement de bijoux et de pierres précieuses. S'il faut en croire le même auteur, qui invoque sur ce point un certain nombre de décisions analogues, il est nécessaire, en pareil cas « de dénoncer à l'aubergiste qu'on est porteur d'effets dont on le charge nommément ». Cette conception nous paraît d'autant plus difficile à admettre que dans une hypothèse voisine, celle du vol de sommes d'argent, la jurisprudence s'était nettement orientée en sens contraire, selon le même Denisart qui allègue, sur ce point, plusieurs arrêts du Parlement de Paris (2).

Il est tout aussi malaisé de déterminer avec précision l'attitude des juridictions de l'ancien Droit dans une hypothèse qui revêtait alors une importance pratique considérable, celle des dommages survenus dans l'écurie ou l'étable dépendant de l'auberge, aux animaux domestiques utilisés pour le transport, ou amenés, pour être vendus, dans les bourgs où se tenaient les foires périodiques. La jurisprudence était très hésitante. Une décision du Parlement de

---

(1) Denisard, *Collection de décisions nouvelles*. V. Hôtelier, par. 3, n° 3.
(2) Denisard, *Collection de décisions nouvelles*. V. hôtelier, par. 3, n° 3. V. également Parlement de Paris, 10 juin 1775, cité par Merlin, *op. cit.*

Paris du 3 décembre 1775 (1) avait admis que la responsabilité d'un aubergiste pouvait être engagée à la suite d'une blessure causée au cheval d'un voyageur par celui d'un autre de ses hôtes de passage ; notons qu'en l'espèce le gardien de l'animal avait stipulé le paiement d'une redevance. En revanche, une décision du Parlement de Toulouse (2), intervenue dans des circonstances très particulières (il s'agissait d'un animal échappé à la suite d'un défaut de surveillance), s'était prononcée dans le même sens, alors que le dépôt était gratuit. D'autres arrêts sont en sens contraire. Il semble que les distinctions établies par divers auteurs entre la jurisprudence des pays de Coutumes et celle des provinces de droit écrit, ou entre l'hypothèse du dépôt gratuit, et celle où la garde faisait l'objet d'une rétribution spéciale, ne permettent pas de résoudre d'une façon pleinement satisfaisante des contradictions qui, selon toute vraisemblance, ne sont pas simplement apparentes.

La jurisprudence des anciens Parlements s'était donc efforcée, à la faveur de dispositions légales souvent insuffisantes ou confuses, de restreindre, dans une large mesure, l'étendue des responsabilités de l'aubergiste, en limitant notamment les catégories d'effets sur lesquelles une interprétation littérale des textes semblait devoir les faire porter. Sur ces effets, quels qu'ils fûssent, la responsabilité était d'ailleurs entière, et s'appliquait non seulement aux vols (objets de presque toutes les décisions de justice) mais également aux simples dommages. Les auteurs et les arrêts sont absolument unanimes sur ce point.

On ne saurait se prononcer avec la même certitude sur

---

(1) Merlin, *op. cit.*
(2) *Maynard*, op. cit. V. également Toulouse, 21 février 1583.

l'étendue des obligations assumés par l'hôtelier en raison de l'activité dommageable d'individus, soit complètement étrangers à son activité commerciale, soit liés à lui par un rapport de préposition. En principe, l'activité de ses domestiques et préposés était en tous points, comme de nos jours, assimilée à son activité propre (1). Il n'en allait autrement que dans l'hypothèse, à vrai dire un peu théorique, où il se trouvait être lui-même, en même temps que son hôte de passage, victime de cette activité coupable. Encore le désir de mettre obstacle à des collusions frauduleuses qui eussent été trop fréquentes avait-il incité la jurisprudence, si l'on en croît nos anciens auteurs, à édicter contre lui, jusqu'à preuve contraire, une présomption de complicité.

Répondait-il, dans les mêmes conditions, et conformément à notre conception actuelle, des « étrangers allant et venant dans son hôtellerie » ? Le droit romain, dont les principes font d'ailleurs l'objet de controverses, introduisait, semble-t-il, en cette matière, une distinction entre les autres voyageurs « logés à la même enseigne », et les individus venus du dehors et dégagés vis-à-vis de l'aubergiste de tout rapport contractuel, distinction qui fut reprise, sous notre ancien droit, par divers auteurs de pratique. C'est ainsi qu'au dire de Danty, « l'hôtelier est tenu du vol ou dommage, si le vol a été commis par des voyageurs, ou autres gens logés dans son hôtellerie » (2). La conception de Pothier était plus restrictive encore, et excluait du champ d'application des prescriptions légales l'activité préjudiciable des étrangers proprement dits, et même celle des voyageurs de passage, pour ne retenir, comme génératrice de responsabilité, que

---

(1) Danty, *op. cit.* « L'hôte est tenu aussi du vol ou dommage, si le vol a été fait par les domestiques... » Bouteillier, *Somme rural*, p. 374.

(2) *Op. cit.*, en ce sins Parlement de Paris, 29 novembre 1664 (Merlin).

celle des préposés ou des pensionnaires. La jurisprudence n'était pas moins flottante. Tantôt elle paraissait incliner vers la conception de Pothier (arrêt du Parlement de Paris du 15 mars 1608 (1) et du Parlement de Provence du 3 février 1687 (2). Tantôt, sans raison apparente, elle étendait le domaine de l'obligation de sauvegarde aux agissements d'individus qui s'étaient introduits dans l'auberge de leur propre autorité par une intention frauduleuse (arrêt du Parlement de Paris du 29 novembre 1664) (3).

Il est vrai que dans cette dernière hypothèse l'activité du tiers pouvait, à condition de revêtir un certain caractère de gravité, constituer un événement de force majeure ayant une valeur libératoire (4). En était-il de même des actes dommageables émanant des domestiques et préposés ? La question était alors aussi controversée que de nos jours (5). La jurisprudence des Parlements avait édifié, dans ce domaine, une construction sensiblement analogue à celle qu'ont élaborée nos tribunaux, et elle reconnaissait notamment, dans la faute personnelle du demandeur, un motif d'exemption totale ou partielle. C'est ainsi qu'un arrêt du 4 avril 1737 avait rejeté une action intentée contre un aubergiste alors que l'absence d'effraction établissait clairement la négligence du demandeur (6).

Si large que fût l'obligation de surveillance, elle ne s'éten-

---

(1) Dépôt, ch. III, § 2.
(2) Merlin, *op. cit.*
(3) Merlin.
(3) Merlin.
(4) V. arrêt précité du Parlement de Toulouse du 27 février 1584 et Parlement de Paris, 4 avril 1637. (*Recueil des arrêts du Parlement de Paris*, II, 6, 25, p. 401).
(5) Affirm. : Bouteillier, *Somme rural*, p. 374.
(6) Denisard, *Collection de jurisprudence*. V. Aubergiste. En ce sens, Pierre de Fontaines, Dauty, Charandas le Charon, Beaumanoir.

dait pas, toutefois, selon l'opinion unanime, aux agissements des domestiques du voyageur lui-même. Les motifs de cette distinction, maintenue par la jurisprudence moderne, était d'épargner aux parties l'exercice de recours multiples et superflus (1).

La responsabilité pouvait être invoquée par tout voyageur, logé à titre permanent ou temporaire, onéreux ou gratuit, « si li ostelier, dit Pierre de Fontaines, hauberge l'estrange par amors et sans ostel païe... » (2).

La preuve à administrer par le demandeur portait, sous réserve de la controverse précédemment examinée, sur l'introduction et la valeur des effets, et sur l'importance et la quotité du préjudice souffert. Lorsque l'Ordonnance de Moulins vint poser le principe de la nécessité d'une preuve littérale pour toute obligation supérieure à 100 livres (3), il fut admis dans la jurisprudence, et malgré le silence de la loi, qu'une dérogation, conforme aux exigences de la pratique, serait faite en matière de dépôt d'hôtellerie. L'ordonnance de 1667, dans le texte précité, vint conférer une valeur légale à cette dérogation, jusque-là simplement coutumière. La victime du vol ou du dommage pouvait donc user, à son gré, de la preuve testimoniale, et surtout, s'il existait en sa faveur un faisceau de présomptions concordantes, de la preuve par serment (4), déférée par le tribunal, généralement jusqu'à concurrence d'une somme déterminée ; encore fallait-il que le demandeur « fût un homme d'une réputation entière » et fit preuve de modération dans sa demande. « Tout cela, dit un auteur, ne doit être fait

---

(1) V. *Arrêt des Grands jours de Clermont* cité par Merlin.
(2) *Etablissements de Saint Louis*, XX, 7.
(3) Article 54.
(4) Merlin, *Répertoire*.

qu'avec beaucoup de précautions et dépend de la qualité des personnes et des circonstances du fait » (1). L'arrêt précité du 14 juin 1616 nous en offre un exemple pratique.

Des multiples vicissitudes que connurent, avec les travaux préparatoires du Code Civil, les principes laborieusement dégagés par l'interprétation des anciens auteurs et la jurisprudence des Parlements, il suffit de retenir quelques-unes des observations présentées par les tribunaux d'appel, consultés sur la rédaction du projet de l'An VIII. On ne saurait être surpris que la qualification de « dépôt nécessaire », appliquée au rapport juridique générateur de responsabilité, ait encouru les reproches du Tribunal de Paris, et de beaucoup d'autres. Mais les critiques ne manquèrent pas contre le principe même des dispositions du projet (sensiblement analogue, dans ses grandes lignes, au système actuel), dont des auteurs, si l'on en croit le Tribunal de Reims, avaient été fort mal inspirés de préférer « le sentiment de Danty, étayé de quelques arrêts dont les circonstances ne sont pas bien connues, à celui de Pothier, qui est appuyé sur des principes puisés dans la raison écrite... ».

---

(1) Claude Serres, *Les Institutions du Droit Français*, III, 15.

CHAPITRE PREMIER

Champ d'application et conditions d'existence de la responsabilité.

Section I

Les dispositions du Code Civil concernant l'hôtelier peuvent-elles être étendues a d'autres personnes ?

Jadis controversé en doctrine, ce problème ne soulève plus depuis longtemps, dans la jurispruence, que des difficultés de détail. Les tribunaux, dont les méthodes ne sont pas sans témoigner de quelque empirisme, sont parvenus à élaborer, en cette matière, un certain nombre de solutions qui peuvent être considérées, à de rares exceptions près, comme pleinement satisfaisantes. On ne saurait être surpris de ce que les auteurs, préoccupés de rechercher un critérium qui permît de résoudre les difficultés que la pratique avait révélées, aient été conduits au contraire à des résultats très divergents.

On reconnaît généralement, avec Guillouard, que le législateur, en employant les expressions d'aubergistes et hôteliers, « ... n'a pas voulu limiter à cette seule profession la responsabilité plus sévère qu'il crée, mais indiquer, par l'exemple le plus saillant, quel ordre de profession pouvait donner lieu à une rigueur plus grande, quant à la

responsabilité du dépôt » (1). L'accord est malheureusement moins unanime sur le terrain des applications concrètes.

La question s'est posée, tour à tour, pour les tenanciers de restaurants et de cafés, les logeurs en garni, les hôteliers accidentels qui apparaissent dans les périodes d'affluence, les propriétaires de théâtres, de bateaux-lavoirs ou d'établissement de bains publics, les compagnies de transport par wagons-lits. Encore n'envisageons-nous que les hypothèses qui offrent réellement quelque intérêt. Les autres sont innombrables. Quant aux systèmes proposés, ils peuvent être ramenés à trois.

Le plus extensif comptait autrefois les partisans les plus nombreux. Il proposait d'assimiler aux professions expressément visées par le législateur, « toutes celles dans lesquelles une personne s'offre au public pour recevoir chez elle, moyennant salaire, des objets qui y sont déposés sans entente préalable, comme conséquence de la profession du dépositaire, et par suite de l'appel qu'il fait au public » (2). Il s'agit en somme d'étendre l'application des règles légales à tout individu pour qui l'obligation de garde ne serait que l'accessoire d'une prestation principale. Cette conception extrême, peu respectueuse des textes et de la tradition historique, n'a jamais prévalu en jurisprudence et semble aujourd'hui abandonnée.

Une conception inverse, très restrictive, défendue notamment par Aubry et Rau (3), a été développée par M. Planiol, dans une note de jurisprudence commentant une décision de la Cour d'Appel de Marseille où nous relevons les lignes

---

(1) Prêt, dépôt, séquestre, n° 135.

(2) Baudry et Wahl, *Société, dépôt, prêt*, n° 1235. En ce sens, Laurent, t. XXV : « Tous ceux qui recourent à des personnes ayant avec elles des effets qui doivent être gardés ». Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, II, 939.

(3) *Droit civil*, t. II, 402.

suivantes : « Attendu que le dépôt effectué par un artiste dans une loge que le directeur met à sa disposition pour les besoins de sa toilette doit être regardé comme un dépôt nécessaire, engageant la responsabilité de ce directeur au sens des articles 1949 et s. du C. Civ. » (1).

Pour se faire une opinion sur ce problème, dit M. Planiol, « nous pensons qu'il faut commencer par résoudre une question préalable : Quand une personne se plaint d'avoir été victime d'un vol dans un établissement ouvert au public, on doit se demander si le propriétaire ou l'exploitant du local à l'intérieur duquel le vol a été commis, était réellement dépositaire des objets volés, ou si ces objets ne sont pas restés en la garde personnelle de celui qui les y a introduits, auquel cas il ne saurait être question de dépôt, ni de responsabilité. » C'est pour cette raison qu'il convient d'écarter toute assimilation pour les restaurateurs, les tenanciers de cafés, les compagnies de wagons-lits. Mais la première question « une fois résolue par l'affirmative, il convient de faire une distinction pour savoir si les différents textes relatifs à l'hôtelier sont applicables à d'autres personnes. Cette distinction peut se formuler de la façon suivante : 1° Est-il vrai que la personne qui se plaint du vol avait apporté dans l'établissement l'objet qu'elle désigne, et quelle était la valeur de cet objet ? C'est la question de la preuve du dépôt. 2° Ce fait étant admis, l'exploitant doit-il être rendu responsable du vol commis par autrui, en dehors de toute faute de sa part ou de celle de ses préposés ? C'est la question de la responsabilité. » Sur ce

---

(1) Marseille, 26 février 1904 (D. P. 1905.2.85). « La responsabilité du fait d'autrui établie par l'art. 1953, en dehors de toute faute personnelle, est une règle tout à fait exceptionnelle et qu'il faut restreindre à ceux qui logent des voyageurs, comme les hôteliers ». Planiol, *Droit Civil*, n° 2925.

dernier point, « il serait ... d'une bonne et saine interprétation de n'appliquer (les articles 1953 et s. du Code Civil) qu'aux aubergistes et hôteliers et à ceux qui peuvent être compris sous cette dénomination par l'objet même de leur profession. »

La jurisprudence paraît incliner vers une solution intermédiaire, très proche, au fond, du système défendu par M. Planiol, selon laquelle les dispositions du Code Civil, étant exceptionnelles, ne peuvent être étendues qu'aux hypothèses qui présentent avec celles qu'elles visent « une étroite similitude » (1). Il reste bien entendu à déterminer quelles sont ces hypothèses, et les tribunaux, si leurs conceptions sont généralement, nous l'avons dit, assez heureuses, n'ont peut-être pas tiré de ce point de départ toutes les conséquences qui s'imposaient.

La situation du logeur en garni ne présente aucune difficulté (2). L'assimilation avec l'aubergiste est en effet toute naturelle et corroborée par certaines règles de droit pénal. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 471, al. 2, de notre législation répressive, les logeurs en garnis sont assujettis, quant à la tenue des registres, aux mêmes obligations et aux mêmes pénalités que les hôteliers proprement dits. C'est ainsi encore que la jurisprudence étend au cas qui nous occupe, malgré le silence de la loi, l'application de l'art. 75 du même Code, visant la répression des délits commis par des individus irrégulièrement inscrits, et la responsabilité qui en découle à l'égard de l'aubergiste en faute. Notons toutefois que les locations d'appartements dans les établissements de ce genre étant généralement d'une durée assez prolongée, la portée pratique du principe juris-

(1) Seine, 28 février 1898 (G. P. 99.1.617). Baudry et Wahl, 1243.
(2) Lyon, 24 mai 1899 (D. 99.2.443).

prudentiel s'en trouve considérablement restreinte, puisque cette même jurisprudence n'admet au bénéfice des dispositions intéressant le dépôt d'hôtellerie que les individus logés « à titre temporaire et passager ». Si bien qu'en fait, la plupart des décisions de justice, faisant application aux logeurs en garni des dispositions précitées, ajoutent presque invariablement qu'en l'espèce les conditions du séjour rendent une telle application impossible. « Si ces logeurs en garni, dit un jugement du Tribunal de la Seine, sont compris dans l'énonciation des articles 1952 et s. du Code Civil, en qualité d'aubergistes ou d'hôteliers, la responsabilité spéciale qui leur incombe comme gardiens nécessaires des objets déposés chez eux par les voyageurs » ne s'applique pas « aux personnes qui ont loué une chambre ou un logement pour un temps prolongé d'habitation... » (1).

Pas de difficulté non plus dans une hypothèse voisine, celle des locations accidentelles d'appartements ou de chambres, très fréquentes dans les périodes d'affluence. « Attendu, dit une décision du Tribunal civil de la Seine, que, s'il est juste que la responsabilité qui pèse sur les aubergistes et hôteliers ... s'étende aux simples logeurs et à ceux qui louent des chambres garnies ... on ne peut en conclure que les dispositions de la loi, à cet égard, puissent être étendues à la généralité des propriétaires d'une ville qui, pour un temps de foire ou d'affluence extraordinaire d'étrangers, louent leur propre maison... » (2).

On peut dire, pour justifier une telle solution, que les personnes qui ont recours à ces locations improvisées doivent

---

(1) Seine, 16 décembre 1901 (G. P. 13 janvier 1902). Paix Paris 14 mars 1930 (D. P. 1930, Somm., p. 30) ; Seine, 29 octobre 1931 (D. H. 1931, Somm., p. 45).

(2) Baudry et Wahl, 1239.

s'attendre, en toute logique, à un confort et une sécurité moindres que celles qu'ils sont en droit d'exiger du tenancier d'un établissement spécialisé. Et du reste le texte légal qui concerne une responsabilité professionnelle s'applique malaisément à des maisons « qui ne sont pas publiques et qui ne paient aucune patente à cet effet. » « Le motif de la loi manque ici aussi bien que son texte. »

Les difficultés apparaissent avec la détermination du caractère juridique des dépôts faits dans les loges ou dans le vestiaire d'un théâtre, problème qui a donné lieu à une jurisprudence fort abondante et assez contradictoire. Certaines décisions de justice s'étaient prononcées autrefois en faveur de l'affirmative (1), mais, plus récemment, les tribunaux semblent s'être orientés vers une conception inverse (2). Des arrêts du 9 janvier 1923 et du 20 mars 1926 ont fait notamment prévaloir un point de vue très restrictif.

La doctrine n'est pas moins divisée (3). Dans l'arrêt qui fait l'objet du commentaire précité de M. Planiol, les circonstances étaient particulièrement favorables, puisqu'il s'agissait d'un dépôt effectué par une actrice, dans la loge mise à sa disposition par le directeur de l'établissement, hypothèse qui se rapproche singulièrement de celle des locations improvisées, sans revêtir, toutefois, ce caractère exceptionnel qui paraît avoir incliné les tribunaux vers une

---

(1) Seine, 5 janvier 1888 (S. 88.2.45). Paris, 23 avril 1902 (G. P. 04.2.26); Marseille, 26 février 1904 (D. P. 05.2.185).

(2) Seine, 28 février 1898 (G. P. 99.1.617); Seine, 9 janvier 1923 (G. Trib., 23.2.134); Tunis, 20 mars 1926, etc. Toutefois la jurisprudence paraît admettre que la non-assimilation des théâtres aux auberges et hôtels visés à l'art. 1952 n'exclut pas l'application des règles de preuve de l'art. 1348; en d'autres termes le dépôt, s'il n'est pas « d'hôtellerie » est tout de même « nécessaire »: Com. Seine, 7 avril 1900 (*Rec. Gaz. Tr.* 1900, 2e sem. 2.19); Paris, 23 avril 1902 (appel de la décision précédente. D. P. 03.2.323).

(3) Affirmative: Guillouard, n° 138. Baudry et Wahl, n° 1242. *Contra:* Duvergier: *Le Droit civil suivant l'ordre des articles*, n° 222. Aubry et Rau, *loc. cit.*

conception négative. Il nous semble, malgré tout, qu'étant donné les expressions très précises employées par les textes de loi, il serait assez arbitraire d'étendre l'application des prescriptions légales à des situations qu'il est impossible, en toute logique, de confondre avec celle de l'aubergiste ou de l'hôtelier. Il convient toutefois de noter que si, en principe, les dépôts de cette nature ne peuvent être assimilés aux dépôts d'hôtellerie et soumis aux dispositions rigoureuses des articles 1952 et suivants du Code Civil, ils peuvent cependant (c'est l'objet du commentaire de M. Planiol) apparaître comme des dépôts nécessaires, dont le caractère exclut, conformément à l'article 1348, 2e al., l'application des règles sur la nécessité d'une preuve littérale. C'est du moins ce qui semble résulter d'une jurisprudence assez flottante (1).

Notons que la responsabilité du directeur de théâtre, envisagée sous cet aspect particulier, fait très fréquemment l'objet de clauses restrictives ou exonératives, affichées dans les loges ou lieux de réunion du public, et dépourvues, selon la jurisprudence, de toute efficacité.

La doctrine des tribunaux est tout aussi imprécise en ce qui concerne les établissements de bains publics, et l'on relève un nombre égal de décisions dans les deux sens (2). M. Planiol (3), dans la note précitée, affirme qu'à son sens l'usager d'un établissement de ce genre « confie ses vêtements à la garde du personnel », mais que « s'il y a bien dépôt, il n'y a pas hôtel ou auberge », et qu'en conséquence « aucune extension du texte n'est possible ici ». S'il faut

---

(1) Voir les arrêts cités *supra* note 2. *Contra :* Baudry et Wahl, 1249 : « Le refus du dépositaire ne constitue pas une impossibilité morale ».

(2) Affirm. Rouen, 21 mars 1883 (D. 84.3.8). Négative Caen, 17 janvier 1875 (S. 76.2.149).

(3) Note précitée.

en croire d'autres auteurs, on doit au contraire « décider que le maître des établissements de bains doivent être traités, d'une manière absolue, comme des hôteliers, au point de vue de la responsabilité du dépôt » (1). Il est assez surprenant que MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, partisans d'une interprétation restrictive, se soient prononcés dans le même sens (2). Il nous paraît, quant à nous, souverainement illogique d'établir un rapprochement quelconque entre une auberge et un établissement de bains. Sans doute serait-il conforme à l'équité que les usagers de ces établissements fussent également garantis contre tout dommage survenu à des objets sur lesquels ils ne sont pas à même d'exercer une surveillance personnelle. Mais les termes de la loi sont trop précis pour qu'il leur soit possible de leur conférer, sans leur faire violence, une portée aussi étendue.

Avec les tenanciers de restaurants et de cafés nous revenons sur le terrain des certitudes, aucune assimilation ne pouvant être établie, aux termes d'une jurisprudence constante, entre les individus exerçant des professions de ce genre, et ceux qui ont été l'objet des prévisions expresses du législateur (3). Ce point de vue est du reste partagé par la majorité des auteurs, même pour certains de ceux qui ont fait prévaloir, en ces matières, les conceptions les plus extensives (4). Conforme à l'esprit et à la lettre des dispositions du Code Civil, il nous paraît, quant à nous, à l'abri de toute critique. « Attendu, proclame une décision ré-

---

(1) Guillouard, *Prêt, dépôt, séquestre*, n° 138.

(2) *Op. cit.*, n° 1244.

(3) Tr. de Lyon, 11 mai 1900 (S. 1904.2.21) ; Correct. Bordeaux, 14 avril 1902 (Mémorial de Bordeaux 02.1.124) ; Lyon, 10 août 1903 (S. 05.2.118) ; S. 25 octobre 1922 (G. Trib., 30 août 1924) ; Seine, 24 juin 1924 (D. H. 1924, p. 554).

(4) En ce sens, Guillouard, 199. *Contra :* Baudry et Wahl, n° 1242.

cente (1), que les art. 1952 et s. ne peuvent recevoir application dans le cas d'un restaurant où « des repas sont servis aux consommateurs sans que ceux-ci y logent et aient nécessairement la qualité de voyageurs, condition expressément prévue par la loi et qui ne se rencontre pas dans l'espèce ». En toute logique, d'ailleurs, « si les vêtements sont accrochés aux patères mobiles » placées dans les salles à cet effet, « les clients doivent en exercer eux-mêmes la surveillance », d'autant que la direction les avise fréquemment, par voie d'affiche, de sa volonté de décliner toute responsabilité quant aux détournements d'effets n'ayant pas fait l'objet d'un dépôt réel à la caisse de l'établissement (2).

Il nous reste à envisager une dernière difficulté, la plus intéressante pratiquement, de toutes celles qu'a soulevées le problème de l'extension du champ des prescriptions légales. Il s'agit des compagnies de transport par wagons-lits. La jurisprudence, non sans avoir fait preuve, pendant quelques années, d'une certaine confusion, est aujourd'hui nettement orientée vers une conception négative (3), dont une décision du 6 décembre 1924 nous expose les motifs juridiques. « Attendu, y lisons-nous, qu'il ne saurait être contesté que l'article 1952 dérogeant au droit commun, ses dispositions, essentiellement limitatives, ne peuvent être appliquées qu'aux cas qui présentent une identité absolue avec l'auberge et l'hôtel... ; que l'objet principal du contrat, dans l'intention commune des parties, est de permettre aux personnes qui doivent atteindre un point de destination éloignée, qu'elles ne peuvent atteindre rapidement sans passer une

---

(1) Seine, 24 juin 1924, précité.

(2) Seine, 25 octobre 1922, précité.

(3) Seine, 14 mai 1892 (S. 92.2.156) ; Seine, 23 novembre 1892 (S. 93.2.107) ; Cassation, 3 février 1896 (G. Tr. 91.2.196). Cass. 25 juin 1913 (G. Tr. 1913, 1er sem. 1. 21) ; Paris, 6 décembre 1924 (Gaz. Tr. du 4 janvier 1925).

nuit en chemin de fer, d'effectuer leur parcours avec le moins de fatigue possible, et dans les meilleures conditions de confort et même de luxe ; que pour cela le voyageur paie un supplément variable suivant la distance, contre la remise d'un billet spécial qui, s'il lui donne droit à la jouissance d'un lit dans un compartiment qui en comporte plusieurs n'est pas ... la représentation du prix de logement dans une chambre où il serait chez lui pendant le temps plus ou moins long où il lui plairait d'y séjourner... »

« Considérant que le contrat qui intervient entre le voyageur et la compagnie, dont le matériel est destiné à rouler ... est donc un contrat de transport dont l'exécution est assumée par le concours simultané de la Compagnie de chemins de fer et de la Compagnie de wagons-lits...

« Considérant que cette dernière compagnie ne saurait rentrer dans la catégorie des aubergistes et des hôteliers, tenus par l'article 1952 du C. Civ. à la responsabilité rigoureuse et exceptionnelle résultant d'un dépôt nécessaire, qui ne se rencontre pas dans l'espèce... » (1).

En réalité cette argumentation juridique n'est qu'une façade. Les véritables motifs de solution sont d'ordre pratique, et le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'ils répondent à des conceptions bien surannées. Comme le fait justement observer M. Josserand, « les considérations qui ont déterminé la jurisprudence à dénier la Compagnie des Wagons-Lits de la qualité d'hôtelier sont de pur fait : ... c'est l'organisation, l'aménagement sommaire des wagons-lits ... dont chaque compartiment est occupé par deux ou quatre personnes, alors que les chambres d'hôtel sont individuelles ; c'est la difficulté de surveillance qui résulte tant de cette

---

(1) Décision précitée du 6 décembre 1924.

organisation rudimentaire que de l'absence de fermeture intérieure, de la promiscuité où se trouvent les voyageurs et bagages que de la nécessité de restreindre, autant que possible, le personnel affecté au service. C'est aussi la nécessité où se trouve la Compagnie des Wagons-Lits d'accepter les voyageurs qui se présentent, alors que l'hôtelier est maître absolu chez lui, où il est libre de ne pas recevoir les personnes suspectes ». C'est enfin l'intention commune des parties... « En réalité, ces considérations sont tout juste spécieuses. Bon nombre d'auberges obligent leurs clients à une promiscuité plus complète et plus dangereuse encore que celle des wagons-lits... D'autre part, rien n'empêcherait la compagnie ... d'établir un service de surveillance d'autant plus efficace que ses employés, à la différence de ceux d'un hôtel, ont des raisons plausibles de procéder à des enquêtes fréquentes, motivées par la vérification des billets, la surveillance et l'observation des règlements, etc... Quant à la dernière considération, ... elle conduirait, si elle était exacte, à dénier le caractère d'hôtels aux hôtels Terminus eux-mêmes, ces établissements étant essentiellement destinés, comme les wagons-lits, à assurer le repos et le confort aux voyageurs qui effectuent de longs parcours, et cette application extrême de la théorie en constitue, croyons-nous, la plus sûre réfutation » (1).

---

(1) Josserand, *Les transports*, n° 964, note 4. De même, Lacan, *Guide de l'hôtelier et du voyageur*, p. 293 : « Le voyageur qui se sert des W. L. fait deux contrats : 1° un contrat de transport avec la compagnie de chemins de fer qui a seule le monopole des transports sur rail ; 2° un contrat d'hôtellerie avec la compagnie des W. L. qui prend l'engagement, non de transporter, mais de loger. C'est est si vrai qu'il y a deux billets distincts, et le W. L. présente avec l'hôtel des analogies : existence d'un lit et accessoires, avec des annexes telles que le restaurant. »

Malgré l'accueil favorable fait par d'éminents auteurs (1) à la conception jurisprudentielle, il nous paraît difficile de ne pas nous ranger à l'avis exprimé par M. Josserand. Nul ne peut contester que les compagnies de Wagons-Lits, quel que soit l'objet principal de leur activité, présentent, avec les exploitants d'hôtels, cette « identité absolue » qui constitue, au regard des tribunaux, le criterium d'application des articles 1952 et s. du Code civil. L'esprit de la loi est donc nettement favorable à l'interprétation extensive. Si la lettre des dispositions légales n'autorise pas à première vue une telle interprétation, c'est que les auteurs du Code civil ne pouvaient prévoir, et pour cause, que la question se poserait. Nous croyons que la jurisprudence, qui a fait preuve, en d'autres circonstances, d'un esprit plus réaliste, finira par s'accorder avec la pensée du législateur, sinon avec son expression littérale, et par rejeter une solution condamnée par les nécessités pratiques, et qui, juridiquement, n'est pas la plus fondée (2).

Section II. — Durée de la responsabilité.

A quel moment la responsabilité spéciale de l'hôtelier entre-t-elle en jeu ? A quel moment prend-elle fin ?

La première question offre de l'intérêt dans l'hypothèse, assez pratique, où les effets du voyageur font l'objet d'un transport de la gare à l'hôtel, dans un véhicule considéré

---

(1) Baudry et Wahl, 1246. Ces auteurs critiquent d'ailleurs les motifs de la jurisprudence, mais leurs objections ont perdu toute actualité. V. Thaller et Percerou, *Dr. com.*, 5e éd., p. 530, note 1.

(2) La question s'est également posée pour les bâteaux-lavoirs. En ce sens, Baudry et Wahl, 1243. La jurisprudence est contraire : Caen, 26 janvier 1875 (D. 75.1.220). « On ne saurait étendre les dispositions exceptionnelles et surtout limitatives (de l'art. 1952)... au propriétaire de l'établissement qui, bien qu'ouvert au public, ne rentre pas dans la catégorie des auberges ou hôtels ».

comme une dépendance de ce dernier. Si ces effets viennent à être détériorés ou détruits au cours du transport, l'hôtelier est-il responsable du préjudice causé en cette qualité, c'est-à-dire dans les termes des dispositions exceptionnelles et rigoureuses des articles 1952 et suivants du Code civil, ou conformément aux prévisions des articles 103 et suivants du Code commercial, qui règlent l'étendue des responsabilités du transporteur de bagages ?

A vrai dire, la portée de cette distinction paraît d'autant plus restreinte que les responsabilités respectives du transporteur et de l'aubergiste ont été conçues de façon sensiblement analogue. La preuve par témoins est recevable contre l'un et l'autre (s'ils sont, comme dans notre hypothèse, également soumis aux dispositions du droit commercial), et l'avantage que le transporteur retire de la prescription abrégée instituée en sa faveur par l'article 108 du Code de Commerce et la loi du 11 avril 1888, est plus théorique que réel, car la victime d'un dommage réalisé selon les prévisions de l'article 1952 n'attendra jamais, selon toute vraisemblance, l'extrême limite du délai qui lui est imparti pour faire jouer les garanties prévues par la loi. En réalité, la seule différence effective entre les deux ordres de responsabilités, le seul intérêt véritable que recèle, pour l'hôtelier, le fait d'être mis en cause en cette qualité (mais il est parfois considérable) résident dans l'innovation introduite dans les principes de la responsabilité normale par la législation postérieure au Code civil limitant à 1.000 francs l'étendue de ses obligations, législation déclarée inapplicable aux voituriers du droit commercial, ce qui va de soi, et même à ceux du droit civil, ce qui semble plus contestable, puis-

qu'ils sont soumis, s'il faut en croire l'article 1782, « aux mêmes obligations que les aubergistes » (1).

La jurisprudence a consacré, à plusieurs reprises, la solution la plus favorable à l'hôtelier, dès l'instant, ajoutent les arrêts, que le véhicule destiné au transport peut être effectivement considéré comme une dépendance de l'hôtel. Lorsqu'un voyageur, descendant d'un train, a fait porter ses bagages dans une voiture... et que le bagage est volé, proclame un jugement du tribunal civil de la Seine, le propriétaire de la voiture doit être condamné à lui en rembourser la valeur s'il ne peut prouver que la perte a eu lieu par cas fortuit ou force majeure » (2). La même décision ajoute d'ailleurs « qu'en négligeant d'appeler l'attention du cocher sur son bagage, le voyageur doit être considéré comme ayant commis une imprudence dont il doit être tenu compte dans l'évaluation de la responsabilité ».

Une décision célèbre en droit international privé avait fait prévaloir un point de vue analogue, dans l'hypothèse d'un détournement d'objets précieux commis au cours d'un transport de la gare de Milan à un établissement de cette ville. La Cour de Milan, déclarant infondée la prétention du défendeur d'être assigné en qualité de voiturier, avait déclaré applicables à l'espèce les dispositions du Code civil italien correspondant à nos articles 1952 et suivants, et abrogés depuis par les dispositions du décret-loi du 12 octobre 1919 (3).

Que faut-il décider au cas où la voiture utilisée pour le

---

(1) V. Josserand, *Transports*, p. 1028, note 4.

(2) Seine, 11 juin 1891 (« Le Droit », 28 juin 1891). Comm. Marseille, 5 mars 1912 (G. P. 12.1.435). Baudry et Wahl, 1195.

(3) 19 octobre 1886 (*Journal de Dr. Int. Pr.*, 1888, p. 227).

transport n'est pas la propriété de l'hôtelier ? La question ne peut être résolue que par des distinctions :

« Lorsqu'un omnibus, dit un jugement du Tribunal de Commerce de Marseille, porte en évidence l'enseigne d'un hôtel pour attirer les voyageurs à la sortie d'une gare, les clients de cet hôtel sont fondés à penser que cet omnibus stationne pour le compte du propriétaire de l'hôtel, et que toutes les précautions ont été prises par ce dernier pour la sécurité de leurs bagages. Par suite, la responsabilité de l'hôtelier est engagée au cas où des bagages remis au cocher de l'omnibus par un voyageur ne peuvent être trouvés » (1).

Si, au contraire, l'omnibus porte simplement une mention ayant un caractère général, telle que « service des hôtels », la responsabilité personnelle de l'hôtelier chez lequel les bagages détruits, perdus ou endommagés devaient être transportés, ne peut, de toute évidence, être engagée.

Il résulte de la jurisprudence que nous venons d'examiner que la responsabilité de l'hôtelier peut prendre naissance avant l'entrée du voyageur. Faut-il aller plus loin et la considérer comme pouvant naître, éventuellement, avant son arrivée dans la localité où demeure l'aubergiste mis en cause ? Cette solution contestable a été consacrée par une décision, d'ailleurs isolée, dans l'hypothèse, assez exceptionnelle, où une somme d'argent, déposée entre les mains d'un hôtelier pour être remise ultérieurement à l'un de ses hôtes de passage, avait été dérobée avant que celui-ci fût parvenu à destination. A la suite des réclamations successives du déposant et du créancier de ladite somme, la Cour

---

(1) 5 mars 1912 précité.

de Paris avait admis, dans un arrêt du 6 avril 1829 (1), que « le dépôt ... était esentiellement un dépôt nécessaire », dont la preuve par témoins était par conséquent recevable « conformément à l'article 1848 du Code civil ». La jurisprudence qui, nous le verrons, considère comme volontiers le dépôt d'effets laissés provisoirement à l'hôtel après le départ du voyageur, se devait, à plus forte raison, de consacrer une solution analogue dans l'hypothèse envisagée. La doctrine (2) s'est, à juste titre, prononcée en sens contraire, les expressions employées par le législateur : « dépôt effectué par le voyageur qui loge chez eux » étant absolument formelles à cet égard.

Les effets du voyageur étant supposés introduits dans l'hôtel, la responsabilité de l'hôtelier va-t-elle commencer à courir du fait de cette simple introduction ? Ne convient-il pas d'exiger, comme condition préalable, un dépôt effectif entre les mains de l'hôte ? On sait que dans notre ancien droit la jurisprudence des Parlements s'était prononcée, non sans quelque incertitude, en faveur d'une conception moins restrictive, malgré l'opposition de Pothier et de quelques jurisconsultes, invoquant en sens contraire les dispositions, d'ailleurs contradictoires, des lois romaines. Cette opinion rallie à l'heure actuelle l'unanimité des suffrages et ne fait plus d'objet d'aucune discussion (3). Le rapprochement des termes employés par l'article 1919, qui exige une

---

(1) S. 29.2154. *Contra :* Cass. 10 janvier 1932 (D. Rép. V. Dépôt 180). « On ne doit regarder comme nécessaire le dépôt d'effets apportés chez l'hôtelier pour y être remis à des tiers après le départ du voyageur ». — Toulouse, 10 janvier 1930 (D. H. 1930.237).

(2) Laurent, t. XXVII, 154. Guillouard, 141. Baudry 1202-1203.

(3) Laurent, t. XXVII, 160. Guillouard, 144. Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, t. II, n° 942. Toullier, *Le Droit civil français suivant l'ordre du Code*, t. XI, p. 249. Aubry et Rau, t. V, § 646. Cass. 11 mai 1846 D. 46.1.364) ; Aix, 16 novembre 1921 (S. 21.2.104) ; Paris, 14 décembre 1881 (S. 82.2.219).

« tradition réelle ou feinte », ou par l'ordonnance de 1667, texte précité, qui fait allusion à un dépôt effectué « entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse », et de la teneur de l'article 1932 actuel : « effets apportés par le voyageur », est absolument décisif, et les travaux préparatoires du Code Civil, au cours desquels la commission refusa de consacrer l'obligation du dépôt effectif, magré l'avis contraire de certains tribunaux d'appel, ne sont pas moins concluants à cet égard.

La suppression, lors de la rédaction définitive, de la phrase : « encore que ces effets n'aient point été remis en leur garde personnelle », ne témoigne nullement, comme on l'a dit, d'un revirement d'opinion, mais simplement du désir de ne pas consacrer expressément une solution considérée comme allant de soi (1). De même, il n'y a lieu d'exiger ni un avertissement préalable (2), ni une acceptation expresse du dépôt, la loi n'y faisant aucune allusion (3).

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, cependant, qu'un certain nombre de décisions de justice, désireuses d'alléger le fardeau des responsabilités à une époque où le législateur ne s'était pas encore décidé à intervenir, avaient cru en trouver le moyen dans l'obligation imposée aux parties de donner cet avertissement préalable, ou tout au moins dans une atténuation de la responsabilité consacrée dans l'hypothèse où l'absence d'un tel avertissement pouvait être considéré comme le résultat d'une négligence personnelle du demandeur. Certains auteurs, cependant peu suspects de partialité, s'étaient déclarés favorables à cette conception.

---

(1) Fenet, *Travaux préparatoires*, t. XIV, p. 494.

(2) Tr. Paix Marseille, 3 juin 1914 (G. Tr. 25 octobre 1914). « Il suffit que (les effets) aient été apportés dans l'hôtel, la loi n'exigeant pas un avertissement préalable. »

(3) *Contra :* Baudry, 191.

« Il serait inadmissible, affirmait-on, que l'hôtelier fût tenu d'une obligation de sauvegarde à l'égard d'effets dont il ignorait l'existence. » D'ailleurs « la responsabilité de l'hôtelier est une responsabilité contractuelle, et dans l'hypothèse que nous envisageons, il n'y a pas de contrat. »

« Lors même que le demandeur, disait notamment un arrêt de la Cour de Paris du 2 avril 1811 (1) aurait été volé des objets dont il réclamait la valeur, l'intimée n'ayant pas été instruite qu'il avait avec lui de l'argent et surtout des bijoux, cet argent et ces bijoux ne lui ayant pas été montrés ni vérifiés, l'article 1953 ne pourrait être invoqué contre elle. » Plus récemment, à la veille de la promulgation de la loi de 1889, un jugement du Tribunal civil de la Seine avait fait prévaloir une restriction analogue « attendu que le voyageur, lorsqu'il a avec lui une somme de quelque importance, doit faire en sorte que l'hôtelier puisse exercer une surveillance spéciale dans la garde du dépôt, en lui déclarant cette somme, ou même en la lui déposant... et qu'en n'agissant pas ainsi L... est en faute, et que cette circonstance atténue la responsabilité de l'hôtelier... » (2).

Ces décisions ont perdu avec la loi précitée du 18 avril 1889 le plus clair de leur intérêt pratique. Quant à leur valeur doctrinale, il est permis de montrer à cet égard quelque septicisme, car c'est faire bon marché des termes de la loi que d'introduire une distinction qu'ils n'autorisent ni dans leur esprit, ni dans leur lettre.

« Rendre l'hôtelier responsable, dit un jugement du Tri-

---

(1) Dalloz, *Rép. de législ.*, 1843, t. XIII, p. 492.

(2) Seine, 6 décembre 1887 (cité par Ferré, *Le Code de l'hôtelier*). V. Seine, 25 mars 1882 : « Attendu que R... avait tort de conserver en sa possession, sans en prévenir le défendeur, une somme aussi importante que celle déclarée par lui aux débats. »

bunal de Dieppe (1), de valeurs considérables laissées, à son insu, par le voyageur dans ses bagages, et l'exposer à subir un grave préjudice sans avoir été, par un avertissement préalable, mis en demeure de s'en défendre par une surveillance plus active, serait user, à son égard, injustement, d'une rigueur extrême, et contraire à l'intention du législateur qui n'a point voulu assujettir les aubergistes et hôteliers, sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas, à la responsabilité de tout ce que le voyageur aurait apporté chez eux. » Nous reconnaissons sans peine ce que des observations de ce genre peuvent avoir de fondé ; mais l'insuffisance des textes de loi ne saurait excuser la violence qu'on leur fait subir, et la jurisprudence outrepassait, sans aucun doute, ses attributions en portant remède, de sa propre autorité, à des situations qui relevaient de la compétence exclusive du législateur.

On peut admettre toutefois, dans une certaine mesure, et c'est là, selon toute vraisemblance, la portée qu'il convient d'attribuer à la décision précitée du Tribunal civil de la Seine, que l'attitude du voyageur peut, lorsqu'elle constitue une faute manifeste (dont les recueils de jurisprudence nous offrent de fréquents exemples) exonérer l'hôtelier mis en cause d'une part de sa responsabilité (2). Encore convient-il de ne pas s'engager trop avant dans une telle interprétation, qui, si l'on en use sans modération, peut conduire à une méconnaissance formelle des textes de loi.

---

(1) 30 décmbre 1887 (Ferré, *Le Code de l'hôtelier*). Baudry et Wahl, n° 1198. « On ne comprendrait pas que l'hôtelier fut tenu de surveiller des effets dont il ne connait même pas l'existence dans son hôtel. »

(2) Rouen, 4 février 1847 (S. 48.2.452) : il s'agissait d'un voyageur coupable d'avoir déposé des marchandises dans sa chambre avant l'arrivée du personnel. Besançon, 1er mars 1933 (G. P. 33.1.925).

Que faut-il décider dans l'hypothèse où le voyageur, de son propre mouvement et encore que la loi ne lui en fasse aucune obligation, dépose effectivement ses bagages ou la partie la plus précieuse de ses bagages entre les mains de l'aubergiste ou l'hôtelier ? Le dépôt peut-il être considéré comme changeant alors de nature, et comme dépouillé de son caractère de nécessité ? Une telle interprétation, que les termes très généraux des dispositions légales n'autorisent en aucune manière, serait, à l'heure actuelle, d'autant moins admissible qu'elle a été formellement condamnée au cours des travaux préparatoires de la loi du 18 avril 1889. « La commission estime, disait l'un des rapporteurs du projet, qu'il convient de conserver au dépôt (d'hôtellerie) le caractère de dépôt nécessaire pour le tout, pour les objets conservés par le voyageur, comme pour ceux mis entre les mains de l'hôtelier, afin de ne pas instituer entre les mêmes personnes, à l'occasion d'un même contrat, deux dépôts, l'un nécessaire, l'autre volontaire, l'un susceptible d'être établi par tous les moyens de preuve, l'autre soumis à la nécessité d'un acte écrit. » (1).

Il est toutefois équitable de reconnaître que la conception suivant laquelle le dépôt effectif perdrait son caractère premier se défend fort bien rationnellement, non pas, comme on l'a dit, que « le seul élément qui, en principe, manque au dépôt d'hôtellerie pour être un véritable dépôt » soit la tradition réelle « entre les mains de l'hôte » (2), car l'absence ou la présence d'une tradition effective ne postule ni ne condamne en rien le caractère de nécessité, mais tout

---

(1) Rapport La Bâtie. *J. O.* 16 mars 1889. Annexe n° 3614.

(2) Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*, p. 26. *Contra : Cassation*, 4 juillet 1923 (G. P. 23.2.497). « Le dépôt n'en reste pas moins assimilé au dépôt nécessaire. »

simplement parce que, dans l'hypothèse d'une remise effective, le dépôt ferait très certainement l'objet d'une reconnaissance littérale et perdrait, en conséquence, les motifs d'une qualification qui résulte, nous le savons, de ce qu'il est imposé par les circonstances, sans qu'il soit d'usage de choisir la personne du dépositaire, et, par suite, de le constater expressément.

La jurisprudence s'est déclarée favorable à cette conception dans un arrêt de principe de la Cour de Cassation rendu le 4 juillet 1923, qui proclame que, dans le cas envisagé, « le dépôt n'en reste pas moins assimilé au dépôt nécessaire. » Plus récemment, il est vrai, une décision émanant de la Cour de Bordeaux a déclaré que le dépôt fait à la caisse de l'établissement, deux jours avant le départ du voyageur, conservait sa nature ancienne, un tel dépôt devant être considéré comme « la suite du dépôt primitif. » En faut-il induire que la thèse de la Cour de Cassation se trouve implicitement condamnée ? (1)

Les auteurs qui acceptent que le dépôt exprès change de caractère maintiennent d'ailleurs très souvent, à son égard, l'application des principes de responsabilité posés par le législateur, principes qui en effet ne permettent guère de distinction, en alléguant la prétendue impossibilité morale où se trouverait le voyageur d'exiger de son hôte une reconnaissance littérale (2). Une telle interprétation nous paraît très contestable, car en fait on trouverait très peu d'exemples de dépôts effectifs qui n'aient pas fait l'objet, lorsque les circonstances l'exigeaient, de reconnaissances de cette nature.

---

(1) 18 juin 1928.
(2) Bernis, *loc. cit.*

Il est bien entendu que la distinction établie par Pothier et quelques jurisconsultes de l'Ancien Droit entre les préposés de l'hôtelier, dont les uns auraient le pouvoir d'engager la responsabilité de leur commettant en recevant, dans l'auberge, les effets du voyageur, et dont les autres n'auraient pas la capacité nécessaire à cet effet, n'est pas sanctionnée par la jurisprudence moderne. « Attendu, dit une décision récente du Tribunal civil d'Arras, que le garçon de courses, employé de l'hôtel..., en acceptant de remiser, dans un local du dit hôtel... la malle de T... a, en vertu de l'article 1384 C. Civ., engagé la responsabilité de son patron, celui-ci n'établissant pas que, dans la circonstance, X... a agi pour son compte en vertu d'une convention régulière, portée à la connaissance de la clientèle... » (1).

Sous réserve des distinctions et des controverses qui viennent d'être examinées, la responsabilité de l'hôtelier prend donc naissance, en principe, avec l'introduction des effets dans l'hôtel. Elle prend fin, de même, avec le départ du voyageur (2). Il en est toutefois autrement lorsque le transport des bagages de l'hôtel à la gare s'effectue dans un véhicule dépendant de l'établissement, aux conditions qui ont été précisées tout à l'heure.

Lorsque les bagages, ou certains d'entre eux, demeurent provisoirement entre les mains de l'hôtelier, après le départ du voyageur, et jusqu'à leur retrait définitif, il est unanimement admis en doctrine et en jurisprudence que le dépôt devient alors volontaire, avec toutes les conséquences qui

(1) **Arras** (Commerce), 1er juin 1934 (G. P. 34.2.736). *Id.* Lyon, 24 juin 1920 (D. 22.2.40). Il en est ainsi alors même que les préposés sont locataires de certaines dépendances de l'hôtel : Caen, 19 mai 1898 (P. F. 98.2.236).

(2) « Cette responsabilité dure autant de temps que les effets apportés restent dans l'auberge, parce qu'ils continuent d'y être sous la surveillance et la garantie de l'hôtelier ». Rouen, 14 août 1824 (D. R. V° Dépôt, n° 177).

résultent de cette appellation, car il s'agit dans cette hypothèse, pour reprendre la formule d'un arrêt de la Cour suprême, « d'une obligation de surveillance amiablement consentie par l'hôtelier, hors de sa qualité, extra negotium cauponis » (1). Les dispositions exceptionnelles du Code Civil ne s'y appliquent donc pas.

Les tribunaux sont nettement orientés en ce sens. « Attendu, lisons-nous dans une décision du Tribunal civil de la Seine, que, encore que le dépôt ait été accepté sans réserve, il y a lieu, d'après les circonstances dans lesquelles il a été accepté, de le ranger dans la catégorie des dépôts volontaires, et d'appliquer à l'espèce les règles qui résultent des articles 1926 et s. du Code Civil ; qu'il s'ensuit que, si le défendeur est responsable de la perte ou du vol des objets confiés à sa garde, c'est à lui que la loi réserve le droit de fixer la valeur des dits objets. » (2). Un jugement plus récent, émanant du même tribunal, a fait prévaloir une interprétation analogue, en déniant à un voyageur dont les effets étaient demeurés, après son départ, sous la surveillance provisoire de l'aubergiste, la liberté d'invoquer en sa faveur les dispositions des articles 1952 et s. du Code Civil. « Attendu qu'il s'agit, en l'espèce ... d'un dépôt volontaire accepté ... à titre gratuit. » (3).

Il en est ainsi, si l'on en croit la jurisprudence, alors même que l'absence du voyageur est simplement provisoire. « Les articles 1952 et 1953, dit une décision (4), ne peuvent être invoqués (contre les aubergistes et hôteliers) que par

---

(1) S. 10 janvier 1832 (S. 32.1.91). Seine, 3 déc. 1890 (La Loi, 7 nov. 1891).

(2) Seine, 23 novembre 1891 (G. Tr. 91.2.56).

(3) Seine, 29 avril 1924 (G. Tr. 25.2.36). Notons toutefois que la remise effective ne modifie pas les caractères du dépôt, si le nouveau dépôt peut être considéré comme la suite du dépôt primitif. Bordeaux précité.

(4) Seine, 15 novembre 1921 (G. Tr. 12 décembre 1921).

celui qui loge chez eux pendant le laps de temps au cours duquel est survenu l'événement engageant cette responsabilité... Si, au contraire, le voyageur était temporairement absent de l'hôtel, au moment où les objets ont été soustraits ou détériorés, l'hôtelier ne peut être considéré que comme un dépositaire volontaire ; cette qualité lui impose l'obligation de garder et de restituer en nature la chose même qu'il a reçue (art. 1915, Code civil) ». Cette solution est assez contestable. Comme le dit Merlin, « il en est du dépôt nécessaire comme de tout contrat : il ne peut cesser que par les moyens légaux. » (1) Or, dans l'espèce, la volonté du voyageur de mettre fin au dépôt primitif nous paraît présumée un peu à la légère, et d'autre part le critérium de l'absence temporaire est encore à déterminer.

Que faut-il décider dans l'hypothèse voisine où les effets du voyageur ont été oubliés par celui-ci au moment de son départ, sans qu'une convention de garde soit par conséquent intervenue ? Ici encore la volonté du voyageur de mettre un terme aux obligations primitives de l'hôte nous paraît faire défaut, et la conception qui maintient au dépôt son caractère primitif, si rigoureuse soit-elle, est certainement la seule juridique. Il s'agit d'ailleurs, on le conçoit sans peine, d'une rigueur purement théorique, et il dépend entièrement de la volonté de l'aubergiste de mettre fin à cette responsabilité exceptionnelle.

Section III. — Conditions d'existence de la responsabilité.

A. — *A quels effets s'appliquent les dispositions des articles* 1952 *et suivants ?*

Les lois du 18 avril 1889 et du 8 avril 1911 ont limité à

(1) Merlin. Dépôt nécessaire.

1.000 francs la responsabilité de l'hôtelier pour certaines catégories d'objets précieux. Nous réservons l'étude de cette limitation, ce paragraphe étant consacré à l'examen des obligations de l'aubergiste, non dans leur quotité, mais dans leur nature (1).

Le terme « effets », qui figure dans le texte de principe, peut sembler, au premier abord, n'avoir qu'une portée d'autant plus restreinte, que le législateur l'a fait suivre du mot « apportés », ce qui exclut, semble-t-il, de l'application des règles légales, les objets encombrants et volumineux, qui accompagnent ou transportent le voyageur. En fait, les jurisconsultes de l'Ancien Droit et la jurisprudence des Parlements qui ne disposaient pas, sur ce point, d'un texte moins restrictif que le nôtre, en ont fait, à l'imitation du Droit Romain, l'interprétation la plus large et la plus générale. C'est la même conception qui prévaut à l'heure actuelle, dans toutes les décisions de justice et la quasi-unanimité de la doctrine, en sorte que l'objet de cette étude réside moins dans la détermination du domaine de la loi, que dans celle des règles particulières relatives à certaines des catégories d'effets soumises à son application.

C'est ainsi que la règle légale s'applique non seulement aux effets personnels du voyageur, mais encore aux marchandises apportées par lui pour les nécessités de son commerce, « la loi, dit un arrêt, ne (faisant) aucune distinction entre (les effets) que le voyageur peut facilement remettre dans l'auberge, et ceux qui consistent en marchandises lourdes et considérables » (2).

De même la jurisprudence n'a jamais songé, en dépit des

---

(1) V. *supra* II, 2, 1.
(2) Paris, 14 mai 1839 (D. Rép. V° Dépôt 174, 1°).

précédents historiques, à soustraire à l'application des textes légaux les espèces monnayées et les objets précieux (1), même avant de recevoir sur ce point la consécration des lois précitées de 1889 et de 1911. Elle s'est seulement efforcée, avant l'intervention du législateur et dans des tentatives d'ailleurs isolées, de limiter cette responsabilité exceptionnellement lourde, en instaurant une distinction du bagage nécessaire et du bagage non nécessaire, ou en faisant intervenir en cette matière les dispositions de l'article 1150 du Code civil qui limite, on le sait, le montant de l'indemnité contractuelle à la réparation des dommages prévus ou prévisibles. Nous reviendrons sur ces constructions jurisprudentielles qui n'ont plus, au demeurant, qu'un intérêt rétrospectif, ayant perdu, avec la législation complétive du Code civil, toute leur vitalité et le plus clair de leur utilité pratique (2).

Les seules difficultés réelles que présente la détermination du domaine des prescriptions légales, envisagées sous l'aspect particulier qui fait l'objet de cette étude, se réfèrent à l'application des articles 1952 et s. du Code civil aux chevaux et aux voitures introduits dans les écuries dépendant des auberges ou des hôtels. Si la jurisprudence s'est prononcée sur ce point, avec la majorité de la doctrine, en faveur de l'affirmative (3), ce ne fut pas malgré tout

---

(1) Paris, 7 mai 1894 (D. Rép. V. Dépôt 174, 1°). Dalloz Code annoté 1952 : « Par effets on doit entendre les objets que le voyageur porte sur lui ou amène avec lui tels que vêtements, bijoux, marchandises, etc., servant soit à sa personne, soit à son commerce. »

(2) V. *supra* II, 2, 1, A.

(3) Besançon, 21 mai 1852 (D. 52.2.166) ; Bourges, 17 février 1872 (D. 73.2.39). Chambéry, 5 juin 1906 (Rec. G. P. 1907, 2e sem., 2.52). V. sur cette question : Poughéol, *Responsabilité des hôteliers et aubergistes ou logeurs*, p. 645. Ferré, *Le Code de l'hôtelier*, p. 140. Michalon, *Responsabilité des hôteliers*, p. 246 et s. Mazeaud, n° 1105, note 1.

sans l'opposition de certains auteurs (1), partisans de l'interprétation littérale des textes de loi, et pour qui la rédaction de l'article 1952 excluait nettement du champ d'application de ce texte les objets qui, loin d'être apportés par le voyageur, servent au contraire à son transport. Les tribunaux ont, à juste titre, refusé de sanctionner, pour un motif aussi discutable, une conception exagérément étroite, et d'ailleurs contraire à la tradition historique, tradition à laquelle les rédacteurs du Code civil n'ont jamais, au cours des travaux préparatoires, exprimé l'intention de déroger.

Ce qui rend ce problème des plus complexes, c'est une confusion fréquente des dispositions concernant le dépôt d'hôtellerie et de l'article 1385 du Code civil, visant les dommages causés par les animaux, et mettant à la charge du propriétaire ou de l'usager la réparation de ces dommages. Très souvent, en effet, les accidents survenus à l'animal d'un voyageur le sont par le fait d'autres animaux hébergés dans le même établissement et appartenant à d'autres voyageurs. On s'est demandé si l'hôtelier pouvait être considéré comme ayant, au sens de l'article 1385, l'usage, et par là la responsabilité des animaux confiés à ses soins. La jurisprudence s'est prononcée, d'une manière générale, depuis un arrêt de principe du 13 avril 1897 et par une suite nombreuse de décisions, en faveur de la négative. Elle proclame que l'article 1385 est inapplicable à l'individu qui exerce simplement, vis-à-vis de l'animal, une obligation de surveillance (2).

---

(1) Baudry et Wahl, n° 1245 et 1191. *Contra :* Guillouard, n° 135.

(2) Paris, 13 avril 1897 (S. 97.2.32) ; Paris, 10 mars 1892 (S. 92.2.255) ; Orléans, 10 décembre 1896 (S. 97.2.52) ; Angoulême, 8 août 1902 (G. Trib., 29 août 1902) ; Chambéry, précité ; Limoges, 8 juin 1906 (R. G. Tr. 07.2e sem. 4.18) ; Douai, 31 mars 1903 (S. 1905.2.166) ; Laval, 3 novembre 1930 (G. P. 31.1.166) ; Dunkerque, 16 juillet 1930 (G. P. 30.2.928).

Etant donnée cette jurisprudence, et les tribunaux considérant l'animal blessé dans une auberge comme faisant l'objet d'un dépôt, au sens de l'article 1952 du Code civil, le propriétaire de cet animal peut mettre en œuvre la responsabilité de l'aubergiste en vertu des prescriptions de cet article, mais non en vertu de l'article 1385, inapplicable au simple gardien de l'animal auteur du dommage. Peut-il, s'il le préfère, se retourner contre le propriétaire de cet animal, locataire de la même auberge, et également responsable, aux termes de l'article 1385, des dommages causés par celui-ci ? S'il en était ainsi, le voyageur lésé aurait à sa disposition deux recours, l'un contre l'aubergiste dépositaire sur le fondement de la responsabilité contractuelle, l'autre contre le voyageur propriétaire, sur celui de la responsabilité délictuelle (1). Il est impossible de ne pas consacrer une telle solution, dont l'inconvénient est de donner lieu à des situations parfois inextricables. L'hôtelier mis en cause le premier peut certainement se retourner contre le propriétaire responsable en même temps mais non au même titre que lui, à condition de faire la preuve d'une faute effective, conformément au droit commun de la responsabilité légale ; et le recours inverse, du propriétaire contre l'hôtelier, est également admissible, mais il s'appuiera, au contraire, sur le manquement commis par ce dernier à son obligation de surveillance, obligation dont l'observation scrupuleuse eût dû empêcher l'animal qui en était l'objet de causer un préjudice générateur de responsabilité.

Avec les décisions, à vrai dire très isolées, qui font de

---

(1) La propriété et l'usage ne pouvant être réunies en des mains différentes.

l'hôtelier un usager, dans les termes de l'article 1385 du Code civil (1), le propriétaire de l'animal accidenté aura à sa disposition un double recours, délictuel et contractuel, contre l'aubergiste en faute, mais aucune action ne sera recevable contre le propriétaire de l'animal auteur du dommage, aucun recours n'étant recevable simultanément contre le propriétaire et l'usager, selon la jurisprudence, lorsque ces deux qualités ne sont pas réunies dans les mêmes mains.

Que décider dans l'hypothèse particulière où « l'aubergiste cumule avec sa qualité d'aubergiste celle de maître d'écurie, quand, suivant la vieille formule, « il loge à pied et à cheval » ? Cette question a fait l'objet d'une étude détaillée de M. Huguenet, dans une note de jurisprudence commentant une décision récente de la Cour de Poitiers (2). Les difficultés d'application résultent, dit M. Huguenet, de cette circonstance particulière que, si quelques-unes des lois modernes », la loi suisse en particulier, ont suivi la voie que le droit romain leur avait tracée,... et continuent à soumettre à un régime exceptionnel à la fois les aubergistes et les maîtres d'écurie (art. 490 du Code fédéral suisse)... d'autres, plus nombreuses, ne visent plus que les aubergistes... On en a conclu très généralement, aussi bien en France ou en Belgique... qu'en Angleterre ou en Italie, que les maîtres d'écurie, lorsqu'ils n'ont pas, en même temps, la qualité d'aubergiste, échappent à cette responsabilité exorbitante...

---

(1) Cassation, 3 décembre 1872 (S. 72.1.402) ; 1er janvier 1892 (S. 92.2.200) ; Montpellier, 2 février 1899 (S. 99.2.100). Pour le recours de l'hôtelier mis en cause, v. Cass., 13 décembre 1893 (S. 94.1.176) ; Dijon, 13 novembre 1893 (S. 94.2.110) ; Montpellier, 2 février 1899 (précité).

(2) 14 novembre 1925 (G. P. 25.1.502. Sirey 25.2.25 avec la note de M. Huguenet).

« Mais que décider quand l'aubergiste cumule, avec sa fonction d'aubergiste, celle de maître d'écurie ?... Dans l'hypothèse où la bête mise à l'écurie de l'hôtel a pour patron un voyageur qui loge lui-même à l'hôtel, on n'hésite guère à étendre à l'animal la protection qui s'applique à toutes les choses apportées par le voyageur à l'hôtelier (1). Mais cette hypothèse, autrefois fréquente, s'est aujourd'hui bien raréfiée... Et les chevaux qui, à certains jours, emplissent encore, dans les bourgs, les écuries des auberges, ne sont plus que ceux des paysans des environs accourus pour quelques heures à une fête ou à une foire... Ces chevaux sont-ils, sous le rapport de la responsabilité, traités comme ceux des voyageurs proprement dits, des clients qui logent à l'hôtel ?... La jurisprudence l'avait longtemps laissé croire (2)... Des scrupules pourtant lui sont venus qui, dans ces dernières années, l'ont conduite à écarter à maintes reprises, dans cette hypothèse, la règle spéciale des articles 1952 et suivants. Mais ce système de responsabilité mis de côté, avec quoi le remplacer ?

« Faudra-t-il s'en tenir... au principe général posé dans l'article 1382 du Code civil ? Ce serait imposer au client la preuve d'une faute précise de l'aubergiste...

« Faudra-t-il... recourir à la responsabilité du fait des animaux, à la présomption de faute de l'article 1385 ? Cela supposerait résolues toute une série de questions dont quelques-unes sont très délicates.

« La Cour de Poitiers s'en tire tout autrement en faisant appel à la théorie de la faute contractuelle. Cette doctrine nous paraît sage. En restreignant la responsabilité

---

(1) V. arrêts précités, p. 119, n. 3.
(2) Lyon, 23 décembre 1865 (D. 66.3.40).

spéciale des articles 1952 et s. du Code civil, à l'hypothèse du voyageur qui loge à l'hôtel, la Cour de Poitiers respecte la lettre (du texte)... Elle consacre une distinction qui se comprend et se justifie. Il serait excessif d'étendre le bénéfice de ces dispositions à l'homme du pays qui vient, un jour de marché, attacher, souvent lui-même, son cheval à côté d'autres chevaux, avec lesquels il est souvent plus familiarisé que l'aubergiste... » (1).

B. — *Quelles sont les personnes dont l'activité engage la responsabilité de l'hôtelier ?* (2).

« Les hôteliers sont responsables du vol ou dommage des effets du voyageur, dit l'art. 1953, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtelier, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie ».

Cette disposition est à peu près la seule, dans l'ensemble de notre législation civile, qui fasse état, officiellement, d'une responsabilité contractuelle du fait d'autrui. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait été souvent citée et com-

---

(1) La responsabilité s'applique-t-elle aux seuls effets « apportés » par le voyageur ? *Quid* de ceux qu'il introduit dans l'hôtel durant son séjour, et qu'i achète, notamment dans les magasins de la localité ? Il semble que la solution extensive soit la seule rationnelle. Cf. Ferré, *op. cit.*, p. 103 : « Comment ferait-on la différence entre les effets apportés à l'arrivée et ceux apportés après ? Il aurait fallu un inventaire exact, mais impossible au moment de l'installation du voyageur ; ce serait une source de difficultés inextricables. »

(2) V. sur cette question : Becqué, *Revue trimesrtielle de Dr. Civ.*, 1914, p. 251 et s. — Meigné, *Responsabilité et contrat*, thèse Lille, 1924, p. 50 et s. — Ripert, *Les limites de la responsabilité contractuelle, Cours de Dr. Civ. approfondi.* — Demogue, *Traité des obligations*, t. V, 6. — Renaud, *De la Responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle*, thèse Paris, 1923. — Soarec, *La Responsabilité contractuelle du fait d'autrui*, thèse Paris, 1932. — Mazeaud, *Traité de la responsabilité*, 1934, p. 128. — Planiol et Ripert, *Traité pratique de Dr. civ. français*, t. VII, n°* 945-6. — Lalou, *Responsabilité civile*, 523-4. — Ripert, *Règle morale*, p. 244.

mentée. On peut se demander si elle constitue l'application d'un principe général, que le législateur n'a pas formulé, ou si elle se réfère à une prescription légale exorbitante du droit commun.

Le silence du Code civil a incité les premiers commentateurs, surtout dans les années qui ont immédiatement suivi sa promulgation, à faire application, dans le domaine du contrat, du texte général de l'article 1384 al. 2, qui précise les règles de la responsabilité civile (dans les deux sens du terme) encourue par les maîtres et commettants du fait de l'activité dommageable de leurs domestiques et préposés (1). L'article 1953 du Code civil apparaissait alors, aux yeux de la doctrine, comme une application des principes consacrés par cet article, principes non explicitement formulés en matière conventionnelle, mais doués, semblait-il, d'une portée très générale. Il est d'ailleurs assez curieux de noter que les règles du droit romain sur le « receptam nautarum, cauponum, stabulariorum », ancêtre du dépôt actuel, « furent sans doute à l'origine de la responsabilité délictuelle édictée par l'article 1384 al. 3, à l'encontre des maîtres et commettants » (2).

En réalité, « la responsabilité du fait d'autrui existe en matière contractuelle comme en matière délictuelle — mais on ne l'envisage trop souvent que sous son aspect délictuel, et sur le terrain de l'article 1384, alors qu'elle obéit à des règles propres... et doit s'inspirer avant tout de principes

---

(1) En ce sens, Baudry et Wahl, n° 1206 : « L'art. 1384 est une disposition très générale qui ne s'applique pas seulement à la responsabilité délictuelle. C'est à un défaut de surveillance que tous les auteurs rattachent l'art. 1384. Or le même fait devait conduire la loi à rendre l'hôtelier responsable du dommage causé au voyageur par un tiers. » *Contra :* Guillouard, n° 143. — Mazeaud, 965-6.

(2) Mazeaud, n 980.

généraux de la responsabilité contractuelle » (1). Il n'y a, notamment, aucune raison de limiter les sources de la responsabilité conventionnelle du fait d'autrui à l'activité dommageable des domestiques et préposés, au sens restreint de l'article 1384 ; et il existe, d'autre part, entre les deux grands ordres de responsabilité, un certain nombre de différences techniques qui font apparaître nettement l'impossibilité d'étendre à l'un une construction édifiée à propos de l'autre. « On suivra, selon les cas, quant à la prescription, à la compétence (notamment pour l'article 420 C. Com.), pour la réparation des dommages (prévisibles ou imprévisibles), pour le dommage moral, les règles de l'une ou de l'autre. On notera surtout que l'article 1384 exige la démonstration de la faute du préposé pour la mise en jeu de la responsabilité du commettant, considération qui ne se retrouve pas en matière contractuelle » (2).

C'est, semble-t-il, un article de M. Becqué (3), publié dans la « Revue trimestrielle », qui a envisagé pour la première fois l'existence distincte et le fonctionnement original de la responsabilité volontaire du fait d'autrui, et souligné l'erreur des commentateurs qui « estiment plus expédient de suppléer au silence de la loi en faisant intervenir le seul texte où elle organise une responsabilité » de cette nature (4).

Mais si l'on se refuse à voir dans l'article 1384 l'énoncé des principes applicables à la responsabilité conventionnelle du fait d'autrui, où convient-il de rechercher le fondement d'une telle responsabilité ? Ce serait, si l'on en croit

---

(1) Planiol et Ripert : *Traité Dr. civ. français*, t. VII, n°* 845-6.
(2) Durand, *Conventions d'irresponsabilité*, p. 128, note 3.
(3) Article précité. En ce sens, Soarec, *op. cit.*
(4) Meigné, *Responsabilité et contrat*, p. 50.

M. Becqué, dans l'application pure et simple des règles générales de la responsabilité contractuelle, et dans la théorie du cas fortuit et de la force majeure.

« Si, dit cet auteur, notre Code civil ne connait pas de formule générale, comme l'article 278 du Code civil allemand et l'article 101 du Code fédéral suisse des obligations, la responsabilité pour le fait des auxiliaires constitue, dans notre droit, une conséquence directe de la théorie du cas fortuit et de la force majeure. Tout débiteur qui prétend être libéré doit prouver que l'inexécution de son obligation a été causée par cas fortuit ou force majeure (art. 1148-1206 du C. Civ. Italien). Cette preuve, le débiteur qui est empêché d'exécuter par le fait de ses auxiliaires ne pourra pas la faire, parce qu'aux yeux de la loi française le fait des auxiliaires ne constitue pas un cas fortuit ou une force majeure ».

L'événement libératoire requiert, en effet, deux éléments : « absence de faute et exterriorité ». Or le deuxième fait défaut, en l'espèce, car « ... le fait de se servir d'auxiliaires étant un fait propre au débiteur, celui-ci doit en accepter toutes les conséquences éventuelles : il a confié à des tiers l'exécution de sa prestation, et dès lors, si, par le fait de ces tiers, l'obligation reste inexécutée, il n'y a pas cas fortuit, au sens technique de notre droit, parce que l'inexécution n'a pas une cause étrangère au débiteur ; sans l'appel des auxiliaires l'inexécution ne se serait pas produite, et c'est le fait initial, personnel au débiteur qui est la cause occasionnelle de l'inexécution, et celle-ci, si elle n'est pas imputable au débiteur, ne constitue pas, vis-à-vis de lui, un événement d'origine externe... Il lui manque un des éléments du cas fortuit. »

Un certain nombre d'auteurs, tout en reconnaissant, ce

qui est en effet difficilement contestable, que la responsabilité de l'hôtelier du fait de ses domestiques et préposés (nous réservons, pour l'instant, celle qui peut naître des agissements des étrangers) doit s'inspirer, dans sa réglementation, de principes propres à la responsabilité contractuelle, ont nié, cependant, qu'il fût possible de faire intervenir en ces matières la notion du cas fortuit ou de force majeure, sans se heurter à de graves insuffisances. Il est en effet fort difficile, en se plaçant à ce point de vue, « d'expliquer comment l'impossibilité que (l'auxiliaire) rencontre d'exécuter l'obligation peut libérer le débiteur qui l'emploie. Et pourtant celui-ci est exonéré si les conditions du cas fortuit et de la force majeure sont réunies dans la personne de l'aide... » (1). Il conviendrait donc de se placer sur un terrain légèrement différent. En réalité, « si l'intervention de l'aide ne présente pas le caractère de force majeure, c'est que, dès l'origine, les contractants ont convenu de lui retirer la qualité de tiers, pour en faire un participant à l'exécution du contrat. Ce n'est pas par suite du fait du débiteur que le préposé cesse, en ce cas, d'être un tiers, mais aussi du fait du créancier. Dès lors, et parce que le créancier a autorisé expressément ou implicitement l'utilisation de l'aide, c'est moins avec son débiteur individuellement considéré qu'il passe la convention, ce n'est pas son activité propre qui est envisagée, mais celle de son entreprise et son rôle économique... C'est pourquoi, en matière contractuelle, il semble inutile de soumettre l'activité de l'aide et celle du débiteur à un régime différent. Aucune notion étrangère ne doit obscurcir ce point de vue : ni le mauvais choix, ni la faute de surveil-

---

(1) Durand, *op. cit.*, p. 128.

lance. Ces considérations ne peuvent être retenues qu'en matière délictuelle, où le fait est reproché principalement aux préposés, et où le commettant tente de s'affranchir d'une responsabilité indirecte. Elles n'ont aucune valeur en matière contractuelle, où l'action en responsabilité est directement dirigée contre le débiteur, en raison de l'inexécution de l'obligation et de l'application de l'article 1147 » (1).

En poussant les choses à l'extrême, on en vient même à se demander s'il ne serait pas plus rationnel de « nier toute responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle. Pour l'article 1384, al. 3, cette expression est juste, parce que le commettant est tenu de l'activité indépendante de son préposé. En matière contractuelle, seule importe l'inexécution de l'obligation du débiteur ; même au cas d'impossibilité d'exécution due à un aide, la responsabilité incombe au débiteur » (2). L'interprétation de M. Becqué conduit aux mêmes conclusions.

C'est à un point de vue analogue que se réfèrent les auteurs qui, avec M. Hugueney ou M. Cassin, font intervenir, en cette matière, la notion de « représentation » de la personne du maître par l'auxiliaire (3).

Quel jugement convient-il de porter sur une telle expli-

---

(1) Durand, *loc. cit.*

(2) Durand, p. 128, n. 9.

(3) Hugueney, note S. 1913.1.105. — Cassin : *Les conséquences de l'inexécution des contrats. Dr. Civ. approfondi.* — V. également Lalou, 523-4. — Aubry et Rau, t. VI, § 447, note Bartin. — Planiol et Ripert, t. VIII, n° 845 : « Du seul fait que le débiteur a recours à des auxiliaires pour l'aider, ou, à plus forte raison, pour le remplacer, il est responsable de leur activité, comme il le serait si elle avait été la sienne. Il a, en effet, promis au créancier un résultat, sans préciser par quel moyen il le réaliserait. Par là il s'est engagé nécessairement à utiliser les moyens appropriés et a répondu de leur efficacité ; la défaillance des personnes, pas plus que celle des choses qu'il emploie, ne peut le justifier de n'avoir pas obtenu le résultat promis. » — Mazeaud, 992 et s. : « Il faut nécessairement admettre que le fait du préposé se confond avec le fait du débiteur, confusion qui ne peut résulter que de la notion de représentation. »

cation ? Envisagée en elle-même, abstraction faite de toute application concrète, elle est évidemment fort séduisante. Elle devient beaucoup plus fragile lorsqu'on l'applique à l'hypothèse particulière qui nous occupe. Comment, en effet, invoquer cette indentification de l'activité du maître à cette du substitut, ou, avec d'autres auteurs, cette représentation du maître par le substitut, si ce dernier, non seulement ne respecte ni n'exécute la volonté et les ordres du maître, mais contrevient à ces ordres et contrarie cette volonté ? Si l'auxiliaire désigné par le débiteur pour le suppléer dans l'exécution d'une prestation contractuelle commet une faute dans cette exécution, ou, plus précisément, puisque nous sommes dans le domaine du contrat, s'il n'accomplit pas, ou s'il n'accomplit qu'imparfaitement la prestation dont il était chargé au lieu et place du débiteur, sans que l'origine de cette inexécution totale ou partielle puisse être recherchée dans une cause étrangère libératoire, au sens de l'article 1147, nous concevons fort bien que son activité soit inséparable de celle du débiteur, et que cette activité n'ait même pas à être envisagée, puisqu'elle se confond « avec celle de l'entreprise elle-même et sa fonction économique ». Nous admettons de même que la réunion dans la personne de l'auxiliaire des conditions du cas fortuit et de la force majeure ait pour résultat, dans ce cas particulier, de libérer le débiteur qui l'emploie. A ce point de vue, la précision apportée par les partisans du système envisagé était utile, et il faut bien reconnaître que la théorie de M. Becqué recèle, à cet égard, des lacunes qu'il était nécessaire de combler.

Mais si, et c'est à une telle hypothèse que se réfère la disposition de l'article 1953, le substitut, par un acte complètement étranger à ses attributions, agissant comme pour-

rait le faire un individu quelconque, que nul lien de préposition ne lierait au débiteur principal, intervient dans le contrat passé par ce débiteur, pour mettre obstacle, volontairement ou non, à son exécution, nous nous demandons s'il est bien légitime, en pareille occurrence, de parler de représentation ou d'activités inséparables. La représentation suppose l'identification absolue de la volonté du maître à celle de son mandataire ; il est impossible de recourir à une telle notion, lorsque le mandataire, loin d'exécuter les ordres de celui qui recourt à son activité, sort des limites de sa fonction pour mettre obstacle à l'accomplissement de sa volonté.

En d'autres termes, le système que nous envisageons n'est assurément ni inexact, ni imparfait : il faut bien admettre qu'il est beaucoup trop général et que des distinctions sont nécessaires dans les activités diverses du préposé. Si, pour en revenir à l'objet particulier de cette étude, l'auxiliaire désigné par l'hôtelier pour le suppléer dans l'exécution de l'une des prestations mises à sa charge par les conventions qu'il conclut, si cet auxiliaire, disons-nous, exécute cette prestation dans des conditions qui postulent ou excluent une responsabilité contractuelle, il est très vrai de dire que son activité s'identifiant à celle de son maître, celui-ci se trouvera, à son tour, obligé ou exonéré, sans que l'on ait à rechercher si les conditions de cette obligation ou de cette exonération sont réunies dans sa personne. Mais si, et c'est l'objet de l'article 1953, le préposé, loin d'agir conformément à ses attributions, intervient dans l'exécution d'un contrat qui ne le regardait en rien, et met obstacle à cette exécution, tout appel aux précédentes notions devient logiquement impossible, le rapport de préposition s'estompe, et c'est dans la personne du débiteur principal, conformé-

ment aux principes généraux, qu'il convient de rechercher si les circonstances de l'inexécution excluent ou impliquent une responsabilité contractuelle.

Que le domestique de l'hôtel tenu, pour prendre un exemple précis, d'exercer, aux lieu et place de son maître, la surveillance des effets qui font l'objet du dépôt nécessaire de l'article 1952, remplisse imparfaitement sa mission et laisse se commetttre, au préjudice de ces effets, un détournement ou un dommage, les conditions d'existence de la responsabilité mise en œuvre devront être recherchées dans sa personne ; mais que ce domestique, quelles que soient ses attributions propres, commette lui-même cette soustraction ou ce dommage, il n'est pas nécessaire de réfléchir longuement pour concevoir que de toutes autres règles doivent présider à la détermination des circonstances de l'événement dommageable et de l'étendue des responsabilités encourues.

A ce point de vue, et à ce point de vue seulement (le seul d'ailleurs qui nous concerne), il est, on le voit, fort difficile de ne pas recourir à l'interprétation de M. Becqué. La disposition de l'article 1953 du Code Civil n'est qu'une application de la théorie générale du cas fortuit et de la force majeure, qu'elle se réfère à l'activité des étrangers allant et venant dans l'hôtel, ou à celle des domestiques et préposés de l'hôtelier. Dans l'un et l'autre cas il ne saurait être question de responsabilité du fait d'autrui, mais de responsabilité personnelle du débiteur principal, puisque l'activité des auxiliaires elle-même n'est prise en considération par les dispositions légales que dans la mesure où elle est essentiellement distincte de leurs attributions (1).

(1 Mazeaud, n° 995.

En revanche, nous ne croyons pas devoir suivre cet auteur jusqu'au bout de son raisonnement. A l'en croire, l'activité du préposé ne pourrait jamais constituer, au regard du débiteur principal, un événement libératoire, parce qu'à cette activité fait défaut, pour reprendre ses propres termes, l'une des « conditions essentielles du cas fortuit et de la force majeure, à savoir « l'exterriorité ». Or c'est précisément une question fort controversée que celle qui consiste à déterminer si un événement, pour être libératoire, doit nécessairement revêtir un tel caractère, et si les partisans de la responsabilité objective, à laquelle se rattache M. Becqué, l'ont résolue par l'affirmative, et ont cru trouver, à ce sujet, précisément dans les dispositions qui nous occupent, un appui qu'ils ont considéré comme décisif, il faut bien convenir que l'immense majorité des auteurs et l'unanimité des décisions de justice, moins préoccupés de constructions *à priori*, mais plus respectueux des textes, ont fait prévaloir une conception inverse (1). Il nous semble, quant à nous, que l'article 1954 du Code civil, exonérant l'hôtelier de sa responsabilité exceptionnelle lorsque le vol des effets du voyageur est commis « avec force armée ou autre force majeure », a visé aussi bien la responsabilité issue de l'activité dommageable des auxiliaires, que celle qui peut être mise en œuvre par les agissements des étrangers. Et nous croyons pouvoir affirmer, sans sortir du cadre de cette étude, que cette observation a une portée très générale, et que l'activité de l'aide peut toujours, lorsqu'elle excède les limites de ses attributions et revêt les caractères requis par la loi, exonérer le commettant de sa responsabilité contractuelle.

---

(1) V. *supra*, Section III, D.

Si l'on se refusait, malgré tout, à concevoir la possibilité d'une semblable exonération, et si l'on persistait à considérer les agissements de l'aide comme grevant, en toutes circonstances, le débiteur principal, d'une présomption irréfragable de responsabilité, on pourrait chercher l'explication de ce fait ailleurs que dans l'absence d'une prétendue condition d'exteriorité. L'origine d'un préjudice contractuel peut être extérieure au débiteur, et dépourvue cependant de toute valeur libératoire, dès l'instant que ce préjudice n'était ni imprévisible ni insurmontable. C'est par ce défaut d'imprévisibilité ou d'insurmontabilité du dommage que s'explique, si elle existe, l'impuissance du débiteur, obligé par l'activité de ses auxiliaires, à se libérer des conséquences de sa responsabilité.

L'une des décisions de justice intervenues dans ce domaine, émanant de la Cour de Saïgon et rendue le 13 mars 1893 (1), a proclamé que « les dispositions limitatives de la responsabilité énoncées dans l'article 1384 (il s'agit de l'allusion faite par ce texte à « l'exercice des fonctions » de préposé), dispositions qui s'appliquent aux commettants et préposés en général, ne se retrouvaient pas dans les articles 1952 et 1953, qui admettent la responsabilité de l'hôtelier de la matière la plus étendue... » Dans la note où il commente cet arrêt, M. Wahl s'est efforcé d'expliquer rationnellement cette différence. « Si l'aubergiste et le voiturier, a-t-il dit, sont responsables du fait de leurs préposés agissant en dehors de leurs fonctions, vis-à-vis du voyageur, alors que le maître et le commettant ne sont pas, en principe, responsables de ce fait (2), c'est que le dommage causé

---

(1) S. 95.1.417. Cf. Baudry et Wahl, n° 1207. — V. Cass. 5 février 1894 (S. 95.1.417) ; Aix, 11 mai 1907 (S. 08.2.191) ; Cass: 30 mars 1909 (S. 10.1.83) ; Bordeaux, 20 mai 1892 (S. 93.2.51).

(2) V. cependant Cassation, 18 décembre 1933 (S. 1934.1.107).

par un préposé en dehors de ses fonctions ne doit être imputé que dans le premier cas à une faute du maître. Le maître qui choisit un domestique n'a à s'inquiéter que de ses qualités en quelque sorte professionnelles, de son aptitude à bien remplir les fonctions qui lui sont confiées. Il n'a pas à s'inquiéter des habitudes, des passions du préposé, lesquelles pourront induire ce dernier à commettre des actes illicites. Toute autre est la situation de l'aubergiste ou du voiturier vis-à-vis des voyageurs. Le préposé doit être choisi de telle manière qu'il offre à ces derniers une sécurité absolue, puisque son rôle consiste à leur donner des soins ; d'un autre côté, autant il est difficile au maître de surveiller ses domestiques en dehors de l'immeuble qui lui appartient, autant il lui est facile d'assurer cette surveillance à l'intérieur de cet immeuble. On peut également dire... que le préposé qui cause un dommage au voyageur agit toujours dans l'exercice de ses fonctions puisque ces fonctions consistent à fournir au voyageur les soins qui lui sont nécessaires... ».

Ces explications ne nous semblent guère concluantes, et nous nous résignons malaisément à admettre que le préposé de l'aubergiste ou du voiturier qui, parfois dans ses heures de loisir, dérobe ou détériore les effets confiés à la garde de son maître, soit réellement dans l'exercice de ses fonctions. Il est beaucoup plus rationnel de considérer, avec M. Wahl lui-même, qu' « en dehors de leurs fonctions le domestique cesse d'être domestique, le préposé cesse d'être préposé » et qu'ils deviennent « étrangers à leur maître ».

Il vaut mieux renoncer, une fois pour toutes, à ces notions de défaut de surveillance, de mauvais choix, ou d'exercice de la fonction, qui peuvent avoir leur intérêt en matière délictuelle, mais qui, dans le domaine conventionnel, où tout

le problème réside dans l'inexécution de l'obligation, ne peuvent qu'obscurcir le débat.

Nos explications antérieures nous dispensent d'insister sur l'opinion des auteurs qui, tout en admettant que la responsabilité de l'aubergiste du fait de ses domestiques et préposés soit conforme aux principes généraux de la responsabilité contractuelle, se refusent à concevoir qu'il en soit de même de celle qu'il assume du fait des « étrangers allant et venant dans l'hôtel » (1). Il y aurait, à les en croire, dans cette branche particulière de la responsabilité, la consécration d'une règle légale nettement exorbitante du droit commun. Dans ce cas, avance-t-on « le même raisonnement n'est plus recevable. La loi a voulu astreindre les hôteliers à une surveillance exceptionnelle et elle introduit une présomption d'inexécution de cette obligation de surveillance » (2). Il est très exact que la responsabilité de l'hôtelier n'est pas celle du droit commun. Mais si elle y déroge, ce n'est pas parce qu'elle s'étend aux agissements des étrangers, car tout contractant, quelqu'il soit, est responsable de l'inexécution de son obligation, même imputable à l'action d'un tiers dégagé vis-à-vis de lui de tout lien de préposition, dès lors que cette action n'était ni imprévisible ni insurmontable, et ne constituait pas un des événements de force majeure expressément visés à l'article 1954.

Il n'est pas sans intérêt de noter, à ce sujet, que la jurisprudence, après avoir interprété limitativement l'expression d' « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », lui reconnaît, à l'heure actuelle, une portée très étendue, con-

---

(1) Baudry et Wahl, 1207. *Contra :* Guillouard, 130. Planiol, 1820.
(2) Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*. Bordeaux, 1930, p. 45.

trairement à la tradition historique, mais selon toute vraisemblance, conformément à l'intention des rédacteurs du Code civil. « L'article 1953, proclamait une décision du 13 août 1813, en rendant les hôteliers responsables des vols commis dans leur hôtellerie, désigne spécialement ceux commis par leurs domestiques ou préposés ou par des étrangers affidés ou fréquentant l'hôtellerie, quoique non domiciliés ou attachés à un service fixe et régulier, de la fidélité desquels l'hôtelier doit s'assurer à l'instar de celle de ses propres domestiques, mais non des étrangers et voyageurs inconnus qui peuvent s'introduire dans l'auberge quand il n'y a pas faute ou négligence de l'hôtelier » (1). Cette conception, qui se rapproche de celle de Pothier, est depuis longtemps abandonnée, et une suite nombreuse de décisions ont sanctionné la responsabilité dans des hypothèses où l'auteur du dommage s'était introduit spontanément dans l'établissement, avec l'intention exclusive de se livrer à des agissements frauduleux (2). La même règle s'applique, remarquons-le, aux domestiques du voyageur, mais l'hôtelier jouit, en pareil cas, d'un droit de recours contre le maître du coupable, sur le fondement de l'article 1384, al. 3, ce qui peut donner lieu à un circuit d'actions d'autant plus vraisemblable que la victime du dommage mettra en œuvre, le plus souvent, la responsabilité contractuelle et indirecte de l'aubergiste, dont le fonctionnement est plus simple que celui de la responsabilité civile du fait d'autrui (3).

---

(1) Dalloz, *Rép. de législ.*, 1843, t. XV, p. 492.

(2) Baudry, 1305. — Laurent, t. XXVII, n° 141. — Guillouard, n° 143. — Aubry et Rau, § 406 et note 7.

(3) Les agissements du domestique du voyageur n'engagent pas la responsabilité de l'hôtelier : Pau, 8 avril 1930 (D. H. 1930.376). De même, leur seule présence ne l'exonère pas : Bruxelles, 31 janvier 1896 (Pas. Belge 96.2.152) : « Attendu que la présence, dans la chambre de l'appelante, de la femme de chambre de celle-ci, n'est pas de nature à énerver l'action des appellants ». Paris, 29 août 1844 (D. 44.2.54).

Toute cette jurisprudence qui interprète largement les textes de la loi est respectueuse des principes fondamentaux de la responsabilité contractuelle. Dans le domaine de la convention d'hôtellerie comme dans celui de tout autre contrat, aucune distinction ne peut se justifier *a priori* entre les tiers qui interviennent spontanément et mettent obstacle, par leurs agissements, à l'exécution des obligations du débiteur. Cette intervention n'est libératoire qu'autant qu'elle revêt les caractères distinctifs du cas fortuit et de la force majeure. Il est inutile de recourir, sur ce point, à des notions étrangères au débat et dépourvues de valeur générale. L'article 1953 n'est pas, comme on le prétend communément, une aggravation du droit commun, formulé par l'article 1384. Il est, « comme l'article 1384 lui-même, une application du principe que chacun est responsable de sa faute personnelle ».

Ce sont là des notions qui ne pourront être précisées que par l'étude de l'exonération par force majeure, visée à l'article 1954.

C. — *A quels actes et en quels lieux s'étend la responsabilité ?*

La première question ne soulève aucune difficulté. L'hôtelier répond, selon l'article 1953, « du vol ou dommage » des effets du voyageur, et la jurisprudence, conformément à la tradition historique, interprète cette disposition de la manière la plus générale : « Toute espèce de soustractions et de dommages » dit une décision de la Cour d'appel de Colmar, rendue dans une espèce où le dommage s'était réa-

lisé au cours du déchargement des marchandises apportées par le voyageur (1).

Il résulte en effet d'une jurisprudence très ferme, que la responsabilité de l'hôtelier n'est pas limitée aux vols et aux accidents matériels survenus dans les chambres ou les dépendances de l'établissement. Elle s'étend, aux termes de nombreux arrêts, aux événements réalisés à l'extérieur même de l'auberge, lorsqu'il apparaît que le devoir de surveillance devait, en raison des circonstances, s'exercer sur un champ plus étendu. Cette interprétation, qui n'est pas en opposition formelle avec les termes des dispositions légales, et qui s'accorde avec la tradition historique, est approuvée par de nombreux auteurs (2). On peut se demander, cependant, si elle est aussi conforme à l'esprit des textes de loi. Que la responsabilité s'étende aux dépendances de l'auberge, à une cour, un vestibule, une remise ou un garage, pour reprendre des cas pratiques, rien de plus juste. Mais « si l'auberge n'a pas de cour, ou que la remise ne soit pas assez spacieuse pour recevoir des marchandises considérables, n'est-ce pas aux voituriers... à veiller eux-mêmes à la sécurité d'objets sur des voitures qu'ils laissent à l'intérieur de l'auberge ? » Comme on l'a fait observer à juste titre, « si la loi étend la responsabilité du fait des étrangers, ce n'est qu'à l'égard de ceux qui sont des allants et venants » dans l'hôtellerie (3), pour reprendre les termes formels de l'article 1953.

---

(1) Colmar, 8 avril 1845. Paris, 17 janvier 1850 (D. 51.2.192). — Baudry et Wahl 1906. — Laurent, 146. — Aubry et Rau, 406, note 8.

(2) Seine, 30 octobre 1913 (G. Tr. 13.2.379) : salle à manger ; Seine, 16 janvier 1884 (G. P. 84.1.439) : remise. En ce sens : Troplong, *Le Droit civ. expliqué suivant l'ordre des articles*, n° 227. — Aubry et Rau, 629 et note. — Baudry et Wahl, n° 1198. — Laurent, n° 161. *Contra* : Duvergier (*Continuation à l'ouvrage de Toullier : Le Droit civ. suivant l'ordre des articles*).

(3) Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, t. I, § 217.

Il est du reste bien entendu que si la présence des effets ou des marchandises dérobés ou détériorés dans un lieu où la surveillance de l'hôtelier n'est pas à même de s'exercer d'une manière efficace peut être imputée à une négligence personnelle du demandeur, il convient d'en tenir compte dans l'évaluation de la responsabilité.

« Considérant, dit une décision du tribunal de Besançon, du 1er mars 1933, que... s'il est démontré que la victime du vol a commis une faute personnelle, la responsabilité de l'hôtelier peut être atténuée voire même disparaître suivant la lourdeur de la faute imputable au client.

« Considérant qu'il est constant que le voyageur de L... a laissé dans l'automobile remisée au garage de l'hôtel B..., une mallette qui a été soustraite frauduleusement..., que cette mallette légère et d'un maniement facile pouvait être transportée par son propriétaire dans un local clos et fermant à clef, mis par B... à la disposition des voyageurs ; qu'en ne la faisant transférer ni dans ce local, ni même dans sa chambre, de L... a commis une faute qui, à elle seule, suffirait à atténuer la responsabilité de l'hôtelier.

« Considérant que l'on ne saurait, en présence de pareilles fautes commises par de L..., objecter le fait par B... d'avoir fait payer la somme modique de 3 fr. 50 par jour pour usage du garage... qui ne saurait constituer le fondement d'un devoir de surveillance et de garde... » (1).

Notons que c'est à la tendance jurisprudentielle qui étend le champ d'application de la responsabilité aux dépendances de l'auberge ou de l'hôtel qu'il convient de rattacher les décisions citées plus haut, déclarant l'hôtelier responsable

---

(1) G. P. 33.1.925.

en tant qu'hôtelier des vols ou dommages causés aux effets du voyageur au cours d'un transport de la gare à l'hôtel (1).

D. — *Circonstances excluant la responsabilité.*

Ce sont, aux termes de l'article 1954, « les vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

La rédaction particulière de cette disposition, qui se réfère à l'une des circonstances exonératives inscrites dans les textes de principe, sans faire la moindre allusion à l'existence d'un autre événement libératoire, cas fortuit ou faute personnelle du demandeur, est apparue, aux yeux de la majorité des auteurs, comme impliquant la mise en œuvre d'une responsabilité plus rigoureuse que celle du droit commun. Une telle rédaction, il est bon de le remarquer, est cependant fort loin d'être exceptionnelle, et nombreux sont les textes de notre législation civile ou commerciale qui font exclusivement état, soit de la force majeure, soit du cas fortuit, sans que l'on ait jamais songé à discerner, dans cette particularité de forme, l'expression d'une volonté bien arrêtée du législateur. Mais il a paru qu'il devrait en être autrement dans le cas qui nous occupe, pour divers motifs se référant, soit à la tradition historique, d'ailleurs bien incertaine, soit à la rédaction des législations étrangères, dont les dispositions correspondantes à notre article 1954 sont, pour la plupart, conçues en termes identiques, soit enfin à l'esprit qui a présidé, d'une manière générale, à la détermination des responsabilités de l'aubergiste : la réglementation plus sévère des obligations de ce dernier devait avoir, notamment, pour corollaire logique, une mise en œuvre plus facile de sa responsabilité.

---

(1) Cf. *supra*, section II.

Le principe étant admis, toutes les difficultés sont d'ailleurs loin d'être résolues, car il reste alors à préciser le contenu des expressions employées par le législateur, la signification exacte des termes « cas fortuit » et « force majeure ». Et la doctrine est très partagée.

La plupart des auteurs, se référant aux commentaires traditionnels d'Ulpien et des commentateurs de l'Ancien Droit (1), sur la « vismajor », « omnis vis cui resistui non potest », et le cas fortuit, « casus quo non allus hominum cum consilio providere potest », admettent que la force majeure met en évidence le caractère insurmontable, et le cas fortuit, le caractère imprévisible de l'événement envisagé. Mais ils ne relèvent cette distinction que dans un intérêt de clarté, afin d'assigner à chacune des expressions employées par le législateur la signification propre que, selon toute vraisemblance, il avait entendu leur conférer. Ils n'en reconnaissent pas moins qu'une circonstance déterminée ne peut avoir de « valeur anti-obligationnelle », pour reprendre le néologisme créé par M. Josserand, qu'à la condition de revêtir les deux caractères simultanés d'imprévisibilité et d'insurmontabilité.

Pour trouver un intérêt à la question, il faudrait admettre, avec certains auteurs, que le cas fortuit et le cas de force majeure revêtent chacun, isolément, une force libératoire pleine et entière, qu'en d'autres termes tout événement insurmontable, même non imprévisible, ou imprévisible sans être insurmontable est, par lui-même « réfrac-

---

(1) Claude Ferrière, *Dictionnaire de Droit et de pratique*. V° « Force majeure » et « Cas fortuit ».

taire à l'établissement comme au maintien de tout « vinculum juris » (1).

S'il fallait en croire d'autres auteurs, le cas de force majeure serait l'événement naturel, et le cas fortuit le fait de la civilisation et de l'homme. Ainsi l'hôtelier, n'étant libéré ni par la guerre ni par l'attaque à main armée (c'est cependant l'hypothèse prévue par la loi), verrait ses engagements dénoués par l'inondation ou par l'incendie, ce qu'il semble fort difficile de justifier rationnellement et de concilier avec les termes de la loi.

Un troisième essai de distinction, de portée plus étendue, a été mis en avant, à la suite des travaux d'Exner sur la responsabilité en matière de transport, par les tenants de la responsabilité objective, et exposé récemment par M. Josserand avec une vigueur particulière. Selon cette conception, le critérium de la force majeure résiderait dans le caractère extérieur de l'événement envisagé. Mais ses partisans ne s'en tiennent pas là et, à les en croire, seuls les événements revêtus de ce caractère d'extériorité jouiraient d'une « signification anti-obligationnelle absolue, propre à dénouer un engagement conventionnel », ou à faire obstacle à « l'engagement d'une responsabilité délictuelle ». Quant au cas fortuit, également distinct de l'activité fautive et de la force majeure libératoire, ce serait « le fait constitutif de risque », non fautif et cependant générateur d'obligations, « le fait des personnes, des choses, des animaux, des établissements ou des organismes sur lesquelles l'homme exerce un pouvoir de contrôle et de direction, et dont il doit répondre en dehors de toute faute effective »,

---

(1) Josserand, « Force majeure et cas fortuit ». Dalloz Hebd. Chronique. p. 25.

depuis qu'au « dogme séculaire » de la responsabilité subjective s'est substituée la notion de responsabilité sans faute, depuis que, pour certains faits autrefois justificatifs, « le caractère anti-obligationnel a fait place à une force astreignante » (1).

Ainsi la teneur de l'article 1954 impliquerait non seulement la mise en œuvre d'une responsabilité plus rigoureuse, mais également la consécration d'un principe objectif, conforme à l'esprit de notre législation civile, mais exprimé, dans cette disposition, avec une clarté particulière. On ne saurait donc être surpris de ce que les règles légales du dépôt d'hôtellerie aient été invoquées, par les partisans de la conception dont M. Josserand s'est fait l'interprète, comme un argument décisif. « La responsabilité du fait des étrangers, dit M. Josserand, ne peut s'expliquer que par la nature du risque professionnel ; l'hôtelier répond du cas fortuit, du dommage qui se produit à l'intérieur de l'entreprise, mais à l'exclusion de celui qui aurait une provenance externe, à l'exclusion du cas de force majeure ;... nulle part n'est mieux marquée l'opposition entre l'accident professionnel et l'événement extra-professionnel, entre le cas fortuit, de provenance interne, et le cas de force majeure, d'origine externe » (2).

Que faut-il penser d'une telle explication ? Nous ne saurions l'examiner dans son ensemble sans dépasser les limites assignées à cet ouvrage ; mais il nous est permis de dire que la doctrine de M. Josserand, très séduisante sur

---

(1) Josserand, *loc. cit.* V. également : *Transports*, n° 570 et s. — « *Force majeure et cas fortuit* », *Revue générale des assurances et des responsabilités* (Belgique) 1930, p. 542, n° 4 et s. — Chauveau, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1930. — Esmein, *Revue trimestrielle*, 1933, p. 627 et s.

(2) Josserand, *Cours de Dr. Civ. Pos. français*, t. II, n° 1372.

le terrain abstrait de l'analyse juridique, le devient beaucoup moins dès que l'on aborde celui de la législation et des textes positifs. Il est possible que la théorie du risque constitue un idéal (si l'on peut appliquer une telle qualification à une thèse qui ne fait place qu'à des considérations matérielles) ; il est certain que les rédacteurs du Code civil ne l'ont jamais consacrée d'une manière expresse. Si la distinction du cas fortuit et de la force majeure est théoriquement admissible, il est beaucoup plus difficile de lui conférer une valeur juridique concrète, alors que les textes de principe sont absolument formels en sens contraire, et que, notamment, l'article 1168 du Code civil « condamne sans appel la théorie de l'extériorité » puisqu'il « attache une valeur libératoire au cas fortuit comme à la force majeure » (1).

Il faut donc bien reconnaître que l'interprétation de M. Josserand est, sinon inexacte, du moins tendancieuse, et qu'une responsabilité sans faute effective n'est pas, comme il semble le croire, parce qu'il confond « le problème de l'existence de la faute et celui de la détermination du contenu des obligations du responsable » (2), une responsa-

---

(1) Mazeaud, *Traité de la Responsabilité*, n° 1560. Cf. Bonnecase, t. III, p. 231 : « Tous les systèmes, quels qu'ils soient, prônant la distinction du cas fortuit et de la force majeure sont destinés à venir se briser contre la teneur des art. 1147 et 1148 ». — Planiol et Ripert, VII, n° 377 : « Si, dans diverses hypothèses pratiques, une responsabilité sans faute a été instituée, sur les idées de risque professionnel et de solidarité sociale, à vrai dire, il ne s'agit plus de responsabilité proprement dite, mais d'assistance et d'assurance ». Réponse de M. Josserand (article précité). « Une telle position du problème est aussi arbitraire et fausse qu'elle est aisée à formuler. Même lorsque la responsabilité déborde de la faute, elle est toujours la responsabilité. C'est bien ainsi que la comprend le législateur lorsque, dans l'article 1953, il se réfère par deux fois à la responsabilité de l'hôtelier. » — Cf. Ripert et Esmein : *Le fondement de la responsabilité contractuelle*. R. Trim., 1933, p. 682. — Hauriou, note, S. 1919.3.25.

(2) Mazeaud, n° 1415. — Durand, *Conventions d'irresponsabilité*, pp. 39 et 55 et s.

bilité sans faute. Selon lui, « une faute présumée juris et de jure n'est qu'un artifice de légiste, destiné à ... masquer la réalité juridique qui est la notion du risque » (1). Ce n'est pas là la conclusion qu'imposent les travaux préparatoires du Code civil, et il nous paraît plus rationnel de considérer que « le débiteur est en faute » dès l'instant que « l'obstable (à l'exécution de sa prestation) pouvait être prévu et que des dispositions devaient être prises pour l'éviter » — ou que, au moment où un obstacle s'est présenté, qu'il n'avait pas à prévoir, il n'a plus fait tout ce qu'il devait pour l'écarter » (2).

Au surplus, dans le domaine plus modeste des obligations de l'aubergiste, la thèse de M. Josserand apparaît théoriquement peu justifiable, et d'une application pratique fort délicate. La disposition de l'article 1953 n'est pas la seule dans notre législation civile, à faire état d'une circonstance libératoire isolée (3). Pourquoi attacher à son énoncé une portée juridique que l'on refuse à d'autres dispositions conçues dans des termes identiques ?

Il est beaucoup plus vraisemblable d'admettre qu'à l'imitation des jurisconsultes de l'Ancien Droit, dont la terminologie n'était pas non plus très précise (4), les rédacteurs du Code civil ont employé indifféremment les deux termes de « cas fortuit » et de « force majeure », la seule considé-

---

(1) « Le travail de refoulement de la responsabilité du fait des choses inanimées ». D. H., 1930. Chronique, p. 6.

(2) Planiol et Ripert, t. VI, n° 382 : « Que l'irresponsabilité trouve son fondement dans l'impuissance à exécuter ou dans l'imprévisibilité, elle ne peut être définie de façon complète et pratique que par rapport à la faute. »

(3) Cas fortuit : 1631, 1730, 1754, 1755, 1929, 1939, C. Civ. — 97. 98, 103, 104, 277, 324, C. Com. — Force majeure : 1302, 1647, 1722, 1773, 1807, 1808, 1809, 1881, 1882, C. Civ. — 241, 310, C. Com.

(4) Voir Claude Ferrière, précité.

ration dont ils aient tenu compte étant, parfois, un souci, souvent malencontreux, de correction formelle.

Pour donner plus de force à leur interprétation, les partisans de la distinction proposée affectent de n'attacher un caractère exonératif, au regard de l'hôtelier, qu'aux événements de force majeure issus de l'activité des « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », à l'exclusion de ceux qui émanent des simples domestiques et préposés (1). C'est là, nous semble-t-il faire assez bon marché des dispositions formelles de la loi qui, ayant envisagé la responsabilité née des vols et dommages imputables tant aux auxiliaires qu'aux étrangers, ajoutent que cette responsabilité sera exclue lorsque les vols auront été commis « avec force armée ou autre force majeure ». Il est impossible de s'exprimer d'une manière plus nette.

Sur le terrain pratique, la distinction de M. Josserand se heurterait d'ailleurs, dans son application, à des difficultés presque insurmontables. Rien n'est plus fuyant, en effet, que la notion d'extériorité. « Bien des événements que l'on prétend classer comme simples cas fortuits sont des faits d'origine étrangère au débiteur : ainsi la grève, l'encombrement par affluence de clients ». On répond que les événements extérieurs sont ceux qui ne se rattachent à l'entreprise par aucun lien de connexité. Mais « c'est enlever à la distinction la simplicité qui ferait sa valeur pratique, car le lien de connexité n'est pas une notion précise » (2).

En réalité aucune considération, morale ou juridique, n'est de nature à justifier l'exclusion, *a priori*, du champ de la responsabilité, de tout événement soit insurmontable, soit naturel, soit extérieur, ou inversement l'inclusion, éga-

---

(1) Josserand, *Cours de Dr. Civ. Pos. Français*, II, n° 1372.
(2) Planiol et Ripert, n° 287.

lement *à priori*, de toute circonstance revêtue des caractères opposés (1) ? Dira-t-on, par exemple, que la maladie du débiteur sera inhérente à l'entreprise lorsque celle-ci aura favorisé, par sa négligence, l'intrusion, dans son organisme, de germes pathogènes ? C'est à de semblables conclusions que doit logiquement conduire l'obstination de certains auteurs à méconnaître les réalités pratiques et à faire prévaloir des principes trop absolus.

Aussi bien de telles conceptions n'ont-elles prévalu qu'en doctrine (2). Il est peut-être un peu téméraire de prétendre définir d'une manière précise l'attitude des tribunaux dans l'interprétation des textes sur le contenu desquels les opinions les plus divergentes se sont fait jour. Ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que si la jurisprudence, d'ailleurs peu abondante, intervenue en ces matières, se réfère, le plus fréquemment, à l'existence d'un événement de force majeure (3), c'est bien plus par habitude de reproduire la teneur des textes de loi, que par respect d'une

---

(1) Cf. Bonnecase, t. III, p. 269 : « Si un phénomène se présente avec la même nature spécifique, il varie en intensité et se reproduit dans des circonstances différentes. » — V. Cassin, Cours précité. — Plusieurs des arguments invoqués par M. Josserand n'ont pas la valeur qu'il leur prête. Ainsi l'article 1772, qui sépare les cas fortuits ordinaires des cas fortuits extraordinaires, ne consacre pas, par cela même, la distinction proposée par cet auteur entre les événements revêtus ou non du caractère d'extériorité. Car l'art. 1773 fait précisément figurer, parmi les cas fortuits ordinaires, des faits dont on ne peut nier le caractère d'extériorité (grêle, feu du ciel, gelée, coulure).

(2) La jurisprudence se laisse parfois aller à consacrer l'idée de risque ou la distinction de M. Josserand. Cass. 12 février 1930 (cité par Soarec, *Responsabilité contractuelle du fait d'autrui*) et 16 avril 1929 (D. H. 29.289) : « mais en présence des solutions données par elle en cas de retard dans le transport par suite d'encombrement ou d'accident de la voie, au cas d'inexécution pour cause de grève, qui sont des cas typiques de risques internes à l'entreprise, on ne peut dire qu'elle ait adopté la théorie que nous critiquons. » Planiol et Ripert, 387.

(3) Paris, 17 janvier 1850 (S. 50.2.267) ; Bourges, 17 décembre 1877 (S. 78.2.112) ; 16 mars 1871 (D. 71.3.102-103) : occupation forcée par l'ennemi. En ce sens : Baudry et Wahl, 1210. — Guillouard, 147.

volonté dont elle ne reconnait pas la manifestation ; et il est bien certain que les décisions de justice n'ont jamais refusé de considérer, *a priori*, comme dénués de valeur libératoire, les événements qui ne présentaient pas les caractères soit-disant requis par la loi, qui n'étaient, pour reprendre les distinctions proposées par les auteurs, ni naturels, ni insurmontables, ni extérieurs (1).

C'est à des considérations analogues que la jurisprudence a obéi lorsque, malgré le silence des textes, elle a consacré, dans une mesure beaucoup plus large, l'exonération totale ou partielle de l'hôtelier invoquant une faute ou une négligence personnelles du demandeur. « On sait qu'un certain nombre de législations étrangères, fortement inspirées de considérations morales, suppriment tout recours à la victime, au cas où celle-ci a elle-même commis une faute ». La jurisprudence française, si elle admet, en certaines circonstances, une libération complète du défendeur, s'est refusée cependant à sanctionner une telle conception, dont l'inconvénient est de laisser sans répression la faute de l'auteur du dommage : « La victime est punie par le préjudice souffert. Qui punira l'auteur si le droit de poursuivre est supprimé ? » (2).

Parmi les hypothèses pratiques où la jurisprudence a relevé, à la charge du voyageur, une négligence personnelle ayant au regard de l'hôtelier une valeur libératoire absolue ou relative, citons notamment le fait, pour le demandeur, d'avoir laissé par mégarde sur la porte de sa

---

(1) Arrêt précité Paris. — De même, selon l'arrêt précité du Trib. de Bourges, et Paris (Paix) 10 décembre 1926 (G. P. 27.1.488), l'attaque à main armée n'est pas toujours libératoire. — Pour l'incendie, voir Baudry et Wahl, n° 1302. — De même : Caen, 2 août 1872 (S. 74.2.146). — *Contra :* Aubry et Rau, § 406. — Laurent, 192. — Guillouard, 147. — Ferré, 118.

(2) Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, n° 130.

chambre la clef qui, selon l'usage, devait être déposée au bureau de l'hôtel (1). Si, par ailleurs, l'hôtelier ignorait la valeur des objets soumis à son obligation de sauvegarde, ou si un avertissement tardif avait compromis l'exercice des recours existant à son profit, il y aurait là, aux termes de nombreuses décisions de justice, un motif d'allègement total ou partiel des responsabilités encourues (2). Il y a lieu de tenir compte à cet effet de toutes les circonstances ayant accompagné l'acte dommageable, circonstances dont la variété explique l'apparente contradiction de certains jugements (3).

Il semble que la jurisprudence ait renoncé à attacher les mêmes conséquences à l'acte du voyageur qui, par imprudence, laisse sa fenêtre ouverte durant la nuit (4), ou qui, au moment de pénétrer dans l'hôtel, omet de prévenir la direction de la valeur exceptionnelle des effets confiés à ses soins (5). La loi de 1889 a dépouillé d'une grande part de son utilité la solution affirmative consacrée par quelques arrêts, qui trouveraient, du reste, dans l'article 1150, un point d'appui moins contestable que dans le texte même de l'article 1952, peu favorable à des distinctions de ce genre. Nous avons déjà cité une décision du 2 avril 1811 (6) excluant, de façon complète, la responsabilité d'un aubergiste qui « n'avait pas été instruit que (le demandeur) avait avec lui de l'argent et surtout des bijoux ». Pour qu'un tel fait

---

(1) Cologne, 24 décembre 1894 (S. 97.4.5).
(2) Bordeaux, 27 avril 1854 (S. 55.2.95).
(3) Seine, 27 octobre 1930 (G. Tr. 31.1.31).
(4) Paris, 14 décembre 1881 (S. 82.2.219). — Cass. 12 avril 1929 (S. 29.1.232) ; responsabilité partagée.
(5) Voir sur l'ensemble de la question : Guillouard, n° 135. — Laurent, n° 144. — Seine, 6 janvier 1884 (G. P. 84.1.439) ; Grenoble, 13 août 1813 (D. R. V. Dépôt, 175-1°) ; Rouen, 4 février 1847 (D. 47.2.74).
(6) D. R. 1843, p. 492, t. XV.

revête, à l'heure actuelle, une portée libératoire, il est nécessaire qu'il s'accompagne de circonstances lui conférant un caractère exceptionnel de gravité. Il y a sur ce point un exemple récent (1). D'une façon générale, il est d'ailleurs impossible d'attacher à tel ou tel fait une valeur exonérative totale ou partielle. Tout dépend des circonstances et de l'appréciation des tribunaux.

La faute du voyageur conserve-t-elle son effet libératoire lorsque le dommage ou le vol est imputable à un préposé de l'hôtelier ? (2) Doit-elle constituer la cause prédominante du défaut d'exécution ? (3) Sur ce dernier point, il est impossible de répondre avec précision, et on sait combien délicate est l'analyse de la causalité. La première question semble résolue affirmativement par la jurisprudence (4).

---

(1) Besançon, 1er mars 1933 (précité) : « Attendu que ... s'il est démontré que la victime du vol a commis une faute personnelle, la responsabilité de l'hôtelier peut être atténuée, voire même disparaître, suivant la lourdeur de la faute imputable au client. »

(2) Cass. négative, 11 mai 1846 (D. 46.1.182).

(3) Bordeaux, 30 janvier 1906 (D. 06.2.19). — Nice, 21 juin 1929 (*L'Hôtellerie*, 4 juillet 1919).

(4) La jurisprudence reconnait également, conformément au droit commun, un caractère libératoire au vice propre du bien endommagé. Marseille, 2 janvier 1925 (Rec. Marseille, 26.1.281).

CHAPITRE II

Limitations conventionnelles et légales.

C'est à dessein que nous groupons, sous la même rubrique, les restrictions apportées à la responsabilité de l'hôtelier par les lois du 18 avril 1889 et du 8 avril 1911, et celles qui peuvent avoir pour origine les conventions passées avec sa clientèle, dans la mesure restreinte où la jurisprudence reconnaît leur validité. Les problèmes que soulèvent les unes et les autres sont, en effet, intimement liés, et c'est pour avoir méconnu cette étroite parenté que les tribunaux ont fait prévaloir, en cette matière, des solutions parfois contradictoires.

Section I

Limitations légales.

A. — *Etat de la question avant la loi du* 18 *avril* 1889.

La nécessité d'une modération de la responsabilité des hôteliers était apparue bien avant la fin du XIX^e^ siècle, et la jurisprudence s'était efforcée de la réaliser, autant que le permettaient les dispositions restrictives des textes de loi, sans s'embarrasser, il faut le reconnaître, de scrupules juridiques excessifs.

Les obligations imposées par les articles 1952 et suivants, pouvaient, en effet, passer pour raisonnables à une époque où le tourisme était encore embryonnaire, et la richesse

mobilière au début de son développement. Avec la transformation des habitudes sociales, le goût des longs voyages, l'apparition des monnaies fiduciaires et des effets mobiliers, engageant une responsabilité très étendue et rendant tout contrôle difficile ou inefficace, une modification s'imposait à des principes qui ne pouvaient être les mêmes « pour un banquier d'Australie descendant de son sleeping-car avec toute sa fortune dans son imperceptible carnet de poche », et pour « un barbare arrivant en litière par la porte Esquiline, avec quelques pesantes monnaies de bronze » (1).

La jurisprudence, obéissant à des motifs exclusifs d'utilité pratique, devait mettre en œuvre, à cet effet, les procédés les plus divers. Nous avons déjà apprécié les essais qui furent tentés, sans grande unité de vues et, par là, sans grand succès, pour imposer au voyageur l'obligation d'une dénonciation expresse des effets dont il était porteur, voire même d'un dépôt effectif entre les mains de l'hôtelier (2). En dépit des précédents historiques très favorables, l'absence de tout appui positif devait rendre ces tentatives généralement stériles.

Un essai de limitation beaucoup plus sérieux devait être tenté, dès la promulgation du Code civil, par une partie notable des décisions de justice. Il s'agissait de restreindre l'étendue du devoir de surveillance au « bagage normal » du voyageur, de manière à exclure du domaine contractuel, comme dépassant les prévisions des parties, les biens qui pouvaient être regardés, suivant la formule d'un

---

(1) Rapport Bertrand Paul (Tr. prépar. Loi de 1911). — 21 décembre 1904.
(2) V. *supra*, t. II, ch. I, section 2.

arrêt de la Cour de Paris, comme « l'excédent des bagages et effets nécessaires dont (le défendeur) aurait accepté la responsabilité » (1). On arrivait ainsi à limiter dans une mesure appréciable les obligations consacrées par les dispositions légales, surtout pour les objets de valeur et les espèces monnayées, qui se prêtaient d'autant moins à une surveillance efficace que l'aubergiste en ignorait le plus souvent l'existence.

Cette construction jurisprudentielle pouvait s'appuyer sur certains textes du Code civil, et elle avait reçu un accueil favorable dans une partie de la doctrine. Juridiquement, on pouvait faire valoir en sa faveur deux arguments.

Tout d'abord, l'article 1348 du Code civil, en conférant au juge le pouvoir de rejeter ou d'admettre la preuve testimoniale « suivant la qualité des personnes et des circonstances du fait », semblait bien, par cela même, lui « accorder, virtuellement, le droit de limiter la responsabilité de l'hôtelier. Si en effet le voyageur s'appointe à prouver qu'il avait dans sa malle des objets précieux, de l'argent, des diamants, etc... d'une valeur considérable, hors de proportion avec sa condition apparente, et la condition des voyageurs qui descendent ordinairement dans l'hôtellerie, les juges ne l'admettront à prouver que la perte d'effets et d'une somme d'argent limités à un chiffre raisonnable suivant les circonstances » (2).

On alléguait, d'autre part, qu'au cours des travaux préparatoires du Code civil, l'article 1953, dans sa rédaction primitive, posait le principe de la responsabilité de l'hôtelier à raison du vol ou dommage des effets du voyageur,

---

(1) 21 novembre 1836 (D. R. 1843, t. XV, p. 492 et S. 37.2.78) ; *id.*, 7 mai 1838 (D. 38.2.155) ; *id.*, 28 décembre 1838 (D. 39.2.22) et 29 août 1844 (D. 46.1.84).

(2) Guillouard, n° 149.

« encore que ces effets n'aient point été remis en sa garde personnelle ». Cette dernière phrase fut supprimée à la suite des observations du Tribunat, et cette circonstance avait servi de base à un raisonnement que l'on imagine sans peine. « Il a paru beaucoup trop rigoureux, disait-on, d'assujettir les aubergistes et hôteliers, sans excepter aucune circonstance et sans excepter aucun cas, à la responsabilité de tout ce qu'un voyageur aurait apporté chez eux, quand même ce serait du plus grand prix, et que le voyageur n'aurait prévenu personne. Cette extrême rigueur deviendrait parfois une grande injustice, et comme il est impossible que la loi prévoie les différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général et laisser le reste à l'arbitraire du juge. C'est ce qu'elle a fait au titre « Des contrats et obligations conventionnels en général ». L'article 247 de ce titre, en dispensant de la preuve par écrit les dépôts nécessaires... ajoute, en finissant : « le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ». L'article 38 du projet actuel étant supprimé, l'article 37 du même projet, et l'article 247 paraitront dictés par le même esprit : tous deux laissent dans le domaine du juge ce qu'ils ne pouvaient en retirer sans les inconvénients les plus grands » (1).

En réalité ces deux arguments, si séduisants qu'ils paraissent, n'ont qu'un caractère de circonstance et sont dénués de toute valeur juridique. Le premier, notamment, procède d'une évidente confusion entre la matière des preuves et celle de la responsabilité. De ce que la loi confère au juge le pouvoir de n'admettre la preuve testimoniale que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée

---

(1) Fenet, *Trav. Prép.*, XIV, p. 495.

selon les circonstances, il ne s'ensuit nullement qu'elle lui accorde la même liberté quant à la fixation du montant de la réparation. La confusion est tellement évidente qu'il est superflu d'insister.

Quant à l'argument tiré des travaux préparatoires, il est tout aussi peu décisif, et Laurent en faisait déjà une critique très pertinente. « La disposition retranchée par le Tribunat, observait-il, n'avait rien de commun avec la responsabilité de l'aubergiste ; elle reproduisait le principe de l'Ancien Droit qui exigeait, pour que l'aubergiste fut responsable, que les effets, précieux ou non, lui fussent remis. Le Code n'admet pas cette conditions, qui est relative à la responsabilité. Va-t-on inférer de là que le Code entend donner au juge un pouvoir discrétionnaire pour limiter la responsabilité ?. Le raisonnement n'a pas de sens... Si le Tribunat avait voulu formuler dans la loi un pouvoir discrétionnaire qu'il réclamait, pour les juges, dans l'intérêt de l'aubergiste, il aurait dû modifier la rédaction des articles 1952 et 1953, car cette rédaction est incompatible avec un pouvoir discrétionnaire » (1).

La jurisprudence était d'ailleurs fort loin d'être unanime, et, avant 1891, de nombreux arrêts s'étaient déclarés hostiles à toute distinction. La responsabilité de l'aubergiste a lieu, disait une décision déjà citée du 14 décembre 1891, « encore que les effets volés n'aient pas été confiés à l'hôtelier, et n'est pas subordonnée à la valeur de ces effets » (2).

Si l'on se refuse, avec ces décisions, à reconnaître la validité d'une telle conception, peut-on trouver tout au moins dans l'article 1150 du Code civil, qui limite le montant des

---

(1) Laurent, n° 156 et s. — Baudry et Wahl, 1222 : « En présence d'un texte pareil, il n'y a rien à inférer aux observations du Tribunat. »

(2) Ferré, *Le Code de l'hôtelier*.

dommages-intérêts contractuels à la réparation des dommages prévisibles, le principe d'une atténuation des responsabilités de l'aubergiste ? Il semble que même cette ressource, d'ailleurs restreinte, doive être refusée à la sollicitude des tribunaux. Quelques décisions ont répondu par l'affirmative (1). Elles sont difficilement conciliables avec le point de vue qui a prévalu en jurisprudence jusqu'à ces dernières années, et selon lequel la prévisibilité, visée à l'article 1150, doit être une prévisibilité objective, se rapportant non à la quotité, mais à la cause du dommage.

Depuis un arrêt du 1er juillet 1924 (2), les tribunaux se sont départis de leur sévérité ancienne, et c'est une interprétation exactement inverse qui prévaut à l'heure actuelle. Mais pour trouver un intérêt à la question, il faut désormais supposer un préjudice inférieur à 1.000 francs, puisque telle est, depuis la loi de 1889, la limite de l'obligation de réparation.

B. — *Les lois du* 18 *avril* 1889 *et du* 8 *avril* 1911.

La réforme que les circonstances avaient rendue nécessaire, et que les décisions de justice s'étaient efforcées de réaliser, avec des fortunes diverses, devait être l'œuvre de deux lois votées après une série de vicissitudes, sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir très longuement, car elles ont perdu toute actualité. Il est cependant intéressant d'observer que le deuxième de ces textes de loi, qui régit en-

---

(1) Nice, 9 décembre 1892 (D. 93.2.462 : bijoux) ; Paris, 8 mars 1894 (Appel de la décision précédente, même référence) ; Douai, 17 novembre 1925 (Rec. Douai, 1926.52). Il s'agissait d'une valise dont l'aspect extérieur ne laissait pas deviner le contenu ; toutefois, la démonstration d'une faute délictuelle pouvait faire obstacle à la limitation du dommage prévisible.

(2) S. 25.1.321.

core, à l'heure actuelle, le problème qui nous occupe, après avoir vainement attendu, pendant de longues années, l'approbation des assemblées, parut brusquement très urgent, pour des motifs assez malaisés à concevoir, au point que ses promoteurs, désireux de ne pas en retarder plus longtemps la promulgation, jugèrent préférable de s'en tenir à un texte élaboré à la hâte, et ne répondant que de loin à leurs aspirations. Ainsi le Parlement, que l'on a parfois accusé d'un excès de lenteur dans l'accomplissement de son œuvre législative, avait réalisé ce paradoxe de mettre en circulation une disposition légale élaborée précipitamment, après plusieurs années d'indifférence ou de discussions stériles.

C'est le 9 avril 1881 (1), près de huit ans avant le vote définitif, que fut déposée la première proposition de loi favorable à la limitation des obligations de l'hôtelier. Elle avait pour promoteurs MM. Lisbonne et Gâtineau, et fit l'objet d'un rapport de M. Bizarelli, constatant que les dispositions anciennes avaient « cessé de s'adapter à notre époque » et exigeaient « une transformation devenue nécessaire par les changements apportés dans les habitudes sociales ». Le projet, accueilli sans enthousiasme, ne fut repris que six ans plus tard, par MM. Monis, Bizarelli, Passy et Faure, pour être déposé devant la Chambre le 20 juillet 1887 (2). Il se présentait alors sous forme de l'alinéa suivant, ajouté à l'article 1954 :

« Pareillement, ils ne sont pas responsables des valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre leurs mains.

---

(1) *J. O.*, 16 avril 1881. Annexe. Chambre des députés, n° 3550.
(2) *J. O.* 20 juillet 1887. Annexe. 3766.

« La limite de garantie des dites valeurs et objets précieux est limitée à 1.000 francs ».

Après deux renvois à la Commission d'initiative parlementaire et deux rapports, l'un de M. Coljavin (1), l'autre de M. de la Bâtie (2), la proposition fut enfin approuvée par la Chambre du 26 mars 1889 (3), et par le Sénat le 11 avril, sur le rapport de M. Béranger (4). La rédaction définitive était la suivante :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature, non réellement déposés entre les mains des aubergistes et hôteliers ».

Elle était manifestement insuffisante, pour deux motifs. Tout d'abord, même si l'on admettait, et c'est en effet cette interprétation, conforme aux travaux préparatoires, qui prévalut, que l'expression « au porteur » s'appliquait à la fois aux valeurs et aux titres, ce qui permettait d'inclure dans le champ d'application de la loi les chèques au porteur et les billets de banque, il restait encore, en dehors des prévisions légales, toutes les valeurs nominatives et à ordre, toutes les actions et obligations de même nature, et les chèques sous leur forme la plus usuelle. Pour les effets nominatifs, la question n'était pas douteuse, et l'insuffisance des dispositions de la loi n'avait pas de graves conséquences, puisque les valeurs de ce genre ne peuvent être cédées que moyennant l'accomplissement de formalités très minutieuses ; mais il n'en allait pas de même à l'égard des billets à ordre ou des lettres de change, qu'il était très arbi-

---

(1) *J. O.*, 29 avril 1888. Annexe. 2473.
(2) *J. O.*, 16 mars 1889. Annexe. 3614.
(3) 26 mars 1889.
(4) 11 avril 1889. Annexe. 115.

traire de soumettre à un régime distinct de celui qui avait prévalu pour les chèques au porteur, puisque le paiement de ces valeurs est relativement aisé, et n'implique aucune vérification d'identité.

Une seconde lacune de la loi avait trait aux bijoux et autres objets précieux, soumis, nous l'avons vu, sous notre Ancien Droit, par la jurisprudence des Parlements, à une réglementation spéciale, et laissés par les rédacteurs du Code civil sous l'empire du droit commun. Sur ce point, aucune interprétation jurisprudentielle ne pouvait prévaloir contre les travaux préparatoires de la loi de 1889 et les déclarations formelles de ses rapporteurs. D'ailleurs la rédaction primitive du projet étendait le champ de la limitation légale aux objets de cette nature, et cette extension, considérée comme trop favorable aux hôteliers, avait été repoussée par l'assemblée. Il est bien entendu, disait l'un des rapporteurs du projet définitif, que « l'innovation demandée par nos collègues n'a en vue que la responsabilité relative aux valeurs au porteur et aux billets de banque », et qu'elle « ne doit pas s'appliquer aux autres effets des voyageurs » (1). La jurisprudence avait, sans hésitation, adopté ce point de vue (2).

A la suite d'un congrès national de l'industrie hôtelière, tenu à Paris les 15 et 16 mai 1901 (3), le Parlement fut saisi, le 28 décembre 1905, d'un projet de modification émanant de MM. Arago, Raiberti, Broschoffsheim, Paulhan et Mauve, dont la teneur était la suivante :

---

(1) Rapport La Bâtie

(2) Cass. 9 décembre 1901 (S. 04.1.65) : « Attendu qu'il n'est pas permis d'assimiler aux objets ainsi spécifiés aucune catégorie d'effets, quelles qu'en puissent être la valeur et l'importance. » — V. Aix, 31 mai 1906 (C. Tr. 27 septembre 1906).

(3) Et un congrès international tenu également à Paris, les 7 et 8 décembre 1906.

« Il sera ajouté à l'article 1953 du Code civil un paragraphe ainsi conçu : « Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et objets précieux de toute nature non réellement déposés entre les mains des aubergistes et hôteliers. »

L'exposé des motifs résumait, avec beaucoup de netteté, l'état de la jurisprudence et les insuffisances de la législation en vigueur :

« Il nous a paru, disaient les auteurs du projet, que la loi du 18 avril 1889 n'a pas suffisamment protégé les aubergistes et hôteliers :

« Contre le voyageur de mauvaise foi qui ne reculera pas devant un faux serment.

« Contre le voyageur qui, de très bonne foi, croit avoir été volé dans l'hôtel alors que ses effets ont été perdus par lui-même ou volés hors de l'hôtel.

« Contre l'imprudence d'un voyageur sur lequel, à cet égard, l'hôtelier ne peut exercer aucune surveillance rigoureuse.

« La responsabilité de l'hôtelier demeure donc, selon nous, véritablement excessive, car c'est inutilement qu'il cherche à en limiter l'étendue à l'aide d'avis affichés dans toutes les chambres de l'hôtel.

« Ces avis peuvent servir surtout à attirer l'attention du voyageur, à solliciter sa propre surveillance sur les objets précieux qu'il aurait en sa possession.

« Nous pensons que la facilité des communications, le goût plus développé des longs déplacements, l'affluence heureusement plus grande année des voyageurs français, des voyageurs étrangers surtout, venant s'établir en France pour plusieurs mois, le séjour de plusieurs semaines qu'ils font dans le même hôtel, expliquent l'importance et la valeur

toujours plus considérable des effets qu'ils apportent avec eux ; nous pensons que la transformation des habitudes sociales, se marquant d'une façon plus certaine depuis la loi même de 1889, ont singulièrement aggravé les risques de l'hôtelier. Il serait injuste, à notre avis, de ne point tenir compte de faits aussi évidents. »

Renvoyé à la Commission de réforme judiciaire et de législation civile, le projet fut, après examen, rédigé dans les termes suivants :

« Il est ajouté à l'article 1053 C. Civil : Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les objets précieux et les bijoux, si les aubergistes et hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive des voyageurs un coffre-fort destiné à préserver ces objets, et en avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les lieux de réunion publique de l'hôtel. »

Il est intéressant de connaître les motifs par lesquels les auteurs du projet justifiaient une innovation aussi radicale. On ne sera pas surpris que le rapporteur ait invoqué, sur ce point, les conceptions de Pothier sur la nécessité du dépôt effectif (1).

« Déjà, disait-il, du temps de Pothier ces règles étaient trouvées dures et le célèbre jurisconsulte cherchait à faire prévaloir la doctrine que le dépôt n'est pas censé intervenu par cela seul que le voyageur a apporté ses effets dans l'auberge, au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas expressément donnés en garde. »

« Loin de suivre cette opinion, la jurisprudence, entraînée par les textes et les travaux préparatoires du Code, a

---

(1) Rapport supplémentaire Bertrand Paul (*J. O.*, Doc. parl. septembre 1905, p. 713. Vote de la Chambre, le 10 juillet 1910 (*J. O.*, D. P. 11 juillet 1910).

été conduite à étendre encore, dans l'application, les conséquences du principe...

« La loi du 18 avril 1889 est venue apporter, dans l'intérêt des hôteliers ou aubergistes, une importante modification...

« Aujourd'hui, M. F. Arago et plusieurs de ses collègues demandent à la Chambre de faire davantage... Notre Commission... estime..., en principe, qu'il y a lieu d'accueillir la demande de nos collègues en ce qui concerne les objets précieux. Mais elle ne croit pas pouvoir les suivre, lorsqu'ils réclament l'obligation du dépôt réel de ces objets entre les mains des aubergistes et hôteliers.

« D'une part, comme le disait M. de la Bâtie, dans son rapport de 1889, il y aurait, pour les voyageurs et pour les hôteliers, une difficulté pratique considérable, en obligeant les uns à remettre et ensuite à retirer, les autres à recevoir et à restituer les objets précieux à chaque changement de toilette, et à toute heure du jour et de la nuit.

« D'autre part, il y aurait encore une source de difficultés à prévoir, relatives à l'identité des objets précieux déposés ou retirés, objets faux, d'imitation, détériorés, etc...

« Pour éviter toute cause de difficultés entre l'hôtelier et le voyageur, nous entendons que le dernier ait seul la clef du coffre-fort mis à sa disposition, ainsi que cela est d'ailleurs pratiqué, à Paris, dans certains grands hôtels et dans les établissements de crédit... »

Il n'est pas nécessaire d'insister très longuement pour montrer ce qu'avait de chimérique une pareille conception. Parler des progrès incessants du confort et du luxe dans les hôtels de toute catégorie est relativement facile ; il est beaucoup plus malaisé de nier les charges considérables que l'obligation du coffre-fort individuel ne pouvait man-

quer d'imposer aux établissements de faible importance, dont les prétentions modestes trouvaient une nécessaire compensation dans une installation souvent aussi rudimentaire que celle des auberges romaines ou des hôtelleries de l'Ancien Droit. Il n'est même pas certain que cette obligation, si l'on avait cru devoir la maintenir, n'aurait pas constitué, pour les grands hôtels, une charge très rigoureuse. La comparaison établie par le rapporteur du projet avec les usages pratiqués dans les établissements de crédit n'est pas exempte d'une certaine puérilité.

Après des vicissitudes multiples, caractérisées notamment par une modification partielle du texte, à la demande du Garde des Sceaux, et un nouveau rapport de M. Bertrand Paul, le Sénat finit par se résoudre, sur les instances pressantes des syndicats hôteliers, à renoncer purement et simplement à une disposition non seulement onéreuse, mais dangereuse, car la présence des coffres-forts individuels n'eût pas manqué de créer, pour les malfaiteurs, un avertissement bien inutile (1).

Le texte voté par le Sénat, conforme dans sa rédaction au texte actuel, fut l'objet, devant la Chambre, d'un nouveau rapport de M. Raoul Péret (2), tendant à ajouter à l'énumération des objets soumis à la limitation légale, les mots « ne servant pas à l'usage personnel et habituel du voyageur », et reprenant ainsi, d'une façon assez inattendue, les distinctions jurisprudentielles relatives au bagage nécessaire. La discussion menaçant de s'éterniser, le rapporteur crut devoir y mettre un terme, en concluant à l'adoption pur et simple du texte voté par le Sénat. Ce

---

(1) *J. O.*, 12 juillet 1910. D. P. 1663. Rapport (Poulle), le 11 juillet.
(2) 5 décembre 1910.

texte fut donc approuvé par la Chambre le 4 avril 1911 (1) et promulgué le 8.

Notons que l'innovation proposée par M. Raoul Péret, dispensant de l'obligation du dépôt exprès les objets servant à l'usage normal du voyageur, a été introduite dans la loi belge du 22 juillet 1897. Il est infiniment probable qu'il en eût été de même chez nous (car une telle réforme ne présente que des avantages) sans la hâte vraiment surprenante manifestée à l'issue des débats. Ce n'est pas là le seul reproche que nous ayons à adresser à un texte d'inspiration louable, mais d'application beaucoup moins heureuse.

C. — *Difficultés d'application de la loi du* 8 *avril* 1911.

Examinons brièvement, tout d'abord, avant d'en venir aux difficultés essentielles, un certain nombre de questions secondaires, résolues pour la plupart depuis longtemps.

On s'était demandé, dans les premières années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1911, quelle était la portée exacte des termes « objets précieux de toute nature » figurant dans la rédaction actuelle du texte de loi. Il faut certainement entendre par là, avec les bijoux qui font l'objet d'une mention expresse, les effets qui s'en rapprochent, et qui, tout en ayant une valeur importante, ne représentent qu'un volume restreint. Mais que décider pour les vêtements de grande valeur, et notamment pour les manteaux de fourrure ? Les travaux préparatoires sont formels dans le sens de la négative. Le rapport de M. Poule porte, en termes exprès, qu' « en ce qui concerne les effets d'habil-

---

(1) *J. O.*, 5 avril 1910. Le rapport supplémentaire de M. Raoul Péret est au *J. O.*, mai 1911, D. P., p. 219.

lement servant à l'usage personnel du voyageur, la limitation de la responsabilité ne peut pas être invoquée. C'est l'esprit même des articles 1952 et s. du Code civil. C'est même l'esprit de la loi de 1889. Il faut qu'il soit bien entendu que cela résulte également de l'esprit de la proposition de loi qui vous est soumise... » (1). De même, aux termes du rapport présenté au Sénat, « il ne serait pas raisonnable d'exiger (le dépôt effectif) des objets dont le voyageur se sert journellement pour son usage personnel. La responsabilité de l'hôtelier doit être illimitée quand il y aura vol d'effets d'habillement apportés par les voyageurs dans l'hôtel » (2).

La jurisprudence s'est prononcée dans le même sens, notamment par un jugement du Tribunal civil de la Seine rendu le 30 octobre 1913 (3), et intervenu dans une instance engagée par le propriétaire d'un manteau de fourrure d'une valeur de 3.000 francs, soustrait dans le vestibule précédant la salle à manger d'un hôtel. La question se posait tout d'abord de savoir si l'article 1952 autorisait une distinction entre les vols ou dommages commis dans les chambres occupées par les voyageurs, et ceux qui pouvaient avoir pour théâtre les dépendances de l'établissement. Ayant résolu ce premier point par la négative, la décision avait ajouté que « le défaut de surveillance imputable à l'hôtellier engageait pleinement sa responsabilité », et qu'en déposant un manteau dans le vestibule où l'événement dommageable s'était produit, « le voyageur n'avait commis aucune faute qui pût lui être reprochée... » Une décision récente du même tribu-

---

(1) 11 juillet 1910.
(2) Rapport Béranger. Sirey : *Lois annotées*, 1889, p. 55, 1re colonne.
(3) S. 14.2.1.

nal, rendue le 6 juin 1932, a consacré la même solution (1).

La limitation à 1.000 francs, a-t-elle un caractère global, ou concerne-t-elle chacune des catégories d'effets expressément visées par le législateur. Y a-t-il, en d'autres termes, une première quotité applicable aux effets précieux, une quotité équivalente pour les autres, une autre pour les espèces monnayées, etc. ? La question n'a jamais été sérieusement discutée et la négative s'impose : la responsabilité est limitée à 1.000 francs par voyageur, et la seule question controversée est celle de savoir si, au cas de bagages communs à plusieurs voyageurs, chacun d'eux peut se prévaloir d'une quotité distincte. Il nous paraît plus raisonnable et plus conforme aux intentions du législateur de n'admettre, même en cette hypothèse, qu'une seule quotité, si favorable qu'apparaisse la situation de l'hôtelier. L'application d'un principe différent soulèverait des difficultés pratiques presque insurmontables (2).

L'hôtelier a-t-il la liberté de refuser le dépôt effectif d'objets précieux, de valeurs ou de numéraire, alors que le dépôt de ces objets ou de ces valeurs constitue, pour le voyageur, la seule manière d'en assurer intégralement la sauvegarde ? Un arrêt du 24 juin 1920 (3), rendu, il est vrai, dans des circonstances très favorables, a proclamé que « le seul moyen de sauvegarder les sommes, titres ou valeurs excédant la somme de 1.000 francs, étant, dans l'état actuel de la législation, de les remettre entre les mains de l'hôtelier... il y a, par conséquent, obligation pour le maître d'hôtel

(1) G. P. 32.2.367.

(2) Toutes les législations qui ont envisagé expressément le problème l'ont cependant résolu par l'affirmative : Décret-loi italien du 12 octobre 1919, art. 12 : « 1000 lires par personne logée » ; projet Antoine Borrel, art. 4 : « 1000 francs pour chaque voyageur ».

(3) D. 22.1.40.

de recevoir les dépôts de cette nature... » Cette solution est évidemment fort séduisante, car elle satisfait incontestablement les exigences de l'équité. On peut se demander si elle est bien juridique. La jurisprudence reconnait au créancier, dans une mesure restreinte, le droit de s'exonérer des conséquences de l'inexécution du contrat. Elle l'autorise, dans une mesure beaucoup plus large, à régler, d'accord avec son co-contractant, le contenu de ses obligations. Faut-il reconnaître à l'obligation de recevoir le dépôt visé à l'article 1953, al. 2, un caractère d'ordre public ? C'est, nous semble-t-il, d'autant plus arbitraire que la jurisprudence réserverait très certainement à l'hôtelier le droit de limiter ses responsabilités à un chiffre forfaitaire raisonnable, dans l'hypothèse où la loi ne l'aurait pas fait. Il est étrange que, dans notre cas particulier, l'exonération de la responsabilité engagée soit plus libéralement admise que la réglementation du contenu du contrat.

En fait, toutes ces questions n'ont qu'une faible portée pratique. Il n'en est pas de même de celle qu'il nous reste à examiner, beaucoup plus longuement, et qui se pose dans les termes suivants : La victime du dommage réalisé conformément aux prévisions de l'article 1954 peut-elle échapper à la limitation de la responsabilité qu'elle prétend mettre en œuvre, au cas où elle n'aurait pas pris la précaution de faire un dépôt effectif entre les mains de l'hôtelier, alors qu'un tel dépôt s'imposait, en se plaçant sur le terrain de la responsabilité délictuelle, ou, plus précisément, en administrant la preuve d'une faute précise, effective, imputable au défendeur ?

Cette question, dont on aperçoit immédiatement l'importance pratique considérable, a été résolue affirmativement, dès la promulgation de la loi de 1911, par l'unanimité des

décisions de justice. Cette jurisprudence est trop arrêtée pour que l'on puisse espérer, en entrant en conflit avec elle, détenir quelques chances de succès. Elle trouve d'ailleurs, dans les travaux préparatoires de la législation nouvelle, un appui presque décisif.

Ces travaux sont absolument formels. Déjà, en 1889, le rapporteur du projet définitif devant la Chambre, M. de la Bâtie (1), avait eu soin de proclamer que « les articles 1382 et suivants restaient en vigueur » par cela même que le texte proposé ne leur apportait « aucune modification expresse ». De même, pour M. Béranger au Sénat, « rien n'était changé aux règles ordinaires du Code », lorsqu'il y aurait « faute de l'hôtelier ou de ses préposés suivant les termes des articles 1382 à 1386 du Code civil ». Et le rapport de M. Raoul Péret (2) contenait une affirmation analogue. On peut regretter que le législateur, moins sans doute par ignorance que par méconnaissance des nécessités pratiques, ait tranché avec autant d'insouciance un problème d'intérêt essentiel, et couvert de son autorité une solution condamnée par la majorité de la doctrine, et qui ne s'accorde même pas avec les principes en honneur dans la jurisprudence la plus récente.

Il n'est pas douteux, en effet, que c'est par respect de la volonté formellement exprimée par le législateur, bien plus que par conviction personnelle, que les tribunaux, dans une suite ininterrompue d'arrêts, dont le premier, émanant de la Cour d'Appel de Bordeaux, remonte au 20 mai 1892 (3), ont reconnu à la victime du dommage le droit d'exercer,

---

(1) 16 mars 1889.
(2) 5 décembre 1910.
(3) S. 93.2.51.

sur le terrain délictuel, une action que ne vient contrarier aucune limitation légale.

La formule de ces décisions est presque toujours identique. « Attendu, proclame l'une des plus récentes, que la limitation à 1.000 francs de la responsabilité des hôteliers, telle qu'elle a été instituée par les articles 1956 et suivants du Code civil, n'affecte que la responsabilité qui lui incombe de plein droit ; qu'elle n'est pas applicable quand le voyageur a établi à la charge de l'hôtelier une faute dans les termes de l'article 1382 ; que l'hôtelier doit, en principe, réparer l'intégralité du dommage que cette faute cause au voyageur... » (1).

Très souvent, d'ailleurs, les arrêts de ce genre prennent également en considération une faute ou une négligence personnelle du voyageur, et ajoutent, avec la décision précitée, que « la responsabilité quasi-délictuelle de l'hôtelier peut disparaître entièrement ou être atténuée, lorsque le voyageur a lui-même commis une faute qui l'efface ou la la diminue... »

Il n'est pas sans intérêt de rappeler les motifs de cette jurisprudence. Le fait qu'elle se reporte toujours, conformément à l'indication donnée par les travaux préparatoires, à la responsabilité légale des articles 1382 et suivants du Code civil, dénote une volonté fort nette de ne pas reconnaître, à la théorie qu'elle consacre, un autre fondement que celui qui a été l'objet des prévisions formelles du législateur (2).

---

(1) Paris, 5 février 1932 (G. P. 32.1.637). — Aix, 11 mai 1908 (S. 08.2.191) ; Cass. 20 mars 1909 (S. 10.1.83) ; et toutes les décisions citées plus bas.

(2) 20 mars 1909 précité : « Le législateur n'a pas voulu limiter ainsi, quelle que soit la gravité de la faute constatée à la charge de l'hôtelier et l'importance du préjudice qui en résulte, la responsabilité de droit commun qui lui incombe. » En ce sens : Guillouard, 158. — Baudry, 1228. — Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 2222. — *Contra :* Colin et Capitant, t. II, p. 657.

Il était cependant possible, comme on l'a fait observer, de justifier cette construction jurisprudentielle autrement que par un appel aux caractères distinctifs de la responsabilité délictuelle, considérée comme une responsabilité légale et de droit commun, que nulle convention particulière ne peut écarter ni limiter. Il ne faudrait pas croire, en effet, que le débiteur contractuel s'oppose d'une manière absolue à l'auteur d'un dommage délictuel ; que ce débiteur, notamment, soit toujours présumé en faute : « Il en est ainsi seulement quand il s'est engagé à produire un résultat déterminé, tel que la propriété ou la jouissance d'une chose, la réception d'une somme d'argent, le transport d'un objet d'un lieu dans un autre, la construction d'une maison, une chambre dans un hôtel, etc. Mais un avocat, un professeur, un médecin, et même un mandataire, un architecte ne s'engagent pas, d'après les usages, à procurer un certain résultat, mais seulement à effectuer un certain travail tendant à l'obtenir. Le juge apprécie, en cas de contestation, s'ils ont apporté la diligence et la volonté voulues, on ne peut dire qu'ils soient présumés en faute... » (1). On s'est demandé s'il fallait voir, dans la conception jurisprudentielle que nous examinons, « une conséquence de la mise en jeu de l'article 1382, C. Civ. » ou si l'on ne devait pas, plus justement « décider que l'hôtelier, tenu jusqu'à la somme de 1.000 francs d'une obligation de résultat », était ensuite « responsable de l'inexécution d'une obligation de moyen. L'intérêt de la question apparaît notamment pour les dommages imprévus. L'hôtelier en devrait réparation

---

(1) Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, VI, n° 377.

dans le premier cas ; il en est dispensé dans le second » (1).

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'une hypothèse d'école, puisque la jurisprudence est absolument unanime à se rallier à la première interprétation. Nous avouons, d'ailleurs, ne pas apercevoir très clairement les mobiles qui ont pu déterminer certains auteurs à invoquer cette coexistence d'un devoir de sauvegarde, restreint par la volonté du législateur, et d'un engagement contractuel d'activité, valable au delà de la limite légale. Où trouver le fondement d'une telle distinction ? Dans la volonté des parties contractantes ? Il nous semble que c'est interpréter bien arbitrairement cette intention que de faire intervenir un engagement dénué de toute vraisemblance et contredit par les termes de la loi.

En réalité, ces motifs sont aussi contestables que ceux qu'invoquent habituellement les tribunaux. Puisque les promoteurs de la législation complétive du Code civil ont jugé nécessaire de maintenir, à côté des règles contractuelles qu'ils altéraient, l'application des principes normaux de la responsabilité civile, il est fâcheux qu'ils n'aient pas éprouvé le besoin de manifester leur volonté d'une façon plus expresse que dans de simples déclarations verbales faites au cours des travaux préparatoires, sans aucune conviction, et dans le désir exclusif d'entraîner l'approbation du Parlement. Le texte de la loi de 1911 ne reflétant leur opinion en aucune manière, et ne se prêtant, de toute évidence, à aucune intrprétation, force est de justifier cette opinion, et la consécration qu'elle a reçue dans la jurisprudence, par un appel aux principes généraux admis en

---

(1) Durand, *Les conventions d'irresponsabilité*, 58. C'est l'opinion de M. Demogue, *Revue trimestrielle*, 1926, p. 914-925 et 1928, p. 495. — *Contra:* Huguenet, S. 1925.2.25 (arrêt précité de la Cour de Poitiers).

matière de responsabilité. Et ces principes, il faut le reconnaître, sont très loin de lui être favorables.

La théorie du cumul, ou, pour mieux dire, du concours des responsabilités contractuelle et délictuelle était très généralement admise à la fin du siècle dernier. Elle avait pour elle la majorité des auteurs et la quasi-unanimité des décisions de justice (1). C'est ce qui explique, dans une certaine mesure, la désinvolture avec laquelle les rédacteurs de la loi de 1911 ont tranché par l'affirmative la question de l'application exclusive ou alternative des deux ordres de responsabilité. Mais il est loin d'en être de même, à l'heure actuelle, et la thèse du concours a perdu, depuis quelques années, en doctrine et surtout auprès de la jurisprudence, une partie notable de son crédit (2).

On sait que l'argument fondamental des partisans de la responsabilité alternative au gré du demandeur réside dans la prétendue supériorité de la responsabilité délictuelle, considérée comme légale et de droit commun, sur la responsabilité issue de la volonté des parties, ou de l'interprétation

---

(1) **Bonnecase**, *Supplément au Traité théorique et pratique* de **Baudry-Lacantinerie**, 1925, t. II, n° 507 : « La responsabilité contractuelle baigne, en quelque sorte, dans la responsabilité délictuelle ; c'est pourquoi celle-ci intervient quand, sous le couvert du contrat, une atteinte aux droits d'autrui est réalisée, qui, aux yeux de la raison et de la conscience, dépasse les prévisions normales des contractants. » — **Bordeaux**, 8 juillet 1904 (S. 04.2.233) ; Alger, 9 janvier 1924 (G. P. 3 avril 1924) ; Cassation, 27 juillet 1925 (D. 26.1.5, note M. Ripert) et 19 décembre 1926 (D. 27.1.705, note Josserand). — Pour le cumul : Planiol (D. 07.2.97) ; Bartin (sur Aubry et Rau).

(2) **Aubry et Rau**, VI, 446, note 7. — Demogue, *Revue trimestrielle*, 1923, p. 652 et note au S. 24.1.105. — Josserand, *Transports*, 625. — Meigné, *Responsabilité et contrat*, thèse Lille, 1924. — Ripert, D. 26.1.5. « (Le créancier) ne peut user de l'article 1832, qu'autant que le contrat ne règle pas, à la fois, la responsabilité délictuelle et contractuelle, ou que le contrat n'est pas valable, en tant qu'il a réglé la responsabilité contractuelle. » — **Ferron** (note sur Bordeaux, 8 juillet 1904 (S. 04.2.233) : « lorsqu'il y a violation d'une obligation contractuelle, ce sont les articles 1147 et suivants qui doivent recevoir leur application, non les articles 1382, et s. — Arrêt du 17 février 1929 (D. 29.1.129), note Ripert. — Cassin, Cours précité.

de cette volonté, et des règles légales qu'elles ont implicitement coulé dans le cadre de leurs engagements. En d'autres termes, la responsabilité délictuelle constituerait une sorte de milieu juridique dans lequel prennent naissance les obligations volontaires, et, comme on l'a dit, une sorte de « substratum » irréductible sur lequel la volonté humaine appuie les devoirs qu'elle fait naître, sans pouvoir jamais l'altérer ou la faire disparaître (1).

Ce qui rend cette question singulièrement complexe, et l'analyse de la jurisprudence fort délicate, c'est, tout d'abord, la difficulté qu'il peut y avoir à distinguer le problème du cumul d'un autre problème très voisin, mais essentiellement distinct, la détermination du domaine de la responsabilité conventionnelle. Bien souvent, notamment, les tribunaux, saisis d'une action en responsabilité intentée contre un médecin, un architecte, un mandataire, c'est-à-dire, d'une façon générale, contre une personne liée à la victime du dommage par un contrat dont celle-ci invoque la violation, font application à l'espèce à qui leur est soumise des articles 1382 et suivants du Code civil. Faut-il en conclure que ces décisions sont favorables à la thèse du cumul ? En aucune manière, car il est possible qu'elles aient tout simplement affirmé, à l'imitation de certains auteurs, la nature essentiellement délictuelle des actions mises en œuvre à la suite d'un contrat qui n'impose au débiteur que des obligations imprécises, concernant notamment la sécurité et l'intégrité corporelle de l'autre partie (2).

Il arrive fréquemment, d'autre part, que tels arrêts, jugés favorables à la théorie du cumul, ne s'inspirent d'aucune

---

(1) V. Bonnecase, passage précité, n° 507 et s.

(2) V. sur la responsabilité médicale, D. P. 1920.1.30 et la note de M. Léon Denisse. Aubry et Rau, V, 446. — Planiol et Ripert, VI, 377.

conception juridique déterminée, que telles décisions reconnaissent implicitement le caractère délictuel de la responsabilité issue de la violation d'un contrat, sans que l'on puisse légitimement les considérer comme l'expression d'une opinion précise, parce qu'elles s'inspirent, à l'évidence, de motifs exclusifs d'utilité pratique. C'est ainsi qu'une décision récente a proclamé la nature délictuelle de la responsabilité du médecin vis-à-vis de sa clientèle, dans l'unique dessein de rendre admissible la prescription acquise sur le terrain du droit répressif (1).

Il résulte de ces circonstances qu'il est extrêmement malaisé de déterminer avec précision l'attitude des tribunaux dans le problème qui nous occupe. On peut néanmoins, semble-t-il, affirmer que la grande majorité des arrêts intervenus dans ces dernières années se montrent résolument hostiles à la thèse du cumul, et qu'un revirement très net, marqué notamment par des décisions du 21 juin 1928 (2), du 22 décembre 1930 (3), du 6 décembre 1932 (4), du 24 mai 1933 (5), du 22 mai 1933 (6), qui toutes émanent de la Cour Suprême, tend à détourner la jurisprudence de ses premières conceptions. Seule la Chambre des Requêtes est encore hésitante, mais il est infiniment vraisemblable qu'elle se résoudra à consacrer, à son tour, la solution la plus générale.

En serait-il autrement, que la jurisprudence n'en serait pas moins en contradiction formelle avec elle-même, puisque toutes les décisions qui se sont prononcées, en matière

---

(1) Aix, 18 juillet 1932 (D. 32.2.5).
(2) G. P. 28.2.406.
(3) S. 21.1.98.
(4) D. H., 1933, p. 35.
(5) D. H. 1933, p. 394.
(6) S. 1933.1.70. — La jurisprudence belge est favorable au cumul. V. notamment Cass. 6 janvier 1908 (P. B. 08.1.86).

de responsabilité hôtelière, sur l'application des limitations apportées à cette responsabilité par la législation postérieure au Code civil, se sont déclarées favorables à la thèse du cumul. Dès lors, même en reconnaissant à certaines d'entre elles le mérite de la logique, on ne peut nier que le plus grand nombre se contredit d'une manière absolue.

En doctrine, la théorie du cumul compte encore de nombreux partisans, mais son crédit a été s'affaiblissant jusqu'à ces dernières années, et la majorité des auteurs, même ceux qui, avec M. Josserand, se déclarent hostiles à toute extension du domaine de la responsabilité contractuelle, se refusent à envisager l'existence d'une responsabilité alternative au gré du créancier de l'obligation.

« Entre les deux ordres de responsabilité, dit M. Josserand, entre les responsabilités contractuelle et délictuelle, il faut choisir ; la victime d'un accident est à traiter comme un contractant ou comme un tiers, mais jamais comme l'un et l'autre simultanément ; un contractant n'est pas un tiers plus un contractant, il n'est pas tiers du tout et il est inadmissible qu'il puisse, comme la chauve-souris du fabuliste, montrer ou cacher ses ailes à volonté » (1).

Il n'y a aucune prééminence particulière de la responsabilité contractuelle sur la responsabilité civile ; il est inexact de traiter la première comme une responsabiité de droit commun, et d'attacher à l'autre un caractère d'exception, de dérogation au droit commun de la liberté juridique. La responsabilité volontaire a elle aussi un fondement légal, moins visible peut-être, mais tout aussi réel, et le contrat

---

(1) Note Lyon, 17 février 1928 (D. 29.2.17).

est la loi des parties, « loi spéciale... substituée à la loi générale » (1).

Contredite par elle-même et par la majorité de la doctrine, la jurisprudence en matière de responsabilité hôtelière apparaît bien peu défendable. Il est vraiment surprenant que les arrêts aient mis une telle obstination à sanctionner un principe qu'ils s'empressent de condamner dès qu'ils se trouvent dans un autre domaine. C'est par une contradiction analogue que les tribunaux, même ceux qui refusent tout concours de responsabilités, admettent cependant que la responsabilité contractuelle, exclue par la convention des parties, laisse subsister une responsabilité de droit commun, préexistante au contrat, et soustraite à l'empire de la volonté des contractants.

Cette matière des conventions d'irresponsabilité nous révèle précisément une autre antinomie, aussi peu explicable, entre des décisions inspirées de principes analogues. Si la jurisprudence, ainsi que nous venons de le dire, n'attache aux clauses d'irresponsabilité absolue qu'une portée relative, qu'un effet limité pratiquement au renversement de la charge de la preuve, elle adopte à l'égard de celles qui, sans prétendre exonérer complètement le débiteur, limitent dans une mesure raisonnable l'étendue de ses responsabilités, et fixent notamment à un chiffre forfaitaire le montant maximum de la réparation, une attitude diamétralement opposée. Dans cette dernière hypothèse, elle admet que « la clause limitative s'impose impérativement aux parties et au juge » et elle « refuse très fermement de distinguer ce

---

(1) Labbé, note D. 85.4.25. — V. dans le même sens : Saleilles, *Théorie générale de l'obligation*, n° 332. — Lalou, *Responsabilité civile*, n° 269. — Mazeaud, *Traité de la responsabilité*, n° 192 et s.

qui, dans la limitation de la responsabilité, est clause pénale, et l'excédent, pour lequel il y a exonération de responsabilité : elle n'admet pas que le créancier, touchant le montant de l'indemnité sans avoir à prouver la faute du débiteur, puisse obtenir, en l'apportant, une indemnisation complète » (1).

Il devient alors difficile d'expliquer comment la limitation de la responsabilité à une somme de 1.000 francs ne produirait qu'un effet atténué, limité au domaine contractuel, sans portée dès que l'on se place sur le terrain de la responsabilité civile. Les clauses limitatives de responsabilité ont-elles donc une valeur plus grande lorsqu'elles procèdent directement de la volonté des parties, que lorsqu'elles découlent d'un texte impératif implicitement adopté par elles et coulé dans le cadre de leurs engagements ? Il est pour le moins surprenant que la volonté des contractants ait une efficacité plus restreinte lorsqu'elle s'accorde avec celle qui a été formellement exprimée par le législateur, que lorsqu'elle va à l'encontre de principes que la loi considère, non sans doute comme irréfragables, puisqu'elle ne leur assigne qu'une portée interprétative, mais à tout le moins, comme plus rationnels, puisqu'elle a jugé utile de les sanctionner.

« Lorsqu'une disposition de loi limite dans son étendue ou dans sa durée la responsabilité résultant de l'inexécution d'un contrat, c'est la réduire à néant, et mettre le législateur en contradiction avec lui-même que permettre de l'écar-

---

(1) Durand, *Les conventions d'irresponsabilité*, n° 143.

ter en appliquant les règles de la responsabilité délictuelle... Le cumul est donc à rejeter délibérément » (1).

Quant à admettre, avec M. Josserand, que l'hôtelier « est tenu jusqu'à 1.000 francs d'une responsabilité professionnelle fondée sur le risque, et subit, quant au reste, l'application du droit commun » (2), nous croyons avoir démontré qu'une telle conception, approuvée par certains auteurs qui se montrent cependant favorables aux idées traditionnelles, est en désaccord avec les textes de principe et avec la jurisprudence qui reconnait à la responsabilité de l'aubergiste, sans aucune distinction, un caractère et un fondement conformes au droit commun.

En serait-il autrement que la théorie du cumul n'en deviendrait pas pour cela plus admissible. La responsabilité contractuelle fondée sur le risque n'est pas plus que l'autre, M. Josserand l'admet, susceptible d'être mise en œuvre concurremment avec la responsabilité civile. Dans un cas comme dans l'autre, dès l'instant « qu'une disposition légale contient une règle plus favorable au débiteur que celle qui découlerait de l'application des articles 1382 et suivants », le créancier ne peut « sans violer la loi, prétendre se placer sur ce terrain » (3).

La construction jurisprudentielle n'est pas seulement condamnable sur le terrain des principes juridiques. Elle emporte, en pratique, des conséquences tellement rigoureuses que la réforme accomplie par le législateur de 1889 et de 1911 s'en trouve presque complètement abolie. Etant donné,

---

(1) **Meigné**, *Responsabilité et contrat* (cité par Planiol et Ripert, n° 492, t. VI).

(2) C'est ainsi que M. Paul Durand (*Les conventions d'irresponsabilité*) interprète le n° 1732 (précité) du t. II du *Cours de Droit civil* de M. Josserand.

(3) **Mazeaud**, *op. cit.*, n° 200.

en effet, que la responsabilité délictuelle repose sur une faute très légère (in lege Aquiliæ culpa levissima venit) on ne voit guère comment l'hôtelier pourra, avec une telle conception, bénéficier de l'exonération instituée en sa faveur. Dès l'instant que la responsabilité contractuelle entre en jeu, il est difficile de concevoir comment il n'en serait pas de même de la responsabilité délictuelle. Sans doute les obligations de l'aubergiste ne sont-elles pas les mêmes sur le terrain conventionnel et sur le terrain légal, puisqu'il est tenu, dans le premier cas, d'un devoir de sauvegarde, dans le second, d'un engagement général « de ne procurer par son fait, aucun dommage à autrui ». Il n'en est pas moins vrai que de telles observations, comme toutes celles que l'on formule habituellement à l'occasion des règles de preuve, sont plus théoriques que réelles, et que l'hôtelier, responsable contractuellement, le sera, selon toute vraisemblance, sur le terrain délictuel.

Il suffit, pour s'en convaincre, de prendre connaissance, dans les recueils de jurisprudence, des décisions qui ont relevé, à sa charge, l'existence d'un manquement précis, l'excluant du bénéfice des limeitations légales. Encore n'examinerons-nous que les exemples les plus récents.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 4 janvier 1930 (1), condamne à la réparation intégrale du préjudice un hôtelier coupable de ne pas avoir assuré, « par des moyens appropriés, l'impossibilité absolue pour les locataires voisins d'utiliser une porte de communication entre deux chambres contiguës ».

De même, commet une faute excluant la limitation légale,

---

(1) G. P. 30.1.536.

l'hôtelier qui, aux termes d'un jugement du même tribunal, rendu le 6 novembre 1929 (1), laisse un vol ou dommage se commettre dans un local dont la clef lui a été confiée. En d'autres termes, le fait de mettre la clef de sa chambre à la disposition de l'hôtelier implique, à la charge de celui-ci, et à l'égard des effets qui y sont déposés, « un devoir spécial de surveillance », et par suite une présomption de responsabilité délictuelle, ce qui est une conception assez extraordinaire. On relève, dans le même sens, une autre décision du Tribunal civil de la Seine, du 29 octobre 1930 (2), un jugement du Tribunal de paix de Paris, du 14 mars 1930 (3), et un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 23 février 1934 (4), proclamant que « le fait « pour le locataire » d'avoir remis, avant de sortir, sa clef au bureau de l'hôtel, est impuissant à créer une véritable présomption de responsabilité à l'encontre de l'hôtelier... », parce que, dans ce cas particulier, le vol paraissait avoir été commis à l'aide de fausses clefs.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 16 juillet 1934 (5), se montre particulièrement sévère. « Considérant, dit-il, que les articles 1952-3 du Code civil ne peuvent recevoir leur application qu'en l'absence de toute faute de l'hôtelier ; que tel n'est pas le cas, en l'espèce ; que l'enquête à laquelle il a été procédé prouve la coupable négligence et l'incurie certaine de l'Administration ; que celle-ci avait le devoir, d'une part, de prendre toutes les mesures utiles pour assurer, d'une manière parfaite, la continuité du service de

---

(1) Seine, 6 novembre 1929 (*Moniteur juges de paix*, 1930, p. 70).
(2) D. H. Somm. 1931.45.
(3) D. H. Somm. 1931.30. — De même, Marseille, 23 mars 1931 (Rec. Mars. 31.1.128).
(4) G. P. 34.1.843. Seine, 23 septembre 1927 (G. P. 27.2.730).
(5) C. P. 34.2.735.

surveillance du commis d'étage ; que, d'autre part, elle devait empêcher des personnes étrangères au service de circuler librement, sans raison légitime et sans contrôle, à travers les différents étages de l'hôtel ; qu'elle devait enfin, ce qu'elle n'a pas fait, s'assurer aussi complètement que possible de la véritable identité de tous les clients qui s'étaient fait inscrire... »

Citons encore un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 27 mai 1928 (1), écartant l'application de la loi de 1911, en alléguant simplement que « la victime était fondée à compter, étant donnée la clientèle qui fréquente l'hôtel, l'importance et la réputation de cet établissement, sur une surveillance plus efficace que celle qui a été exercée ». Il s'agissait cependant d'un locataire qui avait très imprudemment déposé la clef de sa chambre, non plus entre les mains de l'hôtelier, mais sur un meuble qui n'était aucunement destiné à cet usage, en présence, il est vrai, d'un employé subalterne (2).

La jurisprudence est donc arrivée « à ce résultat paradoxal de rendre la loi du 8 avril 1911 à peu près lettre-morte, et de rétablir l'écrasante responsabilité que le Code de 1804 faisait peser sur l'hôtelier ». Car, si consciencieux que soit l'aubergiste ou son personnel, « il sera toujours possible au voyageur de relever à leur encontre, une « culpa levissima », une négligence ou une imprudence » (3). Cette attitude des tribunaux est d'autant plus rigoureuse que la réduction de la durée du travail et la diminution (si évi-

---

(1) G. Tr. 28.105.

(2) V. également Paris, 19 juillet 1928 (G. Tr. 28.2.146) et 6 décembre 1929 (*Bulletin du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*. février 1930) ; Arras, 12 juin 1934 (G. P. 34.2.736) ; Besançon, 1er mars 1933 (G. P. 33.1.925).

(3) Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*, p. 91.

dente) de la conscience professionnelle rendent les devoirs imposés par la loi de plus en plus malaisés à remplir correctement.

Il en est ainsi d'autant plus que la mise en œuvre de la responsabilité délictuelle n'est aucunement subordonnée, s'il faut en croire un arrêt de la Cour de Paris (1), aux conditions particulières exigées par l'article 1952 et se référant à l'introduction des effets, au séjour du voyageur, et au lien nécessaire de ce séjour et du dommage réalisé. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de ce que « la plupart des compagnies d'assurances » ne veuillent plus « courir les risques des vols survenus à l'hôtel, et que les quelques compagnies qui faisaient ces opérations » y aient renoncé (2). Une telle attitude s'explique aisément si l'on veut bien noter que l'arrêt précité du 22 mai 1928, sur simple serment de la victime, a condamné un hôtelier à 200.000 francs de dommages-intérêts. Lorsqu'on songe qu'il suffisait d'une minuscule circonstance (l'absence d'une simple négligence

---

(1) 6 décembre 1929 (Bulletin précité).

(2) Gauthier, *L'hôtellerie*, thèse Paris 1931, p. 345. Voici comment s'établit, d'après cet auteur, une police d'assurance comportant une garantie de 15.000 francs. En cas de vol simultané dans plusieurs chambres, la garantie est limitée :

« 1° à 8.000 francs par chambre, avec déclaration expresse que l'hôtel ne comprend que 100 chambres ;

« 2° à 1.000 francs pour les objets se trouvant dans les salons, salles, couloirs et dépendances de l'hôtel ;

« à 5.000 francs pour les objets confiés aux préposés de l'hôtelier pour être portés aux gares ou chez les personnes désignées par les voyageurs ou inversement.

« Sont exclus de la garantie : toutes espèces, titres et valeurs au porteur :

« 4° à 1.000 francs pour les espèces, valeurs, titres, bijoux et objets précieux de toute nature.

« En outre, il est convenu :

« a) que l'hôtelier reste son propre assureur pour les dommages inférieurs à 200 francs, l'assurance n'ayant d'effet que pour le surplus de cette somme ;

b) que sur l'excédent des dommages, l'hôtelier conservera à sa charge une part de 10 % qu'il s'engage à ne pas faire assurer. »

discernée par des magistrats souvent faillibles), pour que l'hôtelier eût vu sa responsabilité réduite de 199.000 francs, on peut à bon droit se demander si l'arbitraire des juges, objet de tant d'appréhensions, a jamais trouvé un terrain plus favorable.

Il importe de faire une dernière remarque : Si la jurisprudence se refusait à sanctionner la responsabilité délictuelle de l'hôtelier, la disposition de l'article 1151 qui, au cas de faute lourde ou de dol, inclut dans les dommages-intérêts contractuels la réparation des dommages imprévisibles, permettrait-elle de ne pas faire application de la limitation légale aux hôteliers tombant sous le coup des prescriptions qu'elle édicte ? C'est ce que semble reconnaître, implicitement, l'arrêt précité du 5 février 1932 (1), lorsqu'il affirme que « l'hôtelier doit réparer l'intégralité du préjudice, même en l'absence de tout dol de sa part, l'article 1180 du Code civil ne visant que le préjudice qui découle d'une faute contractuelle... » De même un jugement du 4 janvier 1930 a formellement exclu l'hôtelier coupable de faute lourde ou de dol du bénéfice de la limitation légale. Ce dernier arrêt est extrêmement curieux, car il semble condamner toute la construction édifiée par la jurisprudence (2).

La solution qu'il consacre est d'ailleurs des plus contestables. Il est extrêmement douteux que l'inclusion, dans le champ de la responsabilité, des dommages imprévisibles, puisse avoir pour conséquence d'écarter l'application d'une règle légale de limitation, étant donné que la notion de « prévisibilité » envisagée par l'article 1180 est une notion

---

(1) G. P. 32.1.631.

(2) Seine, 4 février 1930 (Gaz. Pal. 30.1.536). Si, en effet, l'hôtelier coupable de fautes lourdes est exclu du bénéfice de la limitation légale, en faut-il conclure que la faute légère ne produit pas le même effet ?

psychologique, dont le contenu relève de l'appréciation des tribunaux, et qui ne peut concerner, semble-t-il, une règle aussi formelle que celle qui se trouve consacrée dans la législation de 1889 et de 1911.

Si une telle solution ne pouvait être admise, et rationnellement il doit en être ainsi, on pourrait, sans aucun doute, le regretter. Les auteurs de la loi de 1911 n'ont pas songé à combler cette lacune, qui, à vrai dire, n'en était pas une à leurs yeux, puisqu'ils admettaient sans difficulté l'application des règles de la responsabilité délictuelle. Si la construction jurisprudentielle devait être un jour condamnée par les tribunaux ou même par le législateur, il serait à désirer qu'une disposition expresse proclamât la responsabilité indéfinie de l'hôtelier coupable de dol ou de faute lourde, car toute limitation devient alors inadmissible. Il est vrai que le dol personnel de l'hôtelier serait parfois constitutif d'un délit pénal, et qu'au dire de certains auteurs, même défavorables au cumul, les faits de cette nature peuvent être exceptionnellement invoqués par la victime d'un préjudice contractuel (1).

---

(1) En ce sens, Aubry et Rau (*Dr. civ.*, 5e éd., t. IV, § 446, p. 371 et note 4) : « Quand une faute contractuelle constitue une infraction pénale, la victime peut invoquer le délit pénal ». — En ce sens, Lalou, Labbé, etc... Jugement Espalion (2 mars 1926 (G. P. 26.2.65). Il s'agissait du vendeur d'un animal tuberculeux poursuivi au criminel par l'acheteur, créancier de l'obligation contractuelle de garantie). La plupart des auteurs limitent l'application de la règle aux délits intentionnels (à l'exclusion des simples délits d'imprudence et, à plus forte raison, de la faute lourde ou du dol). V. en ce sens, Demogue : S. 84.1.106. Pour Mazeaud (n° 198) : « on voit mal pourquoi le débiteur qui, par une infraction pénale, n'exécute pas son obligation, serait admis à l'action délictuelle civile, et non celui qui n'a commis qu'une faute civile. Qu'on n'aille pas dire, avec Labbé, que si l'inexécution du contrat résulte d'une infraction pénale, l'acte devient double, l'inexécution se détache de l'infraction. En réalité, il n'y a qu'un seul fait : l'inexécution du contrat, mais il se trouve que cette inexécution est frappée d'une peine. Or la peine édictée dans l'intérêt social est étrangère aux règles civiles ». — On invoque en sens contraire une dispo-

SECTION II. — LIMITATIONS CONVENTIONNELLES.

Il importe d'établir une distinction entre les clauses formelles d'irresponsabilité, qui revêtent un caractère conventionnel et font l'objet d'une acceptation expresse de la partie adverse, et les avis affichés selon un usage fréquent dans les chambres ou les lieux de réunion de l'hôtel, qui n'ont qu'un caractère unilatéral et ne sont portés à la connaissance du créancier qu'après la conclusion du contrat.

Les clauses de ce genre ne soulèvent aucune difficulté : Elles sont dépourvues de toute efficacité juridique, aux termes d'une jurisprudence constante (1), dont on relève des applications non seulement dans notre cas particulier, mais dans les conventions les plus diverses, « contrat de divertissement par manège forain », ou location de loges d'un établissement de spectacles. Les arrêts sont plus réservés lorsque la restriction figure sur un titre remis aux contractants après la conclusion du contrat (c'est l'hypothèse classique du billet de passage délivré par une compagnie de chemins de fer ou de navigation) (2). Mais, à l'égard de l'hôtelier, la jurisprudence est unanime et proclame invariablement que la validité de la clause est subordonnée à l'acceptation expresse ou implicite du créancier.

Il serait d'ailleurs inexact de voir, dans ces décisions de justice, l'expression d'une tendance juridique ou philosophique quelconque. Les tribunaux ne se préoccupent nulle-

---

sition de la loi du 8 avril 1898. Mais cet argument n'est pas concluant, puisque cette loi ne vise qu'une responsabilité délictuelle qui ne pourrait se cumuler qu'avec elle-même !

(1) Cologne, 24 décembre 1984 précité ; Tr. de Toulouse, 2 juin 1894 (G. Tr. 24 août 1894) ; Seine, 16 juillet 1898 (G. Tr. 28 décembre 1898) ; Cassation 19 et 28 février 1900 (S. 1900.2.138-9) ; Seine, 16 février 1905 (G. P. 05.4.45) ; Cette, Paix, 21 août 1918 (*France Hôtelière*, janvier 1919, p. 14) ; Saint-Etienne, 3 juillet 1929 (G. P. 29.2.79).

(2) Paris, 28 novembre 1925 (G. P. 26.1.124).

ment de protéger les contractants isolés en face d'entreprises économiquement plus puissantes, et leurs arrêts procèdent d'une considération de pure technique juridique : avant de se prononcer sur la validité ou l'inefficacité des clauses d'irresponsabilité, il est nécessaire d'envisager un autre problème : celui de leur acceptation expresse ou implicite. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner la solution consacrée par la jurisprudence, dans le problème voisin de la validité des contrats d'adhésion : Dès l'instant que le contractant, même isolé, est présumé avoir connu la clause qu'on lui oppose, celle-ci recouvre, dans la conception tribunaux, sa pleine et entière efficacité, et le créancier ne saurait alléguer sa propre faiblesse pour se soustraire à des engagements volontairement consentis.

La solution jurisprudentielle est, du reste, approuvée par l'unanimité de la doctrine, et reproduite dans un très grand nombre de législations étrangères. Le Code civil suisse, considéré par nos groupements hôteliers comme consacrant le système législatif le plus favorable, stipule notamment, dans son article 487, que l'aubergiste « ne peut s'affranchir de sa responsabilité en déclarant, par des avis affichés dans son hôtel, qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions spéciales... ». De même pour l'article 701 du Code civil allemand et l'article 14 du décret-loi italien du 12 octobre 1919 (1).

---

(1) « La responsabilité de l'hôtelier n'est pas exclue par les déclarations faites par lui-même au moyen d'avis dans les locaux de l'hôtel, et tendant à décliner ou à limiter sa responsabilité, ou à la faire dépendre de conditions non établies par la loi ». — Pour la jurisprudence étrangère, V. Bruxelles, 7 mai 1887 (P. B. 87.1.110) ; Cass. Hollande, 18 novembre 1887 (*R. int. Droit Mar.*, 1888, 89, p. 471 ; Athènes, 17 juin 1887 (*id.* 1887, 88, p. 493) ; Colmar, 21 décembre 1896 (S. 98.4.17) ; Alexandrie, 2 avril 1896 (*Rev. Int. Dr. Mar.*, 1896-97, p 341) ; Cour de Session Ecosse, 17 février 1925 (cité par Durand, *Conv. d'irresp.*, n° 10).

La clause est inefficace quelque soit l'engagement dont l'hôtelier ait entendu s'affranchir. Dans les écuries dépendant des auberges rurales, il est traditionnel d'affirmer, par voie d'affiches, que l'hôtel est « sans garantie », c'est-à-dire que l'hôtelier ne répond pas des accidents survenus aux animaux confiés à ses soins. L'attitude des tribunaux est toujours la même (1). Elle est, au reste, parfaitement légitime. Il serait inadmissible que le voyageur eût à s'incliner devant une prétention qui n'avait même pas été formulée « au moment du contrat, c'est-à-dire au moment où il était entré dans l'auberge ». Et d'ailleurs « l'eût-il connue, qu'on ne pourrait affirmer qu'il ait entendu s'y conformer » (2).

Il ne faudrait d'ailleurs pas en conclure que les clauses de ce genre sont absolument dépourvues d'efficacité pratique. Sans doute, elles ne sauraient prétendre à une portée aussi étendue que celle que le débiteur entendait leur assigner. Elles n'en ont pas moins effet de limiter sa responsabilité, dans une mesure d'ailleurs très restreinte. Il ne faut pas oublier en effet, que la jurisprudence reconnaît à la faute ou à la négligence personnelles du voyageur une certaine valeur libératoire, et que le fait, pour ce voyageur, d'avoir pris connaissance, fut-ce après la conclusion du contrat, des avis tombés sous ses regards, sans prendre les précautions qui s'imposaient, peut constituer, à son égard, une présomption de négligence susceptible d'atténuer ou même d'exclure la responsabilité qu'il prétend mettre en œuvre. Il existe plusieurs arrêts en ce sens, et, tout récemment, une déci-

---

(1) Toulouse, 2 juin 1894 (G. Tr. 24 août 1894).

(2) Note Wahl, S. 97.4.5. — En ce sens : Durand, *op. cit.*, n° 10. — Aubry et Rau, § 406 et note 12. — Perreau, *Revue trimestrielle*, 1926, p. 310 et suiv. « Clauses manuscrites et clauses imprimées ». — Laurent, t. XXVIII, n° 141. — Guillouard, 151. — Mazeaud, 2541 et 2557.

sion de la Cour d'appel de Paris l'a implicitement reconnu en proclamant que le tenancier d'hôtel ne « saurait, pour se décharger même partiellement, de sa responsabilité, alléguer une imprudence qu'aurait commise (le voyageur) en ne déposant pas dans un coffre spécial mis à sa disposition, ainsi qu'il était indiqué par un simple avis affiché dans chaque appartement, les bijoux et les objets de valeur... ; qu'il convient de remarquer, tout d'abord, que cet avis ne peut, en aucune manière, exonérer la direction de l'hôtel des « *fautes lourdes* » qu'elle a commises... » (1).

Il resterait à l'hôtelier, désireux de conférer à ces clauses une portée plus étendue, la ressource de les insérer dans sa correspondance, ou de les soumettre à l'approbation de sa clientèle avant la conclusion définitive du contrat. Leur efficacité serait alors la même que celle que l'interprétation jurisprudentielle attache aux conventions expresses d'irresponsabilité.

On sait que notre jurisprudence, après avoir hésité, sur ce point, entre les systèmes les plus divers : nullité absolue, validité absolue, validité de la clause d'exonération pour faute légère, efficacité limitée au renversement de la charge de la preuve, s'est prononcée, en définitive, pour cette dernière solution. On ne peut affirmer que cette tendance soit absolument générale et il existe encore quelques divergences. Ce que l'on peut énoncer avec certitude, c'est que parmi les décisions de justice, « seul le groupe qui admet qu'en matière contractuelle la clause de non responsabilité a pour effet d'obliger le créancier à faire la preuve de la

---

(1) Paris, 16 juillet 1934 (G. P. 34.2.735).

faute, dans l'inexécution peut être retenu, si l'on veut interpréter correctement la jurisprudence française » (1).

Ce système est d'ailleurs consacré par la majorité des législations étrangères, avec cette réserve, toutefois, qu'un certain nombre d'entre elles consacrent l'exonération absolue pour faute légère. On a proposé d'inclure une règle analogue dans la législation civile où la jurisprudence française, en alléguant la liberté traditionnellement reconnue aux parties de déterminer comme elles l'entendent le contenu de leurs obligations ; *à fortiori* devrait-il leur être permis, a-t-on dit, de s'exonérer, dans la mesure où l'inexécution ne résulte que d'une faute légère, des conséquences d'une responsabilité normalement engagée (2).

On ajoute parfois que la jurisprudence française ne sanctionne cette validité restreinte des clauses d'irresponsabilité que dans le domaine exclusif de la faute légère. Au cas de faute lourde ou de dol, la clause serait au contraire dépourvue de toute efficacité, même limitée au renversement de la charge de la preuve. Une telle affirmation ne peut être que le résultat d'une inadvertance. On ne connaît l'existence de la faute lourde ou du dol que lorsque cette existence a été

---

(1) Durand, *Conv. d'irresponsabilité*, n° 138. On peut toutefois se demander si le second système (validité de l'exonération pour faute légère) n'est pas également consacré.

(2) Durand, *op. cit.* — On sait que le principal argument des partisans de la pleine validité des conventions d'irresponsabilité réside dans un rapprochement de ces clauses et des contrats d'assurance. « Ce qui parait contraire à l'ordre, ce n'est pas l'impunité de l'action nocive, c'est le défaut de réparation du dommage. Mais cette réparation peut être trouvée dans l'assurance. Pourquoi ne pourrait-on pas la trouver aussi dans un avantage contractuel ? Pourquoi ne pourrait-on pas la limiter ? » Ripert, préface de l'ouvrage de Paul Durand, p. IV. — Réponse : « bien loin de laisser le dommage à la charge de la victime, l'assurance procure son indemnisation, sans infliger à personne une lourde perte, grâce à la répartition du risque entre tous les assurés, qui constitue le propre du mécanisme de l'assurance. D'autre part, l'assurance n'est pas gratuite pour l'auteur du dommage dont elle met la responsabilité à couvert. » Planiol et Ripert, *Dr. Civ.*, n° 407, t. VI. — Cf. Bonnecase, *op. cit.*, II, n° 539.

démontrée, c'est-à-dire, par hypothèse, lorsque la responsabilité doit nécessairement, et dans tous les cas, entrer en jeu.

Il semble que la solution jurisprudentielle se justifie, si l'on en croit les décisions des tribunaux, par la survivance de la responsabilité délictuelle à la responsabilité volontaire exclue ou altérée par la convention. C'est toujours la théorie du cumul, et de la responsabilité civile considérée comme légale et de droit commun. « Pourquoi ne soumettrait-on pas le débiteur aux règles de conduite qui gouvernent tous les hommes, et dont l'article 1382 établit la sanction juridique ; il est légalement tenu de ne causer aucun dommage à autrui » (1). On peut en réalité invoquer en faveur de la jurisprudence des arguments moins contestables. On peut admettre, avec certains auteurs, que les conventions d'irresponsabilité, licites lorsqu'elles opèrent un déplacement des risques, ne le sont plus lorsqu'elles tendent à exonérer le débiteur des conséquences d'une faute effective. Or toute responsabilité contractuelle (naissant de l'inexécution d'une obligation précise) repose, dans une certaine mesure, sur un principe objectif, puisque le débiteur ne peut s'en exonérer que par la preuve d'une cause étrangère. Mettre à la charge du créancier la preuve d'une faute précise, c'est opérer un déplacement des risques, c'est-à-dire de la cause inconnue de l'inexécution, mais ce n'est pas exonérer le débiteur des conséquences de sa faute, puisque, si cette faute existe, toute liberté est laissée au créancier d'en administrer la preuve (2).

---

(1) Ripert, *Droit maritime*, II, 1775. — Voir parmi les décisions de jurisprudence : Cass., 6 mars 1912 (S. 13.1.355) ; 9 novembre 1915 (S. 17.1.111) ; Requêtes, 24 octobre 1932 (S. 33.1.289).

(2) Cassin, *Les conséquences de l'inexécution des contrats, Cours de Droit civil approfondi*. C'est, dans leurs grandes lignes, le système de M. Planiol et celui de M. Esmein.

Peut-être pourrait-on faire, à la conception de notre jurisprudence le grief de n'être qu'insuffisamment nuancée. Il est des hypothèses où, « même aussi restreint (par les tribunaux) l'effet de la clause de non-responsabilité paraît encore trop grand. Le renversement de la charge de la preuve est chose fort grave. Si, en effet, la preuve d'une faute est dans nombre d'espèces chose facile, dans beaucoup d'autres elle est malaisée et parfois impossible à raison de l'absence de renseignements sur les conditions dans lesquelles les faits se sont produits... Il faudrait donc modifier la formule et la solution données par la jurisprudence, et dire que la clause de non responsabilité n'aura pas pour effet d'emblée d'obliger le créancier à prouver la faute du débiteur, mais seulement de permettre au débiteur de prouver qu'il n'a commis aucune faute, qu'il a eu une conduite prudente et diligente » (1). Et si, à l'inverse, certaines règles « sont la traduction en commandements légaux de règles morales... d'autres constituent un aménagement réglementaire des relations privées, pour le bon ordre et l'économie. Dans des cas particuliers, deux personnes peuvent avoir intérêt à substituer à cet ancien règlement un régime conventionnel. Pourquoi le législateur condamnerait-il en principe cet accord économique ? Toute inégalité n'est pas forcément désordre, et il y a des cas où c'est au contraire la protection accordée à l'un des contractants qui trouble l'économie générale et se retourne contre celui que l'on voulait protéger » (2).

---

(1) Planiol et Ripert, t. VI, n° 401.

(2) Ripert, préface de l'ouvrage de P. Durand, p. 1. — En réalité, l'étude des conventions d'irresponsabilité est encore à ses débuts, comme, du reste, ces conventions elles-mêmes ; c'est ce qui explique, avec l'incertitude de la doctrine, le trouble, et, en même temps, la trop grande rigidité des sys-

La jurisprudence qui dénie, ou, plus exactement, qui dénierait (car il n'y a pas de cas pratique) à l'hôtelier ou aubergiste, le droit de s'exonérer, de façon complète, de sa responsabilité, lui reconnaîtrait-elle celui de limiter l'étendue de ses obligations ? Une convention formelle peut-elle l'affranchir de son devoir de surveillance ? Les tribunaux font, en effet, une distinction entre les clauses modificatives du contenu du contrat, et celles qui excluent une responsabilité normalement engagée. Hostiles à l'entière validité des secondes, ils semblent favorables à la reconnaissance des autres, avec cette réserve, toutefois, que l'aménagement du contrat ne peut avoir pour conséquence l'altération de ses caractères essentiels. Ainsi le débiteur ne s'engage souvent « qu'à une diligence peu étendue, et la loi, dans ses dispositions supplétives, procède de même pour certains contrats. Si le débiteur commet alors une faute légère, il ne sera pas contractuellement responsable n'ayant pas manqué à ses obligations... » (1).

La question n'offre, en réalité, qu'un faible intérêt pratique, étant donnée la conception jurisprudentielle en matière de conventions d'irresponsabilité. Que le débiteur s'exonère de sa responsabilité, il restera tenu sur le terrain délictuel. Qu'il se refuse à assumer certaines obligations, toujours avec le consentement de l'autre partie, sa respon-

---

tèmes jurisprudentiels. — Cf. Ripert, *op. cit.*, p. 1 : « Je doute que, dans l'état actuel de nos idées sur la responsabilité civile, il soit possible d'aboutir à des conclusions très fermes ». — V. Durand, n° 3. — Ripert, *Règle morale dans les obligations civiles*, n° 132 et s.

(1) Mazeaud, n° 1318. — Cette distinction des deux sortes de clauses n'est faite, dans la doctrine, qu'avec la plus grande confusion ; elle constitue l'idée centrale de l'ouvrage de M. Paul Durand. La jurisprudence paraît l'admettre dans la mesure où les clauses modificatives du contenu du contrat n'en altèrent pas les caractères essentiels. V. notamment Cass., 19 juin 1929 (S. 30.1.11) et 24 juin 1929 (S. 30.1.6).

sabilité, en cas de faute, n'en sera pas moins sanctionnée, pratiquement, sur le terrain de l'article 1382.

Si la jurisprudence ne reconnaît aux clauses exonératives de responsabilité qu'une efficacité limitée au renversement de la charge de la preuve, elle n'attache pas les mêmes conséquences à celles qui, sans décharger entièrement le débiteur, se contentent de limiter l'étendue de ses obligations (1). Les conventions de ce genre peuvent être d'ailleurs des plus diverses. L'hôtelier peut convenir, notamment, que sa responsabilité ne couvrira que les effets qui auront fait l'objet d'un dépôt effectif à la caisse de l'établissement. « De pareilles formules soulèvent d'ailleurs toute une série de problèmes : celui de leur acceptation (2) tout d'abord (en supposant que le contrat ne soit pas encore formé, car, autrement, nous avons vu que les affiches sont inefficaces)... (mais) celui qui doit retenir surtout l'attention est de savoir quels objets l'hôte doit déposer. Il est douteux que l'obligation de dépôt porte sur les vêtements, si précieux soient-ils, mais le voyageur est alors tenu de veiller avc un soin spécial à leur sécurité... Par contre, s'il s'agit de bijoux, le voyageur est contractuellement en faute de ne pas les avoir remis à l'hôtelier » (3).

Celui-ci peut également stipuler qu'il ne répondra des effets qui lui sont confiés que jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire (4).

---

(1) Civ., 19 juin 1926 (G. P. 26.2.306) et 14 avril 1924 (G. P. 24.1.117) ; Caen, 15 juillet 1927 (G. P. 27.2.218). La limitation doit être raisonnable et ne pas constituer une exonération déguisée. Cass. 3 août 1932 (S. 32.1.351).

(2) V. arrêt Bruxelles, 14 juillet 1930. *Revue générale belge des Assurances et Responsabilités*, 1930, p. 677.

(3) Durand, *op. cit.*, n° 78.

(4) Une décision récente (Seine, 4 janvier 1930, G. P. 30.1.530) a déclaré cette clause sans valeur.

On peut se demander quel intérêt des conventions de ce genre peuvent bien présenter depuis la limitation apportée à la responsabilité de l'hôtelier par les lois précitées de 1889 et de 1911. En réalité cet intérêt est encore très grand, étant donnée l'attitude de la jurisprudence, qui reconnait à la victime du dommage le droit d'échapper à cette limitation en exerçant son recours sur le terrain délictuel. Or cette même jurisprudence, par une contradiction que nous avons déjà signalée, reconnait aux clauses limitatives une efficacité pleine et entière, même à l'égard de la responsabilité issue des articles 1387 et suivants du Code civil. « L'effet de la clause obligeant au dépôt est donc de substituer à la faculté légale une obligation conventionnelle dont l'inexécution constituera en faute le créancier. Qu'une faute soit prouvée contre l'hôtelier, il bénéficiera des règles de la responsabilité partagée » (1).

De même, la clause fixant à un chiffre déterminé le montant extrême de la responsabilité aurait pour effet de libérer le débiteur, même sur le terrain de la responsabilité légale, puisque son efficacité pleine et entière est reconnue par les tribunaux et par les dispositions légales relatives à la clause pénale. On peut d'ailleurs se demander si une convention limitant la responsabilité de l'hôtelier à une somme égale à celle qu'ont fixé les rédacteurs de la loi de 1889 serait, au cas où on la produirait devant elle, validée par la jurisprudence, même sur le terrain délictuel. Il est certain que les tribunaux, peu désireux de se mettre en contradiction avec eux-mêmes, concluraient à l'efficacité réduite des clauses de cette nature, qui ne font qu'inclure dans le cadre contractuel les principes résultant des dis-

(1) P. Durand, *loc. cit.*

positions légales. Mais ils n'en reconnaissent pas moins, d'une manière générale, aux restrictions conventionnelles, une portée difficile à concilier avec elle qu'assigne leur interprétation de la loi de 1889 aux limitations nées de la volonté du législateur.

Toutes ces hypothèses sont, du reste, en notre matière, plus théoriques que réelles, car si les clauses affichées dans les chambres où les lieux de réunion sont extrêmement fréquentes, il n'en est pas de même des conventions formelles d'irresponsabilité. Il viendra bien rarement à l'esprit d'un hôtelier de stipuler expressément des conventions de cette nature. Les contrats d'hôtellerie ne font jamais l'objet de stipulations littérales, à moins d'accords sur la durée du séjour ; mais, précisément, les règles du dépôt d'hôtellerie sont inapplicables aux séjours de longue durée.

Que décider lorsque l'hôtelier prétend s'exonérer de la responsabilité issue, non plus de sa faute personnelle, mais de celle de ses domestiques ou préposés. On sait que la jurisprudence a fait prévaloir, sur ce point, une solution absolument identique à celle, qu'elle consacre en matière de faute personnelle. Elle reconnait à la clause d'irresponsabilité du fait des préposés une efficacité également limitée au renversement du fardeau de la preuve (1). On a reproché à cette jurisprudence d'être asservie à l'article 1384, al. 3, qui n'est pas strictement applicable en matière contractuelle, et aussi de confondre, sans motif valable, les manquements du subordonné et ceux du débiteur principal. S'il est inconcevable, a-t-on dit, que le débiteur principal s'exonère des conséquences de sa faute, lorsqu'elle revêt un certain caractère de gravité, ni l'ordre public, ni le principe de la

---

(1) Cass., 29 décembre 1919 (G. 22.1.33) et 15 mai 1923 (S. 24.1.81).

bonne foi, ne s'opposent à ce qu'il stipule son irresponsabilité, quant aux manquements, même les plus graves, de ses auxiliaires ; « et cela est de nature à expliquer que la jurisprudensce ait apporté une exception, d'ailleurs très importante, à la règle de l'inefficacité de la clause relative au fait des préposés, pour la clause de non responsabilité des fautes du capitaine et du personnel sous ses ordres, stipulée par l'armatëur, et connue sous le nom de négligence-clause » (1).

Il n'est pas nécessaire, pour répondre à cette argumentation, d'invoquer l'injustice manifeste qu'il y aurait à traiter plus rigoureusement celui qui exécute lui-même ses obligations que celui qui les fait exécuter par d'autres. Il est parfaitement légitime d'assimiler, avec la jurisprudence, le fait des préposés au fait du débiteur principal, parce qu'en réalité, il n'y a pas, à proprement parler, de « fait d'autrui en matière contractuelle ». La seule circonstance qu'il convienne de prendre en considération est l'exécution du contrat. Si le substitut chargé de cette exécution (dans notre hypothèse, de la surveillance des effets du voyageur) commet un manquement à son obligation (c'est-à-dire, dans notre cas, s'il laisse se produire un vol ou un dommage au détriment de ces effets, sans que ce vol ou dommage puisse être attribué à une cause étrangère), sa responsabilité se confond avec celle du débiteur principal, parce que, comme le dit un auteur que nous avons déjà cité, le créancier ne se préoccupe que de voir ses droits sanctionnés, et ne traite qu'avec « l'entreprise économique » constituée par son débiteur et les auxiliaires de ce dernier. Et si, à l'inverse, le préposé n'intervient que pour mettre obstacle à

(1) Planiol et Ripert, n° 406.

l'exécution du contrat (c'est l'hypothèse des articles 1933 et suivants du Code civil), il n'y a plus lieu d'envisager l'existence du lien de préposition, et son activité engage la responsabilité du maître dès l'instant qu'elle ne constitue pas, à son égard, une circonstance libératoire.

Il importe peu, par conséquent, que le débiteur s'exonère de sa faute personnelle ou de celle de ses subordonnés, puisque l'activité de ceux-ci, tantôt se confond avec la sienne, et tantôt s'en sépare au point de lui devenir complètement étrangère.

CHAPITRE III

Mise en œuvre de la responsabilité.

SECTION I

QUI PEUT INVOQUER LE BÉNÉFICE DES ART. 1952 ET S. DU C. CIV. ?

La question peut surpendre au premier abord, car l'article 1952, qui fait bénéficier des prescriptions qu'il édicte les « voyageurs logeant » dans une hôtellerie, ne semble guère se prêter à des distinctions. Il n'en est rien, en réalité, et la jurisprudence s'est toujours refusée à étendre l'application des dispositions légales à certaines catégories de personnes, qui semblent cependant satisfaire aux exigences de la loi.

Si elle témoigne, à ce point de vue, de tendance très restrictives, il n'en a pas toujours été ainsi, et dans les premières années qui ont suivi la promulgation du Code civil, c'est une interprétation exactement inverse qui paraissait devoir prévaloir. Il est certain, notamment, que l'expression « qui loge chez eux », employée par le législateur dans l'article 1952, n'est aucunement équivoque, et qu'une interprétation correcte de ce texte doit nous conduire, en toute logique, à exclure du bénéfice des prescriptions légales tout individu qui se borne à faire un dépôt dans un établissement déterminé, sans y descendre et sans y loger personnellement. On conçoit d'ailleurs « que l'hôtelier n'exerce pas une surveillance plus étroite que tout autre déposi-

taire sur les objets que lui confie un voyageur logeant ailleurs » (1). Il en était ainsi, dans l'Ancien Droit, et Beaumanoir cite une décision rendue en ce sens. Cependant notre jurisprudence moderne ne l'a pas toujours admis avec la même fermeté, et l'on peut relever des décisions nombreuses sanctionnant la responsabilité de certains hôteliers vis-à-vis d'individus qui n'avaient fait chez eux aucun séjour, sous le prétexte, invoqué par un jugement du tribunal de Lisieux (2), que « la qualité de voyageur peut être revendiquée par toute personne... qui, pour les besoins de ses affaires, vient dans une auberge ou un hôtel (et) y reste même sans y loger ou séjourner... » Cette jurisprudence trouvait surtout l'occasion de s'appliquer dans les actions en responsabilité intentées à la suite de dommages causés à des animaux confiés aux soins de l'aubergiste par des personnes qui, n'ayant fait appel qu'à sa qualité de maître d'écurie, cumulée avec sa fonction principale, n'avaient fait chez lui aucune dépense nécessitée par leurs besoins personnels. Il y avait là comme une survivance de la réglementation traditionnelle qui soumettait à des dispositions analogues les responsabilités de l'aubergiste et celles du maître d'écurie.

Depuis un arrêt de la Cour de Riom, du 31 mars 1906 (3), il est admis qu'un dépôt de cette nature « n'est pas celui des articles 1952 et 1953 du Code civil, qui suppose un voyageur logé chez l'aubergiste ». Cette solution est tout

---

(1) Baudry et Wahl, n° 1201.

(2) 29 juillet 1903 (G. P. 12 novembre 1903). — V. également : Rennes, 26 novembre 1933 (S. 34.2.286) : « Considérant qu'il est indifférent... que le voyageur ait ou n'ait pas séjourné dans le lieu du dépôt » ; Lyon, 23 décembre 1865 (D. 66.3.40).

(3) Gaz. Tr. 06.2.11. — V. également, Poitiers, 14 décembre 1925 (G. P. 25.1.302).

à fait équitable. « Si, comme le dit M. Huguenet dans un texte déjà cité, le Code civil a maintenu, à l'égard de l'aubergiste, une responsabilité exorbitante..., c'est parce qu'il prend pitié du voyageur qui ne connait ni les lieux ni les usages, ni les risques, et qui a besoin de trouver dans l'hôtelier l'assureur qui lui permettra de dormir dans un lit d'hôtel aussi tranquillement qu'il aurait dormi dans son propre lit » (1).

Si le terme « loger », dénué de toute équivoque, n'autorise aucune distinction, en est-il de même de la qualification de « voyageur » appliquée par le Code civil au bénéficiaire des prescriptions qu'il édicte ? Ce terme a-t-il été employé à dessein, ou désigne-t-il simplement tout individu logeant dans un hôtel, quelle que soit la durée du séjour qu'il y fait ?

La jurisprudence, après quelques hésitations, s'est déclarée favorable à la première conception, et elle décide, d'une façon presque unanime, que « la responsabilité des articles 1953 et suivants du Code civil... n'est encourue (par les aubergistes et hôteliers) que dans l'intérêt des voyageurs ou locataires qu' (ils) reçoivent à titre temporaire et passager, et non dans l'intérêt de ceux qui louent des chambres et logements pour une habitation prolongée » (2). On relève

---

(1) Huguenet, note sous Poitiers précité. — Que décider « si le voyageur ne descend pas à l'hôtel, mais a l'intention d'y descendre au moment où le dommage se produit ? — Exemple : trajet gare-hôtel. Jurisprudence affirmative sur l'application des art. 1952 et s. — Bruxelles, 10 juin 1876 (P. B. 76.3.234). En ce sens, Baudry et Wahl, n° 1202.

(2) Tr. Paix, Paris, 16 janvier 1903 (« La loi », 17 janvier 1903). — *Id.* Cass., 6 novembre 1907 (S. 10.1.431) ; 25 juin 1913 (D. 14.1.423) ; Seine, 23 septembre 1927 (G. P. 27.2.720) ; 8 juin 1928)G. P. 28.2.762) ; Seine, 29 octobre 1930 (G. P. 30.1.677 ; Paix Paris, 29 octobre 1931 (D. H. Somm. 45) ; Paris, 23 février 1934 (G. Tr. 6 avril 1934).

encore quelques décisions contradictoires, mais elles semblent de plus en plus exceptionnelles (1).

Cette solution de la jurisprudence est conforme, dans une certaine mesure, aux motifs de la loi. Elle n'en soulève pas moins des objections fort graves. Elle est tout d'abord arbitraire, et le criterium de l'occupation prolongée n'est pas facile à déterminer. A partir de quelle limite le séjour du voyageur lui vaudra-t-il la garantie complète résultant des dispositions du Code civil ? Il est peut-être un peu hasardeux de prêter aux rédacteurs du Code civil la volonté, en employant le terme « voyageurs », de circonscrire la responsabilité qu'ils édictaient aux individus spécialement désignés par ce terme. Cette intention est d'autant moins vraisemblable qu'à l'époque où ils écrivaient le nombre des personnes logées à demeure dans les auberges était infiniment plus restreint que de nos jours.

Il est certain, d'autre part, que l'individu qui loge dans un hôtel désire précisément bénéficier des avantages qu'une habitation particulière ne saurait lui dispenser. Ce n'est pas se montrer très respectueux de sa volonté que de le priver du principal de ces avantages.

La question n'offre d'ailleurs qu'un intérêt pratique des plus restreints, car la jurisprudence paraît disposée à sanctionner assez facilement la responsabilité de l'hôtelier, même dans cette hypothèse. Cette responsabilité qui, en dehors de l'application de l'article 1952, ne peut résulter que « d'une faute, d'une négligence, ou d'un manque de surveillance susceptible de (l') engager aux termes des articles 1382 et suivants » (2), sera, en fait, d'autant plus facile-

---

(1) Tr. Com. Seine, 14 juin 1910 (Rec. Gas. Tr., 1910, 2e sem. 2.127) ; Seine, 22 mars 1904. (Il s'agissait dun locataire de plus d'une année).

(2) Tr. Lyon, 12 juillet 1903 (S. 04.2.304).

ment admise, que la jurisprudence a manifesté dans ce domaine, comme lorsqu'il s'agit, pour tout voyageur, quelqu'il soit, d'invoquer une responsabilité délictuelle et d'échapper aux limitations prévues par la loi, une tendance marquée à discerner une faute ou une négligence de ce genre dans le plus minuscule manquement de l'hôtelier. Il semble même que les tribunaux aient parfois perdu de vue la nature véritable de la responsabilité qu'ils mettaient en œuvre. Lorsqu'ils proclament, avec la décision précitée, que la responsabilité de l'hôtelier est subordonnée, dans notre cas particulier, à la preuve d' « un manque de surveillance », ils semblent oublier que l'obligation générale incluse dans l'article 1382 et applicable à toute personne n'a absolument rien de commun avec ce devoir de surveillance dont l'inexécution engagerait, à les en croire, une responsabilité délictuelle ; que, notamment, la violation de cet article 1382 ne saurait résulter d'une attitude simplement négative. Le devoir de surveillance ne peut naître que d'une convention de garde ou de dépôt ; il est assez étrange de discerner l'existence d'une obligation de ce genre entre deux personnes dont on n'envisage la situation que dans la mesure où elle est dégagée de tout rapport contractuel.

Les arrêts (1) semblent même admettre (nous avons eu l'occasion de le signaler) qu'il existe à la charge de l'hôtelier une présomption de responsabilité légale, dès l'instant que son locataire a déposé la clef de sa chambre entre ses mains, l'hôtelier assumant, de ce fait, s'il faut en croire de nombreuses décisions de justice, « un devoir spécial de sur-

---

(1) Seine, 23 septembre 1927 (G. P. 27.2.730) ; Seine, 14 mars 1930 (D. H. Somm. 1931, p. 30) ; Seine, 6 novembre 1929 (*Moniteur des juges de paix*, 1930-71) ; Seine, 29 octobre 1930 (G. P. 1930.2.377).

veillance ». Dans une note où il commente un arrêt de la Cour de Lyon intervenu le 12 juillet 1909 (1), M. Perreau a critiqué cette conception. Dans les conventions d'hôtellerie, at-t-il dit, « le contrat de bail se complique souvent d'un louage de travail, l'aubergiste ou le logeur assumant, par lui-même ou ses préposés, le service de tous ses clients, quelle que soit la durée de leur séjour. En ce cas ils se trouvent astreints à une obligation de surveillance, et partant à une responsabilité qui n'incombait pas au simple bailleur d'immeuble.

« La situation de ces clients est donc plus avantageuse que celle d'un locataire ordinaire en ce qui concerne la responsabilité de leur contractant, mais non point au point de vue de la preuve, car, pour obtenir une indemnité au cas de perte ou de détérioration, c'est à eux d'établir qu'elle provient d'un manquement aux obligations de la contre-partie... ».

Or, « d'après la jurisprudence, il ne suffit pas, pour être dépositaire d'un objet, d'avoir la garde des lieux où il est placé, pût-on y pénétrer à sa guise et les clefs en eussent-elles été remises...

« En recevant la clef de son locataire, (l'aubergiste) est devenu dépositaire de cette clef mais non des effets contenus dans la chambre ; s'il doit veiller sur la clef comme un dépositaire, à l'égard de ces effets, il reste uniquement tenu, comme devant assurer le service de ses clients, d'une obligation de surveillance, c'est-à-dire d'une obligation de faire ».

Il nous semble que ces observations, exactes en ce qui concerne l'arrêt envisagé, n'ont pas une valeur absolument

---

(1) S. 04.2.304.

générale, car les décisions auxquelles fait allusion M. Perreau ne se réfèrent pas toutes à l'existence d'un engagement contractuel de surveillance. La plupart visent un manquement à une obligation délictuelle, et le terme : « devoir de surveillance » dont elles usent est le plus souvent le fait d'une terminologie défectueuse, que l'expression d'une opinion précise, que M. Perreau a jugé nécessaire de réfuter (1).

La jurisprudence exclut également de l'application des règles du dépôt d'hôtellerie les habitants de la localité où demeure l'hôtelier mis en cause (2), sous le prétexte qu'ils sont parfaitement renseignés sur la moralité et la vigilance de leur co-contractant. Cette remarque peut bien avoir quelque intérêt en ce qui concerne les auberges de village, mais on imagine malaisément les habitants d'une grande ville documentés sur la valeur morale des hôteliers de leur cité. « On ne saurait considérer comme voyageurs, dit une décision, les personnes qui occupent un appartement ou une chambre dans une auberge où un hôtel garni de la ville qu'ils habitent » (3). Une telle interprétation, peut être conforme à la lettre des textes, est en contradiction certaine avec leur esprit. Et la sollicitude de la jurisprudence risque fort de tourner au bénéfice exclusif d'individus qui ne la méritent guère, mais sur la « moralité et la vigilance » des-

---

(1) Notons toutefois, en sens contraire, l'arrêt précité de la Cour de Paris, du 22 février 1934, qui semble bien consacrer implicitement l'opinion inverse, G. P. 34.1.843. « Considérant que le fait... d'avoir remis, avant de sortir, sa clef au bureau de l'hôtel, est impuissant à créer une véritable présomption de responsabilité à l'encontre du sieur ... », alors *surtout* « qu'il paraît démontré que le vol aurait été... commis à l'aide de fausses clefs... »

(2) En ce sens, Aubry et Rau, § 406, note 1. — Laurent, n° 152. — *Contra* Seine, 17 décembre 1906 et 3 janvier 1907 (Gazette des Trib., 18 avril 1907).

(3) Cass. 23 juin 1913 (Rec. Gaz. tr., 1913, 1re sem. 1.218).

quels on ne peut nier que le public soit parfaitement renseigné.

De même certains arrêts ont refusé de sanctionner la responsabilité de l'hôtelier envers un locataire occupant une chambre pour les nécessités de son commerce (1), ce qui suppose généralement un séjour assez prolongé, ou d'un médecin spécialiste en consultation dans une localité éloignée de sa résidence habituelle (2) ou d'un fonctionnaire fiscal (3) en tournée d'inspection. Toutes ces dérogations sont assez malaisées à justifier.

Section II

Règles de preuve.

Le caractère de « nécessité » dont les rédacteurs du Code civil ont cru devoir revêtir le « dépôt d'hôtellerie » n'a, on le sait, d'autre conséquence que de rendre admissible, en cette matière, un régime probatoire moins rigoureux que celui du droit commun. L'article 1348 dispose en effet :

« Les règles ci-dessus reçoivent une exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

« Cette seconde exception s'applique :

« ... 2° aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs logeant dans une hôtellerie. »

Il semble que la jurisprudence ait autrefois renchéri sur

---

(1) Angers, 15 juin 1857 (D. 57.2.167).

(2) V. Lacan, *Guide de l'hôtelier et du voyageur*, p. 295.

(3) Mayenne, 19 mars 1903 (G. Tr. 27 septembre 1903). — De même pour un engagé conditionnnel d'un an, Agen, 16 mai 1890. G. Tr. 21 juin 1890).

la sévérité déjà grande de ces dispositions. Un arrêt de la Cour de Paris, du 14 décembre 1881 (1), proclamait notamment que « le voyageur qui se prétend lésé n'a qu'une preuve à faire, c'est qu'il était réellement possesseur des objets dont il se prétend dépouillé ; qu'il n'est même pas tenu de prouver exactement le montant des sommes volées ; qu'il suffit que, d'après sa condition et les circonstances de la cause, il soit présumé les avoir eues en sa possession au moment du vol, les tribunaux ayant, à cet égard, un pouvoir d'appréciation souverain. »

De nos jours, une telle rigueur n'est plus de mise, et il est admis que le demandeur ne peut mettre en œuvre la responsabilité de l'aubergiste qu'à la condition d'établir les quatre faits suivants : l'introduction des effets dans l'hôtel, c'est-à-dire l'existence même du dépôt, puisque cette existence est, aux yeux de la jurisprudence et de la loi, subordonnée à ce seul élément ; la présence, au moment du vol ou du dommage, de l'objet détériorié ou détourné en un lieu où s'exerce le devoir de sauvegarde ; enfin l'existence et la quotité du préjudice souffert, et, par là, contrairement à l'arrêt précité, la valeur des effets qui en ont été l'objet.

Le voyageur n'a, bien entendu, en aucune manière, à établir l'existence d'une faute du défendeur, puisque la responsabilité de celui-ci est, conformément au droit commun contractuel, présumée jusqu'à preuve d'une circonstance libératoire, Les décisions de justice le déclarent parfois expressément, mais il est évident que la règle va de soi (2).

La preuve littérale n'est pas exigée, conformément à l'article 1348, et la jurisprudence l'a affirmé à plusieurs repri-

---

(1) Cité par Ferré, *Le Code de l'hôtelier*.
(2) Seine, 23 octobre 1930 ,G. Tr. 31.1,31).

ses (1). Le demandeur peut user de la preuve testimoniale ou des autres procédés autorisés par la loi.

La seule difficulté concerne la preuve par serment, et son application à la quotité du préjudice et à la valeur des effets soustraits ou endommagés. On sait que l'article 1148 confère au juge le pouvoir d'admettre ou de rejeter l'usage de certains procédés de preuve, et l'on se rappelle la tentative faite par un certain nombre d'auteurs et de décisions de jurisprudence pour étendre ce pouvoir jusqu'à la limitation de la responsabilité elle-même. Cette tentative, qui n'avait pas été couronnée de succès, a perdu toute sa portée avec la limitation légale instituée en 1889. Il n'en est pas moins vrai que, pour la preuve de la valeur des effets, souvent difficile à administrer, les tribunaux disposent du pouvoir souverain de déférer le serment au demandeur, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée en tenant compte « de la qualité des personnes et des circonstances du fait » (2).

Il semble que les décisions de justice aient parfois tendance à se contenter des simples affirmations du voyageur, lorsque celui-ci leur paraît présenter toutes les conditions d'honorabilité requises (3). Peut-être conviendrait-il de prendre en considération une tendance bien naturelle à surestimer, sans la moindre mauvaise foi, la valeur de ce

---

(1) Cass., 2 août 1864 (S. 64.1.461). Bordeaux, 20 mai 1892 (S. 93.2.51); Seine, 22 février 1913 (Rec. G. Tr. 1913, 1er.2.373); Aix, 16 novembre 1921 S. 21.2.104). V. dans le jugement du Tr. Civ. de la Seine du 23 octobre 1930, l'énoncé des quatre ojbets de la preuve à administrer par le demandeur.

(2) Laurent. 139. — Guillouard, 148. — Baudry et Wahl, 1229. — V. Seine, 22 mai 1928 (G. Tr. 1928.2.105). le serment portait sur 200.000 francs. — Alger, 15 novembre 1929 (D. H. Somm. 1930, p. 11).

(3) V. cependant Bourges, 9 janvier 1820 (D. R. V° Dépôt 158) qui a dénié toute valeur à une simple note écrite pour les besoins de la cause, et reproduisant soi-disant des registres commerciaux détruits.

qu'on possède, surtout lorsqu'on vient d'en être dépouillé d'une façon inattendue. La responsabilité atteint parfois un chiffre considérable : 200.000 francs dans une décision récente du Tribunal civil de la Seine. Il est bon que les magistrats déterminent le maximum de la réparation avec beaucoup de modération et de discernement.

Il restera, bien entendu, à l'hôtelier assigné en responsabilité et présumé en faute, la ressource d'établir l'existence d'une cause étrangère, et le caractère insurmontable, ou imprévisible, ou extérieur, suivant les opinions, de l'origine du dommage ou du vol (1). Il pourra également démontrer, dans la mesure où cette obligation lui incombe, que les conditions d'existence de la responsabilité ne sont pas exactement remplies, que, notamment, le voyageur était, lors de la soustraction ou du dommage, provisoirement absent de l'hôtel, puisque la jurisprudence reconnait à cette circonstance un caractère libératoire. Il pourra enfin invoquer la faute ou la négligence personnelles du demandeur (2).

Le délai de prescription de l'action en responsabilité issue de l'article 1952 est, en principe, celui du droit commun, c'est-à-dire 30 ans. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait supposer (ce qui est d'ailleurs assez fréquent), que l'événement dommageable est constitutif d'une infraction pénale, la prescription étant alors de 10 ans ou de 3 ans, selon la qualification du fait délictueux.

Ces remarques n'ont d'ailleurs qu'un caractère théorique,

---

(1) La preuve de la force majeure incombe naturellement à l'hôtelier. Paris, 17 janvier 1850 (D. 51.2.122). — Aubry et Rau, § 406. — Guillouard, 146. — Baudry et Wahl, 1212.

(2) Il peut également prouver que les effets lui ont été remis à un autre titre que le dépôt. V. Seine, 21 mars 1893 (D. 94.2.4338 : don manuel).

car, pratiquement, la victime n'attendra jamais, pour agir, l'extrême limite du délai qui lui est imparti. Il semble néanmoins que le législateur, pour épargner à l'hôtelier des atermoiements toujours possibles, et souvent purement vexatoires, eût dû instituer, en cette matière, comme en matière de transport, un délai de prescription plus limité.

C'est là une lacune que le projet actuellement soumis à l'approbation du Parlement s'est efforcé de combler, à l'imitation d'un très grand nombre de législations étrangères (1).

---

(1) Art. 489, C. C. Suisse. — Art. 13 décret-loi italien du 12 octobre 1919 : « La personne logée à l'hôtel doit donner avis du dommage à l'hôtelier aussitôt après l'avoir constaté... »

Les règles de procédure font l'objet de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix. Ceux-ci « prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance : 1° entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, leurs répondants ou leurs cautions, pour dépenses d'hôtellerie, perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel. »

Si la demande ne comporte aucun chiffre (s'il s'agit, notamment, d'une action en représentation d'effets soustraits), le tribunal civil est seul compétent. L'action doit être portée, ratione loci, devant le tribunal du domicile de l'hôtelier.

Selon l'opinion de la jurisprudence, le voyageur peut également porter son action devant le tribunal de commerce : c'est la règle en matière d'actes mixtes). — Cass. 9 décembre 1901 (S. 04.1.67). — Arras, 24 janvier 1902 (« Le Droit », 1er juillet 1902). — *Contra :* Lyon-Caen et Renault, I, 372.

On s'est demandé si la compétence du juge de paix n'était pas exclusive de toute autre. Si les principes sont contraires à cette interprétation, les termes de la loi lui semblent favorables. En ce sens : Thaller et Percerou, *Droit Commercial*, I, 242.

CHAPITRE IV

Le Problème législatif.
Projets de réforme et Droit Comparé.

L'importante restriction apportée à la responsabilité de l'hôtelier par la législation postérieure au Code civil ne semble pas avoir pleinement satisfait les aspirations des groupements corporatifs. Les revendications se sont multipliées depuis la guerre, et si elles n'ont pas reçu, dans notre législation, un accueil très favorable, cela tient surtout, semble-t-il, à leur extrême confusion. L'accord réalisé sans peine sur le terrain de la critique des prescriptions légales se révélait moins unanime sur celui des réactisations concrètes. Aussi les syndicats hôteliers se sont-ils successivement orientés vers les solutions les plus diverses.

Il semble d'ailleurs que la détresse économique dont témoignent, à l'heure actuelle, l'industrie hôtelière et les industries connexes, ait relégué au second plan les préoccupations d'ordre purement juridique, et que la refonte du régime institué par les articles 1952 et suivants du Code civil n'apparaisse plus aussi urgente qu'avec la prospérité des premières années d'après-guerre.

Quoiqu'il en soit, le Congrès international de l'hôtellerie, réuni à Monaco en 1921, avait admis, au nombre des réformes qui lui semblaient particulièrement désirables, celle des dispositions légales relatives au dépôt hôtelier. « Les articles 1952 et 1953, disait notamment l'un des rapporteurs, consacrent un principe inadmissible : la responsabilité sans

faute, souvent illimitée, dont la corporation subit depuis trop longtemps les désastreux effets, malgré les progrès modernes et les mesures de précaution et de sécurité offertes au voyageur apportant, en dehors de son bagage normal, des effets de valeur et des objets précieux ». Cette affirmation contestable était suivie d'une proposition beaucoup plus intéressante : « En ce qui concerne l'étendue de la responsabilité, disait le même rapport, le comité exécutif a pensé qu'il serait équitable de la proportionner à l'importance des établissements et au prix journalier du logement, ainsi que le proposait au Parlement français M. Fernand Brun, lors de la discussion qui aboutit au vote de la loi française du 18 avril 1911 ».

Il n'est pas surprenant que cette utile réforme, beaucoup plus favorable au voyageur qu'à l'hôtelier si on l'applique d'une manière correcte, ait été finalement détournée de son véritable but, et envisagée comme le moyen d'ajouter une restriction supplémentaire à la limitation déjà considérable instituée par le législateur de 1889. C'est ce qui ressort de la simple lecture des dispositions suivantes du projet de législation uniforme élaboré à l'issue du Congrès :

« Article 1er. — Principe. — Les hôteliers et aubergistes sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux.

« Article 2. — Etendue. — Lorsqu'il n'y a pas eu dépôt réel entre les mains de l'hôtelier ou de l'aubergiste, l'étendue de cette responsabilité est limitée, pour chaque voyageur, au centuple du prix journalier du logement occupé par celui-ci, sans qu'elle puisse toutefois dépasser 1.000 francs.

« Article 3. — Question de preuve. — L'hôtelier, d'autre part, sera exonéré de sa responsabilité, s'il prouve, soit que

le dommage est imputable au voyageur lui-même, à l'un de ses préposés, de ses visiteurs ou de ses compagnons, soit qu'il résulte d'un cas de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

« Article 5. — Objets précieux. — Disposition facultative. L'hôtelier ne sera pas responsable des objets précieux, des bijoux, des espèces monnayées ou des valeurs, s'il met à la disposition des voyageurs un coffre-fort exclusivement réservé à cet usage, et s'il avertit les voyageurs par des avis affichés dans les salles de réunion ou dans chaque chambre de son hôtel...

« Article 6. — Cas de non responsabilité. — L'action en responsabilité intentée par le voyageur ne sera pas recevable, si le dommage subi n'a pas été signalé à l'hôtelier aussitôt après qu'il a été découvert.

« L'hôtelier ne pourra se soustraire à sa responsabilité qu'en faisant une convention expresse avec le voyageur ; les avis affichés dans les établissements n'auront, à cet égard, que la valeur de simples recommandations ».

Devant l'impossibilité de faire prévaloir un système législatif trop visiblement inspiré de leurs intérêts exclusifs, les groupements hôteliers jugèrent préférabes, par la suite, de s'en tenir aux dispositions du droit suisse. C'est dans cet esprit que fut élaboré le projet de M. Gensoul (1), premier président honoraire, soumis le 3 janvier 1926 par M. Antoine Borrel à l'approbation du Parlement (2), et renvoyé à la Commission de législation où il fut l'objet d'un rapport favorable de M. Léon Escoffier (3) ; projet qu'il est utile de reproduire en détail puisqu'il reflète, selon

---

(1) Manuel élémentaire de Droit hôtelier.
(2) *J. O.*, année 1926. Annexe. 2260.
(3) *J. O.*, Doc. Parl. 1927. Rame 4426.

toute vraisemblance, avec les aspirations définitives de l'hôtellerie, les règles futures de notre législation.

« Rappeler les origines de la responsabilité hôtelière, disait notamment l'exposé des motifs, c'est en indiquer du même coup le caractère archaïque. Ces principes de responsabilité illimitée, cette méfiance répondent à un état de civilisation depuis longtemps aboli. Ils sont un souvenir des temps où l'hospitalité était pratiquée par les couverts, les universités, les détenteurs de grands fiefs ou de grands emplois, et n'était pas encore une industrie différenciée et régulière...

Dans l'état actuel, avec la facilité des moyens de locomotion, l'adoucissement général des mœurs, l'amélioration morale et professionnelle des hôteliers, les anciens principes sont devenus anormaux. Qu'il s'agisse des grandes villes ou des stations d'eaux minérales, de plage ou de montagne, tout hôtel digne de ce nom a cessé d'être discrédité, pour devenir souvent un modèle d'installation confortable, saine, parfois luxueuse, et toujours adoptée aux mœurs et aux goûts des sphères les plus honorables de la société...

« Le moment est donc venu d'adapter la situation légale de l'hôtelier à sa situation économique et de faire disparaître les mesures de précaution et de méfiance qui constituent pour lui une sorte de tare professionnelle inacceptable de nos jours...

« Nos propositions se présentent comme le résultat d'une expérience déjà faite par un pays voisin assez proche du nôtre par sa clientèle touristique et l'amènagement de ses hôtels. Elles se présentent, non point comme une nouveauté aléatoire, mais comme l'extension à notre pays d'une réglementation qui a déjà fait ses preuves, et dont l'introduction

dans nos lois ne nous paraît appelée qu'à d'heureux résultats ».

Le projet lui-même comprenait 7 articles :

« Les articles 1952, 3 et 4 du Code civil sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 1er. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toutes détériorations, destructions ou soustractions des objets de toute nature apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable au voyageur lui-même, à des personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son service.

« Art. 2. — L'hôtelier est entièrement responsable du vol ou du dommage des espèces monnayées, des valeurs, titres, bijoux et objets de prix qui ont été réellement déposés entre ses mains par le voyageur. S'il en a refusé le dépôt, il en est également responsable sans limite.

« Art. 3. — Lorsque les espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux ou objets de prix n'ont pas été réellement confiés à l'hôtelier, celui-ci n'en est responsable qu'en cas de faute commise par lui ou par son personnel.

« Art. 4. — En ce qui concerne les effets apportés par le voyageur, la responsabilité de l'hôtelier est restreinte à la somme de 1.000 francs pour chaque voyageur si aucune faute ne peut lui être imputée ainsi qu'à son personnel.

« Art. 5. — Les aubergistes et hôteliers qui tiennent des écuries, remises ou garages d'automobiles sont responsables de toutes détériorations, destructions ou soustractions des animaux, voitures ou automobiles, ainsi que des harnais et autres accessoires remisés chez eux ou reçus, soit par eux, soit par leur personnel, s'ils ne prouvent que le dommage est imputable au déposant, à des personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son service.

« Art. 6. — Les droits des voyageurs s'éteignent s'il ne signale pas à l'hôtelier le dommage éprouvé aussitôt après qu'il l'a découvert.

« L'hôtelier ne peut s'affranchir de sa responsabilité en déclarant, par des avis affichés dans son établissement, qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions non spécifiées par la loi.

« Art. 7. — Les hôteliers ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou force majeure, ni des dommages résultant, soit de la force majeure, soit de la nature de la chose déposée ».

Nous n'avons pas à revenir sur les critiques déjà formulées à l'égard des principes discutables dont cette législation s'inspire. En quoi, notamment, le fait que l'hôtellerie constitue, à l'heure actuelle, une industrie « différenciée et régulière » postulerait-il, *a priori*, une modification des règles traditionnelles qui la régissent ? Et pourquoi les mesures de précaution prises à l'égard de l'hôtelier, mesures qui font l'objet d'une application constante dont les recueils de jurisprudence témoignent, apparaîtraient-elles comme « une sorte de tare professionnelle inacceptable de nos jours » ? La responsabilité rigoureuse que la loi de 1898 fait peser sur le chef d'entreprise a-t-elle jamais été considérée comme la manifestation d'une confiance restreinte accordée par le législateur ? Et enfin si toute responsabilité illimitée représente un « état de civilisation depuis longtemps aboli », comment expliquer que cette responsabilité soit la règle presque absolue, et que les limitations légales revêtent encore un caractère d'exception ?

La nouveauté essentielle du projet réside dans la suppression du rattachement de la responsabilité qu'il édicte à un contrat particulier. Ses rédacteurs se bornent à constater

l'existence du devoir de sécurité, sans en discerner l'origine, contrairement à la tradition, dans une convention implicite de dépôt nécessaire. Devons-nous en conclure, avec certains auteurs, qu'elle procède désormais d'un contrat sui generis ? On peut en réalité se demander si la responsabilité nouvelle est de nature contractuelle ou légale. Lorsque les effets du voyageur font l'objet d'un dépôt effectif entre les mains de l'hôtelier, la solution n'est pas douteuse. En est-il de même à l'égard de ceux que le voyageur conserve pour son usage ? L'existence d'un contrat à la base des relations juridiques du voyageur et de l'hôtelier ne nous éclaire qu'incomplètement, car la loi de 1898 institue entre industriels et ouvriers une responsabilité basée sur le risque professionnel, dont on n'a jamais songé à contester la nature délictuelle, encore qu'elle intervienne entre individus liés par un contrat. La question présente un intérêt pratique, en ce qui concerne notamment l'application des articles 1150 et suivants du Code civil, ou la réparation du dommage moral. Cet intérêt serait beaucoup plus considérable si la loi nouvelle ne consacrait officiellement la construction jurisprudentielle appuyée sur le cumul des responsabilités, construction qui deviendrait impossible si l'on transposait sur le plan délictuel les obligations de l'aubergiste.

Les règles de preuve restent d'ailleurs les mêmes puisque l'article 1148 ne subit aucune modification ; il conviendrait toutefois de le mettre en harmonie avec la conception nouvelle, qui refuse de considérer comme faisant l'objet d'un dépôt les effets introduits dans l'hôtel.

L'article 6, qui restreint considérablement les délais de prescription du droit commun, ne soulève aucune objection. Il ne fait du reste que sanctionner un état de fait et n'apporte à la situation de l'hôtelier qu'un soulagement théori-

que ; il en est de même de l'autre disposition contenue dans le même article, qui ne fait que consacrer légalement une jurisprudence constante. De même la faute ou la négligence du voyageur et le fait de la chose, visés à l'article 1er et à l'article 7, revêtaient depuis longtemps, aux yeux de la jurisprudence, un caractère libératoire.

Sur tous ces points la législation nouvelle ne prête à aucune critique. Mais que faut-il penser de la faute « imputable à l'hôtelier ou à son personnel », à laquelle se réfèrent les articles 3 et 4 ? Quelle doit être au juste l'étendue d'une pareille faute ? On a prétendu qu'il ne pouvait s'agir que de la faute lourde ou du dol, à l'exclusion de la faute légère. « Lorsque l'hôtelier, a-t-on dit, fait avec le voyageur une convention formelle, en vue de limiter ou même de supprimer la responsabilité que le dépôt d'hôtellerie lui impose, cette convention est parfaitement valable. Il n'y a que dans un cas qu'elle doit être écartée : c'est lorsque l'hôtelier ou son préposé s'est rendu coupable de dol ou de faute lourde... Il n'en est pas autrement si la limitation ou la suppression de la responsabilité résulte, non d'une convention, mais de la loi. Le projet a le tort, en parlant simplement de la faute de l'hôtelier ou de son préposé, de prêter à équivoque » (1).

Si telle est l'opinion du législateur, et la question est au moins douteuse, elle nous paraît entièrement inadmissible. La limitation de la responsabilité à un chiffre forfaitaire, telle qu'elle résulte des lois de 1889 et de 1911 et du texte du projet, comme elle découle, par ailleurs de la loi de 1898 sur le risque professionnel, ou du projet élaboré par la Société d'études législatives et visant la réparation des

---

(1) Bernis, *Le dépôt d'hôtellerie*, p. 148. En se sens, décret-loi italien du 12 octobre 1919, art. 12.

accidents d'automobiles, cette limitation, disons-nous, n'est légitime que dans la mesure où une modification est apportée aux principes généraux de la responsabilité. La limitation forfaitaire du montant de la réparation est le corollaire normal d'une mise en œuvre plus facile de la responsabilité. Si l'hôtelier est responsable dans les termes du droit commun, si, en d'autres termes, une faute, même légère, peut lui être imputée, il est inadmissible qu'il bénéficie de la mesure favorable prise à son égard par le législateur. Une telle solution constituerait moins un progrès qu'une régression.

Toutes ces difficultés seraient, pensons-nous, évitées, si l'on renonçait, une fois pour toutes, à faire intervenir en ces matières la notion de faute démontrée, de faute effective, qui procède de principes discutables et complètement étrangers au débat. Il suffirait de maintenir, à la charge de l'hôtelier, une présomption de responsabilité conforme au droit commun contractuel et rattachée à un contrat de dépôt, ou sui generis, peu importe, en lui laissant la liberté de s'en affranchir par la preuve d'une cause étrangère ; quant à la limitation à 1.000 francs, nous ne voyons aucun inconvénient à la généraliser, sans considération de dépôt effectif ou non, la règle de la responsabilité indéfinie n'étant maintenue qu'à titre de sanction contre l'hôtelier coupable d'avoir refusé ce dépôt effectif pour les catégories d'effets visés à l'article 2 du projet. On éviterait ainsi de faire appel à des notions fort contestables, et on construirait une législation plus harmonieuse et plus simple. La limitation forfaitaire de la responsabilité deviendrait la conséquence naturelle de la rigueur des obligations qu'elle sanctionne.

Cette limitation elle-même, si inattaquable dans son principe, est d'ailleurs loin d'avoir été organisée par le législa-

teur de façon pleinement satisfaisante. Comment peut-on admettre que le principe en soit le même pour les luxueux établissements dont la clientèle représente, les recueils de jurisprudence en font foi, une source de responsabilité d'importance considérable, et les modestes auberges de campagne où le chiffre fixé par la loi ne sera, le plus souvent, même pas atteint. On peut déplorer que les rédacteurs du projet n'aient pas cru devoir combler une lacune évidente, signalée par beaucoup d'auteurs, en instituant une responsabilité dont l'étendue eût été proportionnée à l'importance de l'établissement envisagé.

Un auteur a proposé de fixer, comme limite de la responsabilité, un chiffre égal à cinquante fois la valeur de la location. Peut-être ce système n'est-il pas absolument équitable, et peut-être ne tient-il pas un compte suffisant de ce fait que la situation personnelle du voyageur n'est pas nécessairement fonction de l'importance de l'établissement qu'il occupe. Si nous ne redoutions les appréhensions que suscite toujours la place trop large faite à l'arbitraire du juge, nous proposerions, en cette matière, un pouvoir d'appréciation sensiblement analogue à celui dont la jurisprudence dispose dans le domaine des règles de preuve, mais moins absolu, et enfermé dans des limites précises.

Peut-être serait-il possible ainsi de tenir compte de la faible importance des moyens de protection dont disposent les hôtels d'ordre secondaire. On a fait valoir, à ce propos, que l'obligation du dépôt exprès, imposé à l'hôtelier par une disposition formelle de la loi nouvelle, et par l'interprétation la plus rationnelle de la législation en vigueur, risquent

---

(1) V. amendement F. Brun (*J. O.* D. Parl. 1911, n° 1711) et la proposition de M Jouishomme, avocat-conseil du Syndicat général de l'I. hôtelière : limitation fixée à 50 fois le prix de location.

de créer une inégalité injustifiable entre les grands et petits établissements. « Si cette obligation, a-t-on dit, peut se concevoir à la charge des propriétaires de grands hôtels aménagés pour contenir de solides coffre-forts, il ne peut en être ainsi lorsqu'il s'agit de modestes auberges dont le propriétaire est dans l'impossibilité d'assurer aux objets qui lui sont confiés une sécurité absolue ». Cette observation est exacte. Encore convient-il de ne pas en exagérer la portée. L'obligation du dépôt exprès est d'exécution plus aisée pour un établissement important, mais elle porte sur des effets de valeur incomparablement plus grande. Le dépôt exprès n'est jamais impossible, et les aubergistes les plus modestes ne refusent jamais de s'en charger, lorsqu'ils en sont requis par leur clientèle. Il n'en est pas moins vrai que leurs obligations sont plus rigoureuses, et qu'un système plus souple que le système légal permettrait équitablement d'en tenir compte.

Quelles que soient, au surplus, les modalités d'application, le principe n'est pas moins certain. Une limitation de la responsabilité n'est légitime que lorsqu'elle s'établit à un chiffre raisonnable, sensiblement égal à celui que peut atteindre un préjudice normal. On fait souvent un rapprochement entre la limitation établie par la loi, et celle qui résulterait de la convention formelle des parties. Il ne faut pourtant pas oublier que l'hôtelier qui, en l'absence de toute limitation expresse, fixerait au chiffre légal le montant extrême de son devoir de réparation, verrait, dans la très grande majorité des cas, cette restriction jugée excessive et condamnée par la jurisprudence. Il importe donc de rechercher une formule assez équitable pour ne pas heurter les nécessités pratiques, et assez rigoureuse pour respecter les principes essentiels de la responsabilité.

La limitation à un chiffre invariable et identique pour tous les hôtels semble d'ailleurs, il faut le reconnaître, jouir d'une faveur marquée auprès des législateurs étrangers. Il ne semble pas qu'aucun d'eux ait jamais exprimé l'intention de renoncer à cette solution paresseuse, dont le maintien s'explique d'ailleurs par le fait qu'elle est extrêmement favorable à l'hôtelier, c'est-à-dire à la seule des deux parties qui soit en situation de faire entendre ses revendications.

Ce n'est pas là, au surplus, le seul point de contact que révèle l'étude du droit comparé, et, d'une façon générale, les systèmes consacrés dans les divers pays étrangers en matière de responsabilité hôtelière présentent avec le nôtre une étroite similitude qui va parfois jusqu'à l'identité presque absolue.

C'est ainsi que la législation belge (1) est en tous points semblable à la nôtre, avec toutefois une légère restriction. Lorsque les articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil furent l'objet d'une modification correspondant à celle qu'ils ont subie, en France, du fait des lois de 1889 et 1911, la réforme proposée par M. Raoul Péret par voie d'amendement, et abandonnée par son auteur pour des raisons de pure forme, fut au contraire réalisée par la loi belge de 1897, qui porte que la limitation à 1.000 francs concerne « les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux qui ne servent pas à l'usage personnel et habituel du voyageur... »

Le Parlement belge est actuellement saisi d'un projet de modification consacrant un système exceptionnellement favorable à l'hôtelier, qui jouirait notamment, quant à l'ac-

---

(1) V. sur ce point, Voëts et Moyaerts, *La Responsabilité de l'aubergiste et du restaurateur.*

ceptation du dépôt, d'une liberté d'appréciation entière, et qui, en toute hypothèse, devrait accepter formellement sa responsabilité, à la suite d'une dénonciation que le voyageur serait légalement tenu de lui donner. Si l'on ajoute que les hôteliers jouissent, en Belgique, pour le recouvrement de leurs créances, de garanties supérieures aux nôtres, on peut se demander si le législateur ne les a pas favorisés à l'excès, et si une protection aussi extrême ne peut pas se retourner contre son bénéficiaire.

La législation allemande (f) admet, en principe, une responsabilité limitée pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres et les objets précieux effectivement déposés entre les mains de l'hôtelier, à moins que celui-ci n'en ait refusé le dépôt ou n'ait commis, dans la garde, une faute personnelle. La responsabilité est illimitée pour tous les autres effets, quelle qu'en soit la nature, si le préjudice n'est pas imputable au voyageur ou aux personnes qui le visitent ou l'accompagnent. Les droits du voyageur s'éteignent s'il ne signale pas le dommage aussitôt qu'il l'a découvert.

Le droit anglais (Inkeepers Act de 1863) (2) pose en principe que toute personne qui fait profession de recevoir les voyageurs est responsable des effets apportés par ceux-ci, dès l'instant que le vol n'a pas été commis sur la personne de la victime, ou par des personnes qui l'accompagnent. La négligence du voyageur atténue ou exclut, suivant les cas, la responsabilité de l'aubergiste, qui s'étend à l'activité des préposés et des pensionnaires, mais non à celle des étrangers.

---

(1) V. Chabert, *La responsabilité de l'hôtelier à raison des effets apportés par le voyageur en droit français, anglais, allemand et suisse*. Thèse Lausanne, 1906. C. C. allemand L. II, t. XII (art. 702-704).

(2) Lehr et Dumas, *Eléments de Droit civil anglais*, 3e éd., Paris, 1906. T. I (p. 163 et 414), t. II (p. 241). Chabert, *op. cit.*

Cette responsabilité est d'ailleurs limitée à 30 livres sterling, à moins de dol ou de négligence imputables à l'hôtelier ou à ses auxiliaires, ou de dépôt effectif entre leurs mains. Des règles spéciales sont prévues pour les chevaux et animaux vivants (1).

Le Code Civil espagnol (2) consacre un système très proche de l'ancienne législation française, avec dépôt nécessaire et responsabilité illimitée à raison des vols ou dommages commis par les domestiques ou les étrangers. L'existence du dépôt est toutefois subordonnée à un avertissement préalable du voyageur.

Le Code Civil portugais (3) est le seul qui consacre aux rapports juridiques de l'hôtelier et du voyageur quelques dispositions d'ensemble. Le système admis en matière de dépôt d'hôtellerie est du reste analogue au système français, avec, cependant, cette restriction que les objets de prix doivent faire l'objet d'une déclaration expresse, à défaut de laquelle la responsabilité de l'hôtelier ne peut être engagée que par une faute effective.

Il existe dans la législaton du Colorado (4) une distinction intéressante qui rappelle, dans une certaine mesure, celle qu'avait fait prévaloir, avant 1889, une partie de la jurisprudence française. La loi du 22 mai 1907 soumet, en effet, à une réglementation distincte, les effets qui peuvent être considérés comme le bagage nécessaire du voyageur et ceux qui apparaissent comme l'excédent de ce bagage. Les objets de la première catégorie (objets de toilette et certains vêtements) sont soumis aux règles du dépôt nécessaire, à con-

---

(1) Statuts 26-27.
(2) Articles 1782-1784.
(3) II, 2, 4, 6, art. 1119-1123. Traductions Laneyrie et Dubois, 1896.
(4) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, octobre 1909, p. 8 et s.

dition qu'ils soient confiés expressément à l'hôtelier ou conservés dans une chambre fermée à clef, et soustraits à toute tentative de détournement. Quant au bagage non nécessaire, il doit, pour engager la responsabilité, faire l'objet d'un dépôt effectif entre les mains de l'hôte, si celui-ci possède un réceptacle prévu à cet effet et en prévient le voyageur par voie d'affiches. Si ces deux conditions ne sont pas remplies, la responsabilité est celle du droit commun, c'est-à-dire limitée à une somme forfaitaire. Une restriction spéciale est prévue pour le dépôt volontaire effectué après le départ du voyageur. La force majeure est libératoire.

Le décret-loi italien du 12 octobre 1919 consacre, en notre matière, le système législatif le plus récent. Il admet, en principe, une responsabilité limitée à 1.000 lires pour chaque voyageur, à moins de faute grave de l'hôtelier, de son personnel, ou des membres de sa famille, ou à moins de dépôt effectif, obligatoire pour certaines catégories d'objets précieux (1), la responsabilité étant alors illimitée. La faute personnelle du voyageur et la force majeure sont libératoires (2). Le dommage doit faire l'objet d'une dénonciation immédiate, sous peine de forclusion, et les affiches exonérant l'hôtelier de sa responsabilité sont sans effet.

L'extrême diversité des législations nationales (car nous n'avons envisagé que celles dont les dispositions sont les plus proches des nôtres) peut paraître, tout d'abord, opposer un obstacle insurmontable à toute tentative d'unification du droit dans ce domaine. Il n'en est rien, en réalité, et les résolutions adoptées à l'issue des congrès internatio-

---

(1) Art. 12 : « La responsabilité est illimitée pour les sommes d'argent, les titres de crédit de toute espèce, et les objets précieux ou ceux de valeur notable quand ils ont été confiés en garde spéciale à l'hôtelier. »

(2) Ou la nature de la chose déposée (art. 12).

naux de l'industrie hôtelière témoignent de la possibilité d'un accord. Il est certain que les revendications des groupements hôteliers, maintenues dans des limites raisonnables, peuvent fort aisément se concrétiser dans la législation interne de chaque Etat.

L'Institut international de Rome pour l'unification du droit privé a élaboré, récemment, à la requête de l'Alliance internationale de l'Hôtellerie, un projet de loi uniforme (1), dont la teneur n'est pas sans révéler quelques tâtonnements, mais qui constitue une tentative intéressante vers l'adoption d'une législation commune.

Une telle législation, même sous une forme atténuée, est, en effet, fort désirable car elle répond aux intérêts communs des hôteliers et des voyageurs.

D'une part, comme le dit l'exposé des motifs, « le besoin d'avoir un régime législatif identique dans tous les pays est... vivement ressenti dans les milieux hôteliers, où plusieurs grandes compagnies exercent leur activité dans des pays différents, et la simplification dans l'administration de ces compagnies, qui s'ensuivrait de ce fait, serait très avantageuse, surtout par la possibilité qu'elle donnerait à tous les hôteliers d'obtenir des contrats d'assurance uniques et à des conditions plus favorables, contre les risques résultant de l'exercice de l'entreprise hôtelière.

« D'autre part, il serait très utile pour le voyageur de savoir que partout ses effets seront protégés d'une manière uniforme contre le vol et contre les accidents, et de connaître ainsi toujours exactement la portée de ses droits. Il est certain que dans l'état actuel du tourisme, qui tend toujours davantage à devenir international, ce résultat aurait

---

(1) « Projet d'une loi uniforme sur la responsabilité des hôteliers ». Rome, *La libreria dello stato*, 1935.

une importance considérable et finirait même par exercer une influence favorable sur les développements de celui-ci. »

Le projet, élaboré par un comité comprenant, avec les représentants de l'industrie hôtelière italienne, les délégués de la France, de l'Angleterre et de la Suisse, et approuvé le 5 octobre 1934 par le conseil de direction de l'Institut, se compose de neuf articles :

« Art. 1er. — Les hôteliers sont responsables de toute destruction, altération ou soustraction des objets apportés dans l'hôtel par le voyageur qui y descend.

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs-or.

« Art. 2. — La responsabilité de l'hôtelier est toutefois illimitée :

« *a*) Lorsque le dommage est produit par sa faute ou par la faute des personnes dont il est responsable ;

« *b*) Lorsque les objets ont été déposés entre ses mains ou entre celles des personnes dont il est responsable ;

« *c*) Lorsqu'il a refusé le dépôt des objets qu'il est obligé d'accepter. Il est obligé d'accepter les objets tels que papiers-valeurs, espèces monnayées, objets de prix.

« Art. 3. — L'hôtelier n'est pas responsable s'il prouve que le dommage est dû :

« *a*) Au fait du voyageur lui-même, ou à des personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son service ;

« *b*) à une force majeure.

« Art. 4. — Les droits du voyageur, tels qu'ils sont réglés par cette loi, s'éteignent si, après avoir découvert le dommage subi, il ne le signale pas sans retard à l'hôtelier.

« Art. 5. — Toute convention tendant à exclure ou à diminuer la responsabilité de l'hôtelier ne produit aucun effet.

« Art. 6. — Les dispositions de la présente loi s'appli-

quent dès l'entrée des objets dans l'hôtel, sauf le cas où le voyageur, les ayant envoyés à l'avance, n'y descend pas.

« Leur application cesse dès que les objets sont sortis de l'hôtel.

« Art. 7. — Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux objets tels que voitures, automobiles, animaux vivants, reçus dans les dépendances ou dans les locaux mis à la disposition par l'hôtel.

« Art. 8. — La loi nationale reste en vigueur dans tous les cas non réglés par la présente loi.

« Art. 9. — L'hôtelier perd les bénéfices de la présente loi s'il ne l'affiche pas dans un endroit de l'hôtel accessible aux voyageurs. »

Ces dispositions sont presque en tous points semblables à celles du projet de loi soumis par M. Antoine Borrel à l'approbation du Parlement français, et elles sont également très proches de celles que consacrent les législations anglaise, italienne et suisse. Il semble que, dans ces quatre Etats, l'unification ne doive pas se heurter à de graves obstacles. On peut même affirmer qu'avec le vote du projet soumis à l'approbation des Chambres françaises, elle se trouvera pratiquement réalisée.

Il sera beaucoup plus malaisé d'obtenir un accueil favorable dans des pays tels que le Portugal ou l'Espagne, où la législation est demeurée, dans ses grandes lignes, sensiblement analogue à celle de l'Ancien Droit Français. Peut-être la teneur du projet se ressent-elle à l'excès de la composition du comité chargé de son élaboration, et peut-être ses rédacteurs, oubliant que les relations internationales sont à base de concessions réciproques, n'ont-ils pas obéi, autant qu'il eût fallu le faire, à la préoccupation, exprimée

par le rapporteur, de respecter, dans toute la mesure du possible, la législation interne des différents Etats.

On ne saurait non plus méconnaître l'extrême difficulté qu'il peut y avoir à élaborer des mesures transactionnelles qui conviennent au monde entier, alors que, dans les nations même les plus homogènes, la mise en application des textes législatifs soulève, d'une région à l'autre, les commentaires les plus divers.

La loi nouvelle apparaît d'une application facile en France, en Italie, en Angleterre et en Suisse. Elle ne se heurte à aucun obstacle insurmontable dans les pays dont les principes sont proches de l'actuelle législation française, notamment en Allemagne et en Belgique.

Peut-être, au surplus, une législation internationale de portée plus étendue ne serait-elle pas absolument désirable ; il faut qu'aux lois nouvelles répondent des conditions nouvelles ; et ces Etats sont, sans doute, les seuls, où la situation économique et les progrès de l'hôtellerie soient en harmonie réelle avec les solutions proposées.

Vu :
Le Président de Thèse,
RIPERT.

Vu
Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DE DROIT

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION. 7

TITRE PREMIER

Responsabilité issue des obligations intéressant la personne du voyageur 23

CHAPITRE PREMIER. — Louage de chose et prestation de services 24

CHAPITRE II. — L'obligation de sécurité 42

TITRE II.

Responsabilité issue du dépôt d'hôtellerie 63

INTRODUCTION. — Historique. 63

CHAPITRE PREMIER. — Champ d'application et conditions d'existence de la responsabilité 94

Section I. — Les dispositions du Code Civil concernant l'hôtelier peuvent-elles être étendues à d'autres personnes?. 94

Section II. — Durée de la responsabilité. 105

Section III. — Conditions d'existence de la responsabilité . . 117

A. A quels effets s'appliquent les art. 1932 et s.?. . . . 117

B. Quelles sont les personnes dont l'activité engage la responsabilité de l'hôtelier ? 124

C. A quels actes et en quels lieux s'étend la responsabilité 138

D. Circonstances qui excluent la responsabilité. . . . 141

CHAPITRE II. — Limitations conventionnelles et légales . . . 153

Section I. — Limitations légales 153

A. Etat de la question avant la loi du 18 avril 1889. . . 153

B. Les lois du 11 avril 1889 et 8 avril 1911 157

C. Difficultés d'application de la loi du 8 avril 1911 . . 165

Section II. — Limitations conventionnelles 186

CHAPITRE III. — Mise en œuvre de la responsabilité 199

Section I. — Qui peut invoquer le bénéfice des art. 1952 et s.? 199

Section II. — Règles de preuve. 206

CHAPITRE IV. — Le problème législatif. 211

Imprimerie Ed. Jollibois, s.a.r.l., 55, Boulevard Raymond-Poincaré, Bar-le-Duc.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS